

A Beyrouth, les milices chiïtes traquent les combattants palestiniens

« Pas de prisonniers »

Les Palestiniens des camps de Sabra et de Chatila, à Beyrouth-Ouest, ont été victimes d'un nouveau massacre la semaine dernière, perpétré cette fois-ci par les miliciens chiïtes de l'organisation Amal. La tuerie s'est-elle étendue à un autre camp palestinien de la bande sud, celui de Borj-Barajneh, dont le siège se poursuivait toujours, ce lundi en début d'après-midi ?

Telles sont les questions qu'il faut se poser. Il n'est pas encore possible d'y répondre avec précision, les miliciens du mouvement dirigé par M. Nabih Berri déployant tous leurs efforts pour que journalistes et observateurs ne puissent pas faire leur métier, leur interdisant notamment l'accès aux camps de Sabra et de Chatila. Mais un tel zèle à maintenir à distance les témoins indésirables ne constitue-t-il pas justement un commencement de preuve ? D'autant plus que plusieurs témoignages, concordants, sont accablants.

En septembre 1982, lors des premiers massacres de Sabra et de Chatila, la tuerie avait été indistincte. Les miliciens phalangistes qui l'avaient perpétrée avec la complicité de certains responsables de l'armée israélienne avaient tiré sans discrimination sur les hommes, les femmes et les enfants rencontrés ; quelque sept cents cadavres avaient été dénombrés. Cette fois, l'heure des comptes n'est pas venue, mais le bilan risque d'être également fort lourd. Une différence cependant, à en croire les témoignages disponibles : les meurtres de femmes et d'enfants restreignent l'exterminé. Tous les Palestiniens ne sont pas armés, comme si les combattants chiïtes avaient reçu pour consigne d'exterminer le plus grand nombre d'hommes valides, pour en finir une fois pour toutes avec la présence armée palestinienne au Liban. « Pas de prisonniers », telle serait la consigne appliquée non seulement aux combattants capturés, mais aussi aux blessés, exécutés jusque dans les hôpitaux.

De nombreux témoignages confirment, d'autre part, que les miliciens d'Amal ont entrepris une rafle qui s'étend bien au-delà des camps et concerne tous les Palestiniens de Beyrouth-Ouest. Cette rafle aurait déjà entraîné l'arrestation de quatre cents personnes, qui auraient été conduites dans les sous-sols de la tour Murr, et dont on est sans nouvelles depuis.

L'offensive antipalestinienne lancée par Amal s'explique en partie par l'hostilité des chiïtes à l'égard de réfugiés qui, jadis, régnaient en maîtres sur eux et ne se souciaient guère d'entraîner des pertes parmi les civils au nom de leur combat contre Israël. Mais elle n'aurait pas pu revêtir ces aspects atroces si Amal n'avait pas reçu, dans cette affaire, le feu vert, voire les encouragements, de Damas, qui n'a jamais accepté la popularité dont jouit M. Yasser Arafat parmi les dizaines de milliers d'habitants des camps. La Syrie tente à tout prix de prendre le contrôle du mouvement palestinien. Les atrocités que l'on soupçonne bénéficieront, enfin, d'une sorte de loi du silence qu'observent à leur égard presque toutes les communautés libanaises, qui n'ont pas oublié qu'une grande partie de leurs malheurs actuels découlent de l'arrogance et des fanfaronnades dont on fait preuve naguère les organisations armées palestiniennes au Liban.

Ce contentieux n'excuse en rien les événements d'aujourd'hui ni le jeu diabolique de la Syrie : il pourrait d'ailleurs se retourner contre elle si les protégés palestiniens de Damas oublient un moment leur haine de M. Arafat et ne restent pas insensibles aux exécutions systématiques de leurs frères. La composante chiïte prend en tout cas de plus en plus d'importance au Liban et cherche à s'imposer, par tous les moyens, comme la première. C'est une ambition qui est sans aucun doute porteuse de nouveaux désastres.

Alors que les tirs continuaient à retentir lundi 27 mai dans les camps palestiniens de la périphérie de Beyrouth, des rumeurs persistantes faisaient état d'une intervention syrienne pour rétablir l'ordre dans la capitale. De nombreux blessés palestiniens restent toujours sans soins dans les camps de Sabra, de Chatila et de Borj-Barajneh, où la Croix-Rouge n'a pu pénétrer dimanche, et à l'intérieur desquels se dérouleraient des « massacres » et « exécutions sommaires », selon des témoignages concordants.

Malgré les dénégations du mouvement Amal, qui affirme combattre uniquement les Palestiniens armés et ne pas s'en prendre aux civils, de nombreux témoignages recueillis à Beyrouth font état des « exécutés », voire de « massacres » dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila enlevés par Amal.

Ainsi, des journalistes ont, à plusieurs reprises, vu, à la sortie des camps, des miliciens chiïtes commettre des violences contre des Palestiniens qui avaient les combats avec leurs familles. Selon une source médicale, des miliciens emmenaient leurs camarades blessés à l'hôpital américain de Beyrouth ont été par balles un Palestinien qui était soigné aux urgences. Un autre Palestinien a subi le même sort dans une ambulance.

Un responsable d'une organisation humanitaire occidentale a affirmé avoir vu à l'hôpital Akka, à la sortie sud du camp de Chatila, l'exécution sommaire de trois Palestiniens alignés le dos au mur. Selon des habitants, des actes de même nature ont eu lieu dans d'autres quartiers.

(Lire la suite page 3.)

Le cyclone au Bangladesh : des milliers de morts

Le nombre des victimes du cyclone accompagné d'une onde de tempête qui a frappé, vendredi 24 mai, les régions côtières orientales du Bangladesh s'élève, selon des chiffres officiels, lundi en fin de matinée à 1 464 morts. Mais des responsables des opérations de secours estiment qu'il pourrait y avoir entre 10 000 et 25 000 disparus dans cette partie de l'embouchure du Gange et du Brahmapoutre parsemée d'îles, dont certaines ont été totalement submergées.

De notre correspondant

New-Delhi. — Cinq mille morts au moins, des milliers de disparus et plus de deux cent cinquante mille sans-abri, tel est le bilan, probablement provisoire, de l'onde de tempête (voir encadré page 5) qui s'est abattue, vendredi 24 mai, sur la région sud-est des côtes du Bangladesh. La mer ayant monté de plusieurs mètres, aurait totalement recouvert l'île Sandwip, et l'on est sans nouvelles des dix mille pêcheurs qui y vivaient. D'autres îles de la région, qui sont situées sur le bord du delta du Gange, seraient entièrement dévastées. Cinq districts côtiers, à l'entrée du golfe du Bengale, ont été touchés : Noakhali, Feni, Bhola, Cox's Bazar et Chittagong (premier port et seconde ville du pays). Des dizaines de villages sont coupés du monde.

Officiellement, le bilan humain de la tragédie était, lundi matin, d'environ mille cinq cents morts. Mais le général Chaudhury, ministre des calamités naturelles, déclarait dimanche soir : « Le bilan s'aggrave au fur et à mesure que les informations nous parviennent ».

Selon les fonctionnaires de Dhaka qui centralisent les renseignements, les trois quarts de l'activité de ces

cinq districts sont totalement ou partiellement détruits, et les périmètres agricoles ont énormément souffert. La famine, ou au moins la disette, phénomène récurrent au Bangladesh, risque de réapparaitre.

En attendant, au moins quatre cents pêcheurs ont disparu corps et biens autour de l'île de Kutubdia, et l'on est sans nouvelles des quatre mille habitants de l'île de Sonadia, « aujourd'hui complètement submergée ».

D'après les journalistes locaux, personne ne connaît l'étendue réelle du désastre. Toutes les communications avec les régions sinistrées sont coupées, et seuls des hélicoptères de l'armée survolent les îles noyées sans pouvoir s'y poser.

Des vivres et des couvertures sont parquées aux poignées de survivants repérés ici et là. Quatre navires de la marine de guerre croisent le long des côtes, à la recherche des victimes. Lundi matin, une seule famille de quatre personnes, miraculeusement sauvée, avait pu être repêchée.

PATRICE CLAUDE.
(Lire la suite page 5.)

PRIX DU PÉTROLE Pressions à la baisse

Le marché mondial du pétrole brut montre des signes de faiblesse de plus en plus clairs. Les opérateurs s'interrogent sur les capacités de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à éviter une nouvelle baisse de ses prix officiels d'ici l'automne. De vives pressions s'exercent en effet sur l'Arabie saoudite pour l'amener à réduire ses tarifs, nettement supérieurs aux cours du marché au jour le jour.

Le royaume wahhabite apparaît désormais comme le seul défenseur des prix mondiaux du brut. D'une part, il reste quasiment le dernier producteur à respecter strictement les tarifs officiels fixés par l'organisation (28 dollars par baril pour le brut de référence), alors qu'au sein de l'OPEP les rumeurs et les accords de troc se multiplient sous une forme ou sous une autre et que la Grande-Bretagne et la Norvège, deux des principaux producteurs non membres de l'organisation adaptent, mois par mois, leurs tarifs à l'évolution du marché. Ainsi la compagnie norvégienne d'Etat Statoil s'approprie-t-elle à réduire en juin ses prix de vente d'au moins 1 dollar par baril.

D'autre part, l'Arabie saoudite supporte depuis quelques semaines quasiment seule le rééquilibrage du marché, en réduisant sa production de façon draconienne pour éviter un effondrement des cours. Tandis que la plupart de ses partenaires au sein de l'OPEP, notamment la Nigéria et l'Équateur, qui ont reçu récemment un rappel à l'ordre de l'organisation, trichent et dépassent largement les quotas de production qui leur ont été attribués, le royaume wahhabite a réduit son niveau d'exportation bien en dessous de son quota (4,35 millions de barils/jour). Limitée à 3,4 millions de barils/jour en avril, la production saoudienne aurait même, selon le Financial Times, été ramenée depuis peu aux environs de 2,5 millions de barils/jour sous la pression des compagnies américaines membres de l'Aramco, consortium exploitant le brut saoudien, qui tentent d'obtenir une baisse des prix officiels.

« La principale question est de savoir jusqu'où l'Arabie saoudite peut accepter de baisser sa production », a déclaré vendredi 24 mai, au cours du congrès français du pétrole, M. Ali Laoussine, consultant international, directeur général de la société IEDC. Jusqu'ici toutefois le royaume wahhabite semble décidé à tenir bon.

« Le royaume saoudien, qui o assume la responsabilité de défendre les prix officiels du brut, s'engage à respecter les prix décidés par l'OPEP et appelle tous les pays à coopérer avec lui dans ce but », a indiqué, le 26 mai, un porte-parole saoudien. Il répondait ainsi aux rumeurs qui ont suivi l'envoi par la compagnie saoudienne Petromin d'un télégramme à ses clients la procédant à suivre pour une cagnotte en mer en cas de baisse des prix. Les rumeurs avaient provoqué en fin de semaine une vive baisse des titres pétroliers et de la livre sur le marché londonien.

VERONIQUE MAURIS.

EXPOSITION D'ARCHITECTES FRANÇAIS A ROME

Poétique et aléas de l'archéologie

par ANDRÉ CHASTEL

Le Forum romain ne cessera jamais d'attirer les foules. Dans ce valon dallé, étrange et poussiéreux, encadré par d'illustres ruines parcellées à des falaises de brique rose, l'attention est soumise à rude épreuve. Qu'y trouve-t-on aujourd'hui ? Découvre-t-on encore les marques de la grandeur qui a fasciné les plus grands esprits de l'Occident ? Il faut que l'imagination s'éveille et même qu'elle s'empare. Avec ces fragments et ces traces au sol, elle doit fabriquer des structures de marbre et de porphyre, et les souvenirs aidant, poser des frontons en équilibre sur les colonnes cannelées réorganisées en portiques. Qui sait encore se livrer comme on songe à l'exercice ?

Ce printemps, les visiteurs qui bravaient le temps médiocre ont eu une chance rare, dont on veut espérer qu'ils ont su profiter. Dans la haute salle dite de la Curie ont été disposés, avec un soin et un sérieux fort appréciables, les grandes planches de relevés ou restitutions des édifices proches : le Tabularium qui barre la capitale, le noble temple de Vespasien et Titus, le curieux sanctuaire double aux absides tête-bêche de Vénus et de Rome, etc. Ces docu-

ments exceptionnels proviennent de ce qu'on appelle au siècle dernier les « envois de Rome », c'est-à-dire les travaux obligés des pensionnaires de l'Académie de France (1). Le récolement de ce fonds capital est en cours à Paris. Un ensemble significatif en a été retenu pour montrer in situ comment était étudiée la Rome antique à un moment où l'on ne doutait pas que la connaissance précise de ces formes était essentielle à toute « création » moderne.

D'où l'extraordinaire, l'implacable rigueur analytique de dessins à la plume et au lavis comme ceux de Due pour le Colisée (1830), de Ménager pour le temple d'Antonin et Faustine (1809), de Normand pour l'ensemble du site (1850). A la villa Médicis même, qui — faut-il le rappeler ? — était depuis 1804 la demeure des pensionnaires-architectes, une exposition complémentaire présente d'autres pièces remarquables : la colonne Trajane de Percier (1788), la spirale des reliefs étudiés à la plume avec un métier incroyable, le Temple de la paix de Gauthier (1814) etc. Cet

ensemble, tiré pour la première fois des cartons, fera dans un an l'objet à Paris d'une manifestation, qui sera seulement privée de la singularité, du prestige envoutant et des rumeurs du site.

Plusieurs lignes de réflexion se croisent autour de cette initiative franco-italienne. La documentation est, ô combien ! proprement française ; il fallait la tyrannie de l'idéologie néoclassique pour imposer de telles tâches aux futurs architectes. Mais la surintendance de Rome, conjointement avec l'Ecole française, a fourni les notices d'accompagnement d'un catalogue monumental. L'équivalent pour Rome de ce qui a été réalisé il y a quatre ans pour Pompéi. Autrement dit, on a examiné à l'occasion de ces relevés la « restitution » progressive de chaque monument par la démarche archéologique. Les étapes en sont précises de génération en génération grâce au labeur des pensionnaires ; Percier qu'on descendait dans un panier le long de la colonne Trajane, Lesueur (1823), plus tard Guadet (1887) arpenteant le forum de Trajan pour en retrouver l'articu-

lation, faisaient œuvre d'archéologues en recomposant les formes. Ils interrogeaient les fouilleurs, les spécialistes.

Puis les orientations bifurquèrent. Le savoir historique voulait des documents exacts, terre à terre, non des reconstitutions plus ou moins fantaisistes. Les excellentes observations d'Annie Jacques et de Catherine Brice sur cette évolution des disciplines éclairent la crise des années 1860, où un praticien doué comme Guadet s'interroge sur le bien-fondé des études de restauration qui sont au programme de la troisième année des pensionnaires. L'archéologie est inutile aux « créateurs » ; il faut l'abandonner aux « fruits secs ». A travers ces ouvrages revivent les discussions d'une violence passionnée qui marquent la fin de l'idéologie classique.

(Lire la suite page 13.)

(1) Roma antiqua. Envois des architectes français (1788-1924) : Forum, Colisée, Palatin : 166 numéros. Préface par A. La Regina et Ch. Pietri. A la Curie (Forum) et à la villa Médicis (jusqu'à fin mai). A l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts (mai-juillet 1986).

Torgny Lindgren
Traduit du suédois par Elisabeth Backlund
Le Chemin du serpent
"On songe à Thomas Hardy"
(BERNARD GENIÈS - LE MONDE)
"Ce roman résonnera longtemps à nos oreilles"
(MICHÈLE GAZIER - TÉLÉRAMA)
ACTES SUD
HUBERT NYSSEN, ÉDITEUR
DIFFUSION PUF

Le Monde
ÉCONOMIE
L'élargissement de la CEE
ESPAGNE : le plus grand vignoble du monde
ISRAËL : des fruits et des légumes très politiques
et la chronique de Paul Fabra
Pages 9 à 11

LIRE
3. GUERRE DU GOLFE
L'Irak a repris ses bombardements des villes iraniennes.
6. NOUVELLE-CALÉDONIE
Les modérés l'emportent au congrès du FLNKS.
8. TENNIS
Lendl et Navratilova favoris des Internationaux de Roland-Garros.
16. SÉCURITÉ SOCIALE
Des « ajustements » pour équilibrer le budget.
18. AFRIQUE DU SUD
Un projet de loi pour des partis politiques multiraciaux.

débats

NOUVELLE-CALÉDONIE

Le projet de loi sur le statut de la Nouvelle-Calédonie sera discuté à l'Assemblée nationale à partir du mercredi 29 mai. Stan Rougier fait part de son expérience sur le terrain et de la colère des jeunes devant l'irresponsabilité des dirigeants. Claude Péninque, dans des termes qui choqueront plus d'un de nos lecteurs, s'indigne parce que l'on ne respecte pas à Nouméa la loi républicaine et la volonté de 70 % des Calédoniens de rester français.

La déchirure

Le témoignage d'un prêtre qui, au-delà des ferments de haine, sait que la majorité des Calédoniens veulent apprendre à vivre ensemble

En une minute de flash télévisé, toute la douleur d'une jeunesse traumatisée. Le visage d'une lycéenne mélanésienne. Un copain caldoche a posé sa main sur son épaule. Elle évoque son dégoût au sujet de la mort de leur ami commun, Célestin Zoogo.

Voici quelques semaines, j'aimais une retraite spirituelle pour ces jeunes de Nouvelle-Calédonie, toutes ethnies confondues : Mélanésiens, Européens, Wallisiens, Tahitiens, Vietnamiens. Il n'y avait pas une ombre de racisme entre les soixante jeunes venus passer cinq jours autour de l'Evangile. Par contre, quelle colère, quel écoeurement, lorsqu'ils évoquaient l'univers des adultes, des responsables ! J'ai encore une cinquantaine de leurs lettres sous les yeux. Tous me parlent de peur pour l'avenir.

« Ceux qui dirigent nos destinées sont devenus fous. » « Les chrétiens des deux bords devraient se réunir et dialoguer. Il ne faut empêcher personne de s'exprimer. » « Je suis en colère contre ceux qui gouvernent ce pays. Qu'ils aillent donc faire un match de foot pour se calmer les nerfs et laisser les habitants vivre en harmonie. » « Ces événements sont fatals après tant d'années de tensions, mais les jeunes peuvent donner l'exemple du dialogue entre les ethnies. »

La moitié de la Nouvelle-Calédonie a moins de vingt ans. Vets quels abîmes de haine veulent les entraîner ? Ici, comme au

par STAN ROUGIER (*)

Vietnam, comme au Cambodge, comme au Liban, de puissants intérêts menent une féroce partie de bras de fer. Même les meneurs ne savent pas toujours très bien, je suppose, pour qui ils jouent. Je pense à la chanson de Jacques Brel : Satan laisse exploser sa jelle après une visite sur terre, parce que les hommes s'entre-tuent. « Ça fait des morts sans confession, des confessions sans rémission, ça va ! »

« Respectez-moi ou je mords »

Lorsque je parlais de réconciliation sur les ondes de radio ou de TV à Nouméa, je ne savais pas trouver les accents d'un François d'Assise et j'en pleurais. J'enrageais de penser que dans ce pays prodigieusement beau, magique, et pays suffisamment grand, nous ne sommes que pour ceux qui s'y trouvent déjà, mais encore pour tous les réfugiés d'Asie du Sud-Est réunis, nous allons peut-être vers un hain de sang. Comme dans ce Proche-Orient, couvert d'oliviers et de colombes, où les deux peuples les plus humiliés de la planète ne coexistent que par miracle, alors que la terre de Dieu est à tous ses enfants.

Je crois que la violence est un symptôme. Je crois qu'elle veut

dire : « Respectez-moi ou je mords. » C'est par désespoir que l'on tue. « Ils ont brûlé ma maison, disait un Calédonien, blanc, ce n'est pas grave. Mais s'ils touchent à mes enfants, alors je ne réponds plus de rien ! » « Si vous saviez le poids de l'humiliation qui pèse sur notre peuple ! me disait un prêtre mélanésien, Comment désamorcer cette énergie formidable que représente la volonté de se venger ? » « La tendresse, disait Bleustein-Blanchet, c'est ce qui reste lorsqu'on a tout pardonné... » Il faut s'appeler Gandhi ou Desmond Tutu pour choisir cette arme secrète du pardon, la seule efficace. Mais quel nom faudra-t-il donner à ceux qui incitent à la haine ?

J'interrogeai un jour un groupe de militants du FLNKS : « Vous, chrétiens, cela ne vous gêne pas d'avoir recours à la violence ? » Un grand sourire accueillit ma question : « Et Jésus, avec quoi il a parlé aux marchands du temple ? » De l'autre côté, sans besoin de se référer à d'autre Evangile que celui de l'instinct, j'ai entendu des militants du RCPK appeler à « en finir par tous les moyens ».

La logique de l'information brasse le projecteur sur ceux qui sont prêts à s'entre-tuer, par ennui, par peur ou par bêtise. Mais la grande majorité des hommes et des femmes de ce pays veulent apprendre à vivre ensemble. Et cela, peut-être, on ne le sait pas assez.

(*) Prêtre, écrivain.

Perdre son âme à Nouméa... ou à Paris

La France a fait tout ce qu'il fallait pour conduire les Mélanésiens à l'émancipation. Ils ne trahissent pas leurs références d'origine en adoptant notre culture.

La France des droits de l'homme, légitimement fière des idées émancipatrices qu'elle a apportées au monde depuis 1789, a accepté, semble-t-il, d'un cœur léger le meurtre d'une institutrice lapidée sur une route de la Nouvelle-Calédonie, à l'évidence pacifiée par la conjonction des efforts de M. Pisani et de M. Tjibaou.

L'instituteur — étymologiquement « celui qui met l'homme debout » —, souvent symbole des valeurs que la gauche aime s'approprier : la formation, l'émancipation, la responsabilisation de l'homme, le progrès — est maintenant le symbole non seulement du laxisme de l'Etat, mais, semble-t-il, de la pathologie mentale grave des chantres de l'idéologie à la mode.

Les enseignants de toute nature, même ceux qui sont députés, peuvent-ils admettre que le ministre de la culture ait invité à Paris M. Tjibaou, au prétexte d'un musée du Pacifique... On pourrait sans doute très rapidement faire faire une photo de l'institutrice morte qui aurait sûrement sa place dans ce musée... On imagine alors la minute de silence réunissant face à ce portrait M. Tjibaou et un ministre de la République dans une émotion commune.

Il est trop facile de dire que la France n'a pas fait ce qu'il fallait pour émanciper les Mélanésiens. Pour apprendre, il faut encore le vouloir. Il faut aussi privilégier un système culturel et ne pas confondre culture et folklore. Les Mélanésiens formés, ceux qui ont choisi la culture et le mode de vie occidentaux, ne trahissent pas pour autant leur origine, ils ont tout simplement gravi les échelons de la connaissance et de la civilisation. On peut tout de même, sans être taxé de fascisme, préfé-

par CLAUDE PÉNINQUE (*)

rer la civilisation de Molière, de Racine, ou de Corneille, les écoles qui forment MM. Fabius, Rocard, Mitterrand, Barre, Chirac, Giscard...

Que diable, en France ou dans tout pays normal, on s'arrange plutôt pour que ses enfants aient l'équivalent plutôt que d'être formés dans une école de danse provinciale où ils pourraient éventuellement apprendre la bourrée et la sardane (et vingt-cinq patois... pour que tout soit plus comode) !

On ne peut pas, à Paris, envisager de faire voter les émigrés, de leur donner une nationalité qui ne les intéresse bien souvent qu'en fonction des avantages matériels ou même qu'ils refusent et qui, en tout état de cause, ne les rend pas désireux de mourir pour la patrie, et à Nouméa, parler du droit du premier occupant ! Car, enfin, est-ce que MM. Stasi, Pisani, vote-raient en France si l'on appliquait des idées aussi saugrenues ?

Générosité, libéralisme et confusion mentale !

La générosité, le libéralisme, l'émancipation, ce n'est pas la confusion mentale. La démocratie, c'est, dans tous les pays du monde, le choix électif libre et la loi de la majorité. Dans les pays démocratiques, le consensus s'établit à partir de 50,01 %. En Nouvelle-Calédonie, alors qu'il y a à l'évidence 70 % de majorité pour le maintien de la France et de sa civilisation, on a fait des plebs et des mains pour ne pas recourir au vote, au prétexte que (*) Président du Conseil Franco-Nouvelle-Calédonie.

cela n'arrangerait rien. A l'évidence, cela n'arrangerait rien dans aucun pays quand la loi républicaine n'est pas appliquée.

De plus, il faut être réellement fou pour comparer les quelques agités Canaques à la résistance française contre l'occupant allemand.

En fait, Nouméa n'est pas si loin. La France, aussi, elle aussi, sa vague de terrorisme. Est-ce que cela s'apparente à la lutte contre l'occupant nazi de faire sauter n'importe quel en France métropolitaine pour le Liban, pour l'Arménie ? Demain, pourquoi pas pour la libération du peuple pygmée ?

Les Calédoniens ont sûrement entendu avec intérêt et plaisir M. Joxe, ministre de l'Intérieur, parler du terrorisme qui doit être prévenu, combattu, puni, quel qu'il soit. Ils ont entendu, de même, M. Chirac le dire, ainsi d'ailleurs que M. Le Pen. Il semble donc qu'il y ait un consensus national sur cette idée. La lutte antiterroriste doit être nationale et mondiale. Il n'y a pas de justification à la violence, qui n'est jamais un moyen et qui ne peut être envisagée que dans des cas véritablement exceptionnels, face à Hitler, Staline, Khominey, Kadhafi, etc.

La France, son Etat, sa gendarmerie, peuvent-ils être comparés ? Luttons contre le terrorisme par les moyens appropriés. Robespierre avait une formule : il appelle cela « la dictature de la liberté ». Paris-Nouméa, même combat. Ne laissons pas les germes meurtriers se développer. Dans des cas exceptionnels, il faut des opérations chirurgicales que, justement, l'Etat français, plus que tout autre, est en position morale et légale d'effectuer.

« LA GUERRE POLITIQUE », de Raymond Marcellin

Un vade-mecum anticomuniste

ET si M. Raymond Marcellin avait eu raison ? Haison sur la menace soviétique, raison sur la conception d'une police forte, raison sur tout ! Disons-le, l'ancien ministre de l'Intérieur du général de Gaulle et de Georges Pompidou n'a pas douté une seconde. C'est même avec assurance qu'il reprend certains dossiers de cette époque, les fautes et démenties que M. Marcellin, après tout, n'était ni cet éternel dont le gauche se moquait ni ce politicien aveugle si souvent dépeint. Du reste, à chacun des cinq remaniements ministériels qui eurent lieu sous Georges Pompidou, ce dernier écarta l'idée de « démarcelliniser » le ministère de l'Intérieur et répète : « Marcellin, ça me rassure ».

Le mot est paradoxal. Car si M. Marcellin rassure, c'est à force de brosser des tableaux peu rassurants de la situation. Les lecteurs de la Guerre politique s'apercevront vite que l'auteur assume parfaitement son anticomunisme tranquille et tenace. Et il s'empêche, dans la première partie de son ouvrage, à jouer les pédagogues.

C'est ainsi que M. Marcellin a rédigé un vade-mecum sur la menace soviétique. Il oppose, à chaque slogan, un autre slogan. Vous prétendez être les défenseurs des droits de l'homme et du citoyen ? Je vous réponds : le goulag, le mur de Berlin, les déportations de la population. C'est la guerre des mots, partie de la guerre politique... L'auteur n'oublie jamais la déclaration de Staline : « Le raison pour laquelle il n'y a pas de gouvernement communiste à Paris, en ce moment, est que les circonstances de 1945 n'ont pas permis

à l'armée soviétique d'atteindre la capitale française ».

L'essai politique, dans la deuxième partie, s'enrichit de l'expérience ministérielle de l'auteur. C'est avec plaisir que l'auteur souligne que le France, de 1968 à 1974, fut « leader de l'enterrisme en Europe ». Au passage, il combat l'idée que cette trop courte parenthèse ait été le produit de la réflexion ou d'une prise de conscience des gauchistes. M. Marcellin rappelle aussi ce que le démantèlement de la filière française des stupéfiants — la « french connection » — dut à sa volonté de « mettre le paquet ».

Voilà pour le côté plaisant. Mais l'ancien ministre eut aussi à s'occuper de mauvais coups. La « misérable affaire » Merkovitch dont eut à souffrir Georges Pompidou fit partie de ce lot. L'affaire des micros du Canard enchaîné eussent aussi. M. Marcellin consacre à celle-ci six pages pour nous livrer trois informations :

1) L'opération fut déclenchée à la demande de M. Robert Gelley, ministre des armées, après que l'hebdomadaire eut publié un document classifié « Diffusion restreinte » — source secrète — sur des menées étrangères au camp militaire du Larzac ;
2) Le DST prit en charge l'enquête et le posa des micros sans pour autant demander une autorisation gouvernementale ;
3) La DST, enfin, a été « entraînée » à jouer les plombiers sur la suggestion d'un journaliste de l'hebdomadaire...

La Canard enchaîné appréciera.

LAURENT GRELSAMER.
* Ed. Plon, 250 p., 80 F.

Contre tout espoir ?

Sabra et Chatila furent l'objet pour Israël d'une condamnation internationale sans appel. Les médias confondirent sciemment et avec délectation le veuilleu assoupi et les bourreaux qui, se disant chrétiens, n'avaient pas hésité à se lancer dans un inimaginable carnage entraînant vieillards, femmes et enfants dans une mort atroce. Le meurtre commis par d'autres retomba sur la communauté d'Israël tout entière. Celle-ci, d'un même cœur et d'une même voix, s'interrogea et fit comparaître devant elle ceux auxquels elle avait confié le pouvoir. Elle le fit pour défendre les valeurs éternelles qui demeurent le fondement même, l'essence du mystère, qui la constituent. Elle demandait raison d'un crime qu'elle s'avait pas commis mais qui s'était accompli par une négligence fatale qui « dépassait les possibilités de sa liberté ». « Veilleu, où en est la Nuit ? Veilleu, où en est la Nuit ? Le veilleu dit : « Le matin vient, la nuit aussi » (1).

Israël tota sans concession d'élucider s'il y avait eu ou non transgression fondamentale de l'éthique et n'eut de cesse de rechercher et d'analyser ses propres responsabilités. Il se livra à un examen de conscience sous le regard de toute la communauté internationale. Il interrogea la « présence de Dieu dans l'histoire », dans son histoire. On voulut à peine relever cette démarche par laquelle le premier ministre aux commandes de l'Etat, le chef des armées d'Israël, comparurent pour répondre d'une présence qui s'était « assoupie ».

Aujourd'hui les chutes d'Amal ont entrepris dans ces mêmes agglomérations de Sabra et Chatila d'exterminer, avec le consentement et l'appui syriens les survivants musulmans échappés aux massacres de bourreaux qui se prétendaient chrétiens. Le rêve de la Grande Syrie est devenu réalité. La Syrie qui, avec le consentement et l'appui

de ses alliés arabes, refuse aux Palestiniens un accord qui pourrait les conduire à une reconnaissance. La tragédie palestinienne incombe à ses chefs qui sont pas su, pas voulu, pas pu reconnaître Israël comme seul interlocuteur qui, dans un dialogue sans intermédiaire, aurait été capable de protéger de « ses alliés » (2) son frère israélien. Demeurent donc le sang, les larmes, le deuil. Et le silence de tous.

GUY SUARES
(écrivain)

Au-delà du confessionnalisme

Je voudrais ici unir ma voix à toutes celles qui, ces jours-ci, se sont efforcées d'attirer l'attention des Français sur les souffrances du peuple libanais. Mais comment ne pas voir qu'une telle requête n'est légitime que si notre solidarité ne s'enferme pas dans de trop étroites limites confessionnelles ?

Je ne veux excepter que des prélat ou des hommes politiques défendant exclusivement « les chrétiens du Liban », alors qu'ils se sont tous, ces derniers mois, quand, dans ce même pays, des milliers de musulmans étaient, eux aussi, victimes de l'injustice et de la violence.

En cette fin du vingtième siècle, le temps des croisades est fini — on devrait l'être. Nombreux sont les Libanais — chrétiens et musulmans — qui l'ont compris et qui cherchent ensemble les voies de la paix. Ce sont eux que l'Occident doit aujourd'hui soutenir.

PERE MICHEL LELONG
prêtre
(Paris)

Avant Eureka

Il a donc fallu vingt-cinq ans pour aboutir à Eureka, encore qu'il s'agisse d'une formule bâtarde. C'est en effet, dans les années 60 que j'étais fait à l'Assemblée natio-

nale (à deux reprises) la proposition de créer l'Europe des technologies. Quelques journaux (très rares) m'avaient permis, par la suite, de relancer mon projet.

Bien entendu, j'ai eu beaucoup plus loin, sans attendre la « guerre des étoiles » et les contre-feux.

Je proposais de :
— Couper toute la technologie en centres de recherche ou de synthèse (qu'il suffirait de coordonner dans un domaine).

Accoler à ces centres des universités spécialisées.

Faire des chercheurs (des centres) les professeurs des universités.

Récupérer les meilleurs étudiants pour renforcer les centres de recherche.

Faire exploiter, à leur profit, les brevets par les centres de recherche (...).

JEAN-PAUL DAVID
(ancien député).

Le Monde

8, RUE DES ITALIENS,
75407 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDRA 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Directeur de la société :
cinqquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Sala.

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
— FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
— BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

IL - SUISSE - TUNISIE
544 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse détaillés ou
provisaires (deux semaines au plus) : nos
bureaux sont ouverts à l'adresse ci-dessus
pour toute demande de changement de
adresse. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les noms propres en capitales.
Changements.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER.
Algérie : 3 DA ; Maroc : 4,20 DA ; Tunisie :
4,80 DA ; Liban : 1,20 L.L. ; Israël : 1,20 L.L.
17 sh. ; Belgique : 30 F ; Canada : 1,20 \$;
Cuba : 2,50 C.F.A. ; Danemark : 2,50 D.Kr.
7,00 kr. ; Espagne : 120 pes. ; E.L. : 1 \$;
6 L. 30 s. ; Grèce : 30 dr. ; Hongrie : 30 p.
100. ; Italie : 1.700 L. ; Liban : 800 P. ; Litua :
0,350 Lt. ; Luxembourg : 30 F. ; Norvège :
3,00 kr. ; Pays-Bas : 2 fl. ; Portugal :
100 esc. ; Roumanie : 250 F.C.A. ; Suède : 9 kr. ;
Suisse : 1,80 F. ; Yougoslavie : 110 din.

PROCH

L'ép

Les ch

Suite de la page

Un chercheur...
Journaliste...
Enlevé à...

501 من الامم

à Paris

étranger

PROCHE-ORIENT

LA « GUERRE DES CAMPS » AU LIBAN

L'épreuve de force entre Damas et les Palestiniens pro-syriens

De notre correspondant

Beyrouth. — L'enjeu de la « guerre des camps » qui est entrée dans sa deuxième semaine est en train de dépasser largement le contrôle du terrain ; et sa dimension chiite-palestinienne, ou même libano-palestinienne, masque mal sa dimension syro-palestinienne. C'est en effet la pierre angulaire de la politique syrienne non seulement au Liban, mais à l'échelle de la crise du Proche-Orient, qui est en jeu.

Damas recherchait dès avant la guerre du Liban, et recherche encore plus activement depuis dix ans que celle-ci dure, à se présenter en allié protecteur des Palestiniens, détenteur à ce titre du pouvoir réel de décision en leur nom. Le conflit l'ayant mené par deux fois, en 1976 et en 1983, à la guerre avec M. Arafat n'avait pas d'autre objet. Et si les Syriens ont pris le risque politique d'aller jusqu'aux hostilités avec le chef de l'OLP, qui s'est battu sous le label de l'« autonomie de la décision palestinienne », ce n'est certes pas pour que leur homme, Abou Moussa, et leurs protégés du FDLP, du FPLP et du FPLP-CG fassent voler en éclats le postulat de base : « Ce qui est bon pour la Syrie est bon pour les Palestiniens ».

Or, au lieu de la démonstration de la soumission des Palestiniens à sa volonté, c'est la démonstration contraire qui serait faite si leur résistance à l'arbitrage de Damas persistait. Qu'Abou Moussa et les autres

aient tiré en canon sur la milice et les quartiers chiites de Beyrouth-Ouest, soit ; et cela pouvait même se révéler utile pour permettre la prise en main des camps par les Palestiniens « pro-syriens ».

Mais que cette rébellion persiste, manifestement contre le gré de Damas, entraînant de surcroît les pays arabes à se mêler de la chasse gardée syrienne, voilà qu'il ne s'agit plus de manœuvre, mais de défi, et qui risque de bouleverser l'équation savamment et patiemment mise au point par le président Assad.

Telle est la signification que prend de plus en plus l'actuelle guerre des camps de Beyrouth. Plus Damas appuie la milice chiite Amal — et elle le fait tous les jours — et exige le ramassage des armes des camps palestiniens, plus le refus palestinien prend du relief, l'allure d'une épreuve de force entre la Syrie et « ses » Palestiniens ; à cet égard, M. Arafat revient au premier plan si Damas ne contrôle plus ceux-ci, et ne peut a fortiori prétendre décider pour l'ensemble des Palestiniens.

Or deux points reviennent dans les résolutions de tous les Palestiniens théoriquement pro-syriens, notamment le FNSP, mis sur pied à Damas même : pas d'occupation des camps par les forces chiites (milice Amal et 6^e brigade de l'armée), pas de livraison des armes des camps.

Dans cette épreuve de force, le Liban, toutes fractions confondues à quelques nuances près, a choisi son camp.

Outre le mouvement chiite Amal qui combat sur le slogan « pas de retour à la situation antérieure à 1982 », et pour l'instauration de la souveraineté des forces légales libanaises, en l'occurrence la 6^e brigade, sur tout le territoire national, y compris les camps palestiniens, les Forces libanaises (chrétiennes), le PSP (druze) et tout dernièrement les musulmans sunnites de Beyrouth-Ouest — malgré les problèmes que pose pour cette communauté la force croissante des chiites — ont adopté, par la voix de M. Hoss, ministre de l'éducation, la même position.

L'attitude du PSP (druze)

L'attitude du PSP (druze) peut être ambiguë sur le terrain puisque c'est à partir de son territoire que tiennent les canons palestiniens qui pilonnent les positions des quartiers chiites ; mais, sur le principe du non-retour au statu quo antérieur à l'invasion israélienne, sa position est publiquement exprimée. Quant à M. Hoss, sa position est claire : « Aucun de nous ne souhaite que l'armement palestinien, notamment l'armement lourd, soit maintenu

dans les camps ; de même, nul ne conteste le principe de la prise en charge de la sécurité des camps par l'autorité légale ».

Le Liban officiel, pour sa part, joue aussi la carte syrienne. Même s'il ne peut pas grand-chose en pratique, du moins sur certains plans juridiques, sa position est essentielle, en particulier la demande de convocation de la Ligue arabe par l'OLP. Le président Amine Gemayel a réitéré au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadli Klibi, venu à Beyrouth intercéder pour les Palestiniens au nom des pays arabes, le refus du Liban d'une telle réunion.

Il est significatif enfin que le premier ministre, M. Rachid Karamé, musulman sunnite, se soit de son côté montré très sévère à l'égard des pays arabes, déclarant à leur sujet : « Les paroles ne suffisent pas. (...) Le Liban mérite une aide effective et pas seulement des tournées et des visites (...) ». Il a, à cette occasion, tout en rejetant les projets d'internationalisation et de neutralisation prêtés à l'Europe, remercié certains Etats européens pour « les fonds consentis, sous forme de prêts ou de dons, au Liban », les mettant implicitement en parallèle avec l'aide arabe, qui, elle, n'a jamais été honorée.

LUCIEN GEORGE.

Les chiites traquent les combattants palestiniens

(Suite de la première page.)

Fuyant les combats, mais aussi par crainte des enlèvements et des meurtres effectués ces derniers jours à Beyrouth-Ouest, vingt-cinq mille Palestiniens ont quitté la capitale pour se réfugier dans les zones contrôlées par les miliciens druzes du PSP de M. Walid Joumblatt. Ils ont dressé un tableau terrifiant de la situation dans les camps où auraient eu lieu des exécutions sommaires. « Tous les Palestiniens blessés dans les camps doivent être morts à l'heure qu'il est », a affirmé un réfugié de Sabra. Des journalistes qui tentaient de pénétrer à l'intérieur de Chatila ont été refoulés par les miliciens chiites. « Ce qui se passe dans le camp, c'est notre effroi. Vous pouvez revenir dans quelques jours », leur ont déclaré les combattants d'Amal.

Selon le Sunday Times, les massacres des Palestiniens ont commencé dès mercredi, avec l'occu-

pation par les miliciens chiites de l'hôpital Gaza et l'exécution sommaire des vingt-cinq blessés palestiniens, dont des femmes. Les miliciens d'Amal auraient poursuivi de leur haine les Palestiniens soignés à l'hôpital américain de Beyrouth. Plusieurs des malades auraient été enlevés, d'autres exécutés sommairement dans leur lit, selon certains témoins.

Le Sunday Times fait état de la présence près de l'hôpital américain d'un camion frigorifique contenant des corps de cinquante-cinq Palestiniens enpaquetés dans des sacs en plastique. Selon des témoins, cités par le journal britannique, plusieurs des victimes portaient des traces de poudre sur leur tête, ce qui laisserait penser qu'elles auraient été abattues à bout portant.

Selon un fonctionnaire occidental chargé des secours aux Palestiniens, les combattants à l'intérieur des camps « ont été tués sans pitié ». Le Sunday Times rapporte à ce sujet les propos d'un dirigeant chiite qui aurait affirmé : « Tous ceux qui à l'intérieur du camp étaient pris une arme à la main ont été abattus. Cela est certain. C'est pourquoi ils étaient tellement braves. Ils savaient d'avance qu'ils étaient morts ».

Pris de commenter les informations parues dans le Sunday Times, M. Arafat a déclaré à Tunis, où il préside une session du conseil central de l'OLP consacrée à la situation dans les camps des réfugiés : « Les terroristes arabes poursuivent l'œuvre de Sharon ». M. Arafat a par ailleurs demandé à l'Arabie saoudite et à la Libye d'intervenir.

Mgr Decourtray va se rendre à Beyrouth. — Mgr Decourtray a indiqué au Club de la presse d'Europe 1 dont il était l'invité dimanche 26 mai qu'il se rendrait au Liban avant le mois de juillet, « parce qu'il ne faut pas qu'on oublie le Liban ».

Un colloque sur « le droit à la différence » au Proche-Orient. — Le Centre d'études et de recherches sur l'Orient chrétien (CEROC-Christien d'Orient) organise, du 31 mai au 2 juin, au siège de l'ordre des avocats de Paris, 25, rue du Jour, un colloque sur « le droit à la différence pour plus de justice et de liberté » centré sur le Proche-Orient et sur les chrétiens du Liban en particulier. La commission Justice et Paix et la revue Esprit, notamment, patronnent cette manifestation, à laquelle participeront des personnalités comme MM. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, et Antoine Fatah, juriste libanais.

* CEROC, BP 761, 75123 Paris. Codex 03. Tél. : (1) 272-69-22.

pour mettre fin à ce qu'il a appelé le « massacre » des Palestiniens dans les camps de réfugiés de Beyrouth.

La Libye a immédiatement réagi en demandant par la bouche du commandant Jalloud, le « onzième deux libyen, une action urgente pour mettre un terme à la « guerre d'extermination » des Palestiniens. L'Egypte de son côté a invité « le monde arabe à assumer ses responsabilités » pour mettre fin à « l'effusion de sang palestinien ». Le Caire a également demandé de « suspendre l'assistance accordée à certaines parties concernées qui s'en servent pour aggraver le peuple palestinien ». Le Front de salut national palestinien (FNSP), regroupant des organisations hostiles à M. Yasser Arafat et alliées à la Syrie, a dénoncé « les arrestations arbitraires » et « les liquidations sommaires de civils à

l'intérieur et à l'extérieur des camps ».

La Grande-Bretagne, pour sa part, tente d'obtenir que des représentants du Comité international de la Croix-Rouge soient autorisés à pénétrer dans les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth. Depuis le début des combats le CICR rencontre les plus grandes difficultés pour pénétrer dans les camps. Vendredi, un responsable du CICR avait annoncé à Beyrouth que cet organisme n'avait encore reçu aucune garantie pour pouvoir évacuer les blessés. Il avait ajouté qu'une seule évacuation avait pu avoir lieu depuis le début des combats et qu'elle s'était déroulée sous les balles. Dimanche encore, une équipe du CICR n'a pu, en raison des tirs, entrer dans le camp de Borj Barajoub afin d'évacuer les victimes. (AFP, Reuters.)

DIPLOMATIE

LE DÉBAT SUR LA « GUERRE DES ÉTOILES »

En visite à Moscou, M. Willy Brandt souhaite une « réponse européenne » au projet de M. Reagan

De notre correspondant

Bonn. — Le président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Willy Brandt, a entamé dimanche 26 mai une visite officielle de trois jours à Moscou, où il devait être reçu ce lundi par le numéro un soviétique, M. Gorbatchev. Les contacts entre le SPD et les dirigeants soviétiques ont été relativement fréquents au cours des dernières années. Les dirigeants soviétiques ont, en effet, toutes les raisons de cultiver leurs relations

du président du SPD dans la capitale soviétique est présentée à Bonn et à Moscou comme un symbole. M. Brandt, qui ne s'est pas rendu en Union soviétique depuis 1981, entend sonder les nouveaux dirigeants du Kremlin sur les chances d'une nouvelle initiative européenne pour faire échec aux projets américains de militarisation de l'espace.

Dans un récent article publié dans l'hebdomadaire Der Spiegel, M. Egon Bahr, expert du SPD pour les questions de sécurité, voyait dans le rejet de l'IDS par la France l'amorce possible d'une « réponse européenne » aux Américains et souhaitait que Moscou l'encourage en réduisant la menace que font peser ses propres missiles à moyenne portée sur les pays européens de l'OTAN. M. Bahr faisait un rapprochement entre les conversations de M. Willy Brandt à Moscou, celles qu'avait à Paris avec les dirigeants du Parti socialiste, et la rencontre du mardi 28 mai entre le président Mitterrand et le chancelier Kohl ; il suggérait que la RFA joue un rôle de « catalyseur » entre la France et l'URSS.

HENRI DE BRESSON.

La « Pravda » accuse Washington de « saboter » les négociations de Genève sur le désarmement

Dans un article publié dimanche 26 mai, sur les négociations soviéto-américaines de Genève sur le désarmement — qui doivent reprendre jeudi prochain 30 mai — la Pravda estime que la position américaine consistant à vouloir « poursuivre, quelles que soient les circonstances, la réalisation du programme de « guerre des étoiles » équivaut à un « sabotage ouvert » de l'examen du problème de la course aux armements dans l'espace. Le quotidien du Parti communiste soviétique estime que l'« on ne saurait qualifier de satisfaisantes » les résultats de la première phase des pourparlers et que les Etats-Unis sont allés « praiquement à l'encontre du sens de l'entente de janvier (conclue, à Genève, entre MM. Shultz et Gromyko) sur les buts et l'objet des négociations ».

Après avoir affirmé que le refus de Washington de limiter son programme d'armements spatiaux offensifs « met en question la possibilité même de limitation et, à plus forte raison, de réduction des armements spatiaux », la Pravda précise encore : « Les Etats-Unis ne peuvent compter que l'Union soviétique ac-

cepte quelque réduction que ce soit de ses moyens nucléaires de seconde frappe dès lors que Washington réalise son programme visant à dévaliser les armements nucléaires soviétiques dans l'espoir de pouvoir commettre impunément une agression ».

La partie soviétique, ajoute le journal, a proposé, pour sa part, une cession sur l'interdiction de la mise au point — y compris au stade de la recherche et du développement — des essais et du déploiement de moyens spatiaux offensifs, « une proposition qui impliquerait la destruction des systèmes anisatellites déjà existants aux Etats-Unis et en URSS et dont les essais ne sont pas terminés ».

A propos des armes nucléaires de portée intermédiaire, la Pravda accuse Washington d'avancer à nouveau sa « variante intérieure usée » qui « ne tient pas compte de l'équilibre européen de plusieurs centaines de charges nucléaires françaises et britanniques » et « met entre parenthèses l'aviation embarquée des Etats-Unis ». — (Tass.)

● L'URSS proteste contre l'essai d'un réflecteur laser à bord de Discovery. — L'essai d'un réflecteur laser lors d'une prochaine mission de la navette américaine Discovery soulève les protestations des autorités soviétiques. Selon l'agence Tass, un tel réflecteur est un « composant essentiel des préparatifs militaires de militarisation de l'espace par l'administration Reagan », et viole donc le traité sur la limitation des armes antibalistiques signé en 1972 par les Etats-Unis et l'URSS. — (AFP.)

● Le premier ministre québécois en Normandie. — Pour le dernier jour de sa visite officielle en France, samedi 25 mai, M. René Lévesque, premier ministre du Québec, s'est rendu à Grand-Quevilly, commune située près de Rouen et dont M. Laurent Fabius est premier adjoint au maire. Les anciens de M. Lévesque sont originaires de la petite commune de Hautot-Saint-Sulpice, située elle aussi, non loin de Rouen. Dans la soirée, le premier ministre québécois a été reçu à l'Hôtel de Ville de Paris par M. Chirac, maire de la capitale.

du président du SPD dans la capitale soviétique est présentée à Bonn et à Moscou comme un symbole. M. Brandt, qui ne s'est pas rendu en Union soviétique depuis 1981, entend sonder les nouveaux dirigeants du Kremlin sur les chances d'une nouvelle initiative européenne pour faire échec aux projets américains de militarisation de l'espace.

Dans un récent article publié dans l'hebdomadaire Der Spiegel, M. Egon Bahr, expert du SPD pour les questions de sécurité, voyait dans le rejet de l'IDS par la France l'amorce possible d'une « réponse européenne » aux Américains et souhaitait que Moscou l'encourage en réduisant la menace que font peser ses propres missiles à moyenne portée sur les pays européens de l'OTAN. M. Bahr faisait un rapprochement entre les conversations de M. Willy Brandt à Moscou, celles qu'avait à Paris avec les dirigeants du Parti socialiste, et la rencontre du mardi 28 mai entre le président Mitterrand et le chancelier Kohl ; il suggérait que la RFA joue un rôle de « catalyseur » entre la France et l'URSS.

HENRI DE BRESSON.

Selon le « New York Times »

WASHINGTON, MOSCOU ET TOKYO ONT TENU DES NÉGOCIATIONS SUR LA SÉCURITÉ DU TRAFIC AÉRIEN

New York (AFP). — Les Etats-Unis, l'URSS et le Japon viennent de conclure des pourparlers sur la sécurité des transports aériens afin que ne se reproduise plus d'incident comme celui qui, en 1983, avait coûté la vie à 269 passagers d'un Boeing sud-coréen abattu par un chasseur soviétique après avoir pénétré dans l'espace aérien de l'URSS, indique dimanche 26 mai le New York Times.

Citant des sources gouvernementales non identifiées, le journal rapporte que des discussions non rendues publiques à la demande de l'URSS ont eu lieu à Tokyo et Washington au cours des trois derniers mois et que leur dernière phase (concernant la région du nord-ouest du Pacifique) a pris fin vendredi à Moscou.

Si un accord sur la sécurité des transports aériens est conclu, un nouvel accord sur l'aviation civile pourrait être négocié, aux termes duquel la compagnie aérienne soviétique Aeroflot pourrait rétablir ses liaisons avec les Etats-Unis, et les compagnies américaines avec Moscou, estime le New York Times.

● Le premier ministre québécois en Normandie. — Pour le dernier jour de sa visite officielle en France, samedi 25 mai, M. René Lévesque, premier ministre du Québec, s'est rendu à Grand-Quevilly, commune située près de Rouen et dont M. Laurent Fabius est premier adjoint au maire. Les anciens de M. Lévesque sont originaires de la petite commune de Hautot-Saint-Sulpice, située elle aussi, non loin de Rouen. Dans la soirée, le premier ministre québécois a été reçu à l'Hôtel de Ville de Paris par M. Chirac, maire de la capitale.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan lance une campagne pour l'équité fiscale

Washington. - De son bureau ovale de la Maison Blanche, M. Reagan va lancer, mardi 28 mai, sur les écrans de télévision américains, une campagne politique d'envergure en faveur d'une idée par essence populaire : l'équité et la clarté fiscales.

D'ici à vendredi, quatre autres discours sur le même thème suivront cette première allocution, et, si tout se passe comme l'espèrent le président, ses conseillers et son parti, les règles de l'imposition auront, d'ici Noël prochain, été si largement simplifiées aux Etats-Unis que les républicains y auront gagné une durable prééminence électorale sur les démocrates.

L'idée maîtresse de la réforme que M. Reagan doit dévoiler mardi soir est de réduire tant le niveau que le nombre des taux d'imposition. L'abaissement de ces derniers serait compensé par la suppression de la plupart des possibilités de déduction, dont la diversité et la complexité font la fortune des conseillers fiscaux.

Aux quatorze différents taux actuels de l'impôt, échelonnés de 11 % à 50 %, en seraient ainsi substitués trois seulement, de 15 %, 25 % et 35 % au maximum, et l'abaissement de base sur le revenu imposable serait doublé, au grand bénéfice des familles les plus pauvres. Parallèlement, seuls seraient désormais déductibles les intérêts payés pour

De notre correspondant

l'achat d'une résidence principale et non plus de tous biens immobiliers, tandis que l'industrie ne bénéficierait plus, quant à elle, de conditions fiscales aussi avantageuses pour l'amortissement de ses investissements.

Le talent oratoire de M. Reagan aidant, la Maison Blanche attend de ce projet, en premier lieu, qu'il modifie fondamentalement l'image du Parti républicain, jusqu'à présent liée à la défense des intérêts des plus aisés : ensuite qu'il associe la présidence de M. Reagan à une réforme d'une importance particulière pour chaque citoyen ; enfin qu'il rehausse assez le prestige, ces derniers temps érodé du président, pour lui assurer sous son second mandat la même autorité que sous le premier.

Un pari ambitieux

Théoriquement le pari est jouable, mais la partie est dans le même temps si ambitieuse que M. Reagan y risque gros. Depuis qu'il a lancé cette idée de simplification fiscale en janvier 1984, et qu'une première version en a été officiellement présentée en novembre dernier, les puissants intérêts, menacés par la perte de tel ou tel avantage, ont en effet assez pesé pour que l'industrie pétrolière soit déjà assurée de conserver

une large partie de ses avantages fiscaux et que le taux maximum général d'imposition des plus-values, soit non pas augmenté, mais abaissé de 20 % à 17,50 %. Aucun lobby n'ayant dit son dernier mot et chaque parlementaire devant compter avec plusieurs d'entre eux, le texte de la réforme risque donc d'être sérieusement modifié au fil des mois.

Ce risque est d'autant plus grand qu'une des plus spectaculaires dispositions du texte supprime les déductions au titre des impôts locaux, et que les municipalités et les Etats - notamment ceux où l'imposition est la plus forte, c'est-à-dire les plus riches et les plus influents - risquent de se liguer dans une opposition de poids. Le calendrier, d'autre part, est peu favorable au président, car l'été est proche, et il ne restera plus ensuite que quelques mois pour évaluer que la réforme ne soit reportée à 1986, année où les élections parlementaires de novembre seront peu propices à des décisions courageuses du Congrès. Dernier problème : pour gagner, M. Reagan a besoin d'une autorité certaine. Beaucoup va donc se jouer sur l'écho qu'auront ou n'auront pas dans l'opinion les discours présidentiels de cette semaine. Si la Maison Blanche est à cet égard d'un grand optimisme, la presse, du conservateur *Wall Street Journal* au libéral *Washington Post*, reste, pour sa part, sceptique.

BERNARD GUETTA.

Chili

Les dernières victimes de la censure : un ministre, le héros de l'indépendance et le secrétaire d'Etat américain...

Santiago du Chili (Reuter). - Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Jaime Del Valle, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et Bernardo O'Higgins, héros de l'indépendance chilienne au dix-neuvième siècle : telles sont les dernières victimes des censeurs zélés du gouvernement Pinochet.

Le compte rendu fait par M. Del Valle de sa rencontre avec l'ambassadeur des Etats-Unis, des citations de M. Shultz sur l'engagement américain en faveur des droits de l'homme et des réflexions de O'Higgins sur la liberté de la presse devaient être publiées par le magazine lié à l'opposition *Hoy*.

Mais les censeurs ont renvoyé les articles au journal après avoir procédé à des coupes sévères. Six autres journaux ont été interdits depuis la proclamation de l'état de siège, en novembre dernier, et tous les organes de presse ont reçu l'ordre de ne pas publier d'articles politiques et de ne pas aborder la question du terrorisme.

Le directeur de *Hoy*, M. Eduardo Filippi, affirme que la

censure de son journal est « immorale, incorrecte et parfois risible ». Des termes comme « boom économique », « transition », « droits de l'homme », « opposants » et « régime démocratique » sont systématiquement bannis.

Les fonctionnaires de la Direction nationale de la communication sociale (DINACOS), organe gouvernemental chargé du contrôle de la presse, appellent régulièrement les journaux et les radios pour faire supprimer certains passages jugés gênants.

Le directeur de la DINACOS, M. José Miguel Armendariz, affirme, lui, que des journalistes, des ingénieurs et des sociologues figurent parmi les censeurs qui se sont occupés de *Hoy*, mais cet argument n'impressionne pas beaucoup M. Filippi. « Ce groupe de censeurs, comme tous les censeurs, est composé de gens qui sont profondément soupçonneux », dit-il.

Les censeurs des journaux s'en sont déjà pris aux propos d'un membre de la junte militaire, à ceux de l'amiral Marino, de l'ar-

chevêque de Santiago, Mgr Juan Francisco Fresno, et même de l'idole du football chilien, Carlos Caszary.

M. Armendariz compare, lui-même, la censure à un médicament au goût très amer. « Plus le malade est atteint, plus il résiste au médicament qui lui est administré », dit-il. « La liberté de la presse est une valeur importante que le gouvernement est le premier à respecter et à défendre. On doit continuer à publier des prises de position. Seule l'activité politique par le biais d'un organe de presse est interdite. Heureusement, il n'y a pas que cela dans la vie », affirme encore M. Armendariz.

L'humour, également, a été banni des colonnes des journaux chiliens. *Hoy* publiait les dessins des meilleurs caricaturistes du pays, mais l'essentiel de cette production n'a pas survécu à la supervision de la DINACOS. Exaspéré, un caricaturiste a envoyé une page blanche aux censeurs avec ce titre : « La laisseront-ils passer ? » Ils ne l'ont pas fait.

Nicaragua

SELON L'« OBSERVER »

D'anciens militaires britanniques seraient recrutés comme mercenaires pour se battre contre les sandinistes

Londres (AP). - Une quarantaine d'anciens militaires britanniques auraient été recrutés par des ressortissants américains pour aller se battre au Nicaragua contre les forces sandinistes aux côtés d'autres mercenaires, en particulier américains. Les Britanniques seraient attendus en juin en Amérique centrale, selon l'hebdomadaire britannique *The Observer* du dimanche 26 mai.

Selon le même journal, des hommes d'affaires influents des Etats-Unis financent des réseaux et des organisations privées chargées de recruter des mercenaires afin de surmonter indirectement l'opposition du Congrès de Washington, qui refuse d'accorder une aide mili-

taire officielle aux organisations armées antisandinistes.

L'un des « recruteurs » de mercenaires cité par *The Observer*, est bien connu. Il s'agit de M. Tom Possey, homme d'affaires de l'Alabama, et membre de la John Birch Society, une organisation ultraconservatrice qui financerait un réseau appelé l'assistance civile et militaire, qui recrute des mercenaires « pour combattre le communisme en Amérique centrale ».

Le pétrolier texan, M. Nelson Bunker Hunt, participerait également au financement de ces réseaux d'assistance privés aux groupes armés de la Contra au Nicaragua.

Colombie

APPROUVÉ PAR LE PARLEMENT

Le projet de loi accordant la « grâce » aux guérilleros suscite de vives réserves

Bogota (AFP). - Le projet de loi accordant la « grâce » aux membres des mouvements de guérilla adoptés par le Parlement colombien est la carte maîtresse de la politique de pacification du président Betancur, bien que de nombreux secteurs de l'opinion et de la guérilla en contestent la nécessité et l'efficacité.

Approuvé à l'issue d'un très long débat la semaine dernière, ce projet prévoit la réintégration à la vie civile des guérilleros qui se sont rendus coupables de « sédition, rébellion et émeutes ». Il exclut tous ceux qui sont coupables des crimes d'enlèvement, d'extorsion de fonds et d'homicide « en dehors des combats ».

L'opposition au gouvernement, principalement les libéraux, mais aussi une partie des conservateurs (formation politique à laquelle appartient pourtant le président), estiment que ce « pardon » n'est pas autre chose que l'amnistie déjà accordée, sans succès, par de précédents gouvernements.

Le Mouvement du 19 avril (M-19, nationaliste d'extrême gauche) affirme déjà que cette loi n'a aucun sens si elle ne s'accompagne pas des réformes nécessaires, d'ordre politique, économique et social, réclamées depuis longtemps par la guérilla.

Mexique

Le président de La Madrid visitera cinq pays d'Europe de l'Ouest en juin

Mexico (AFP). - Le chef de l'Etat mexicain, M. Miguel de La Madrid, effectuera, du 6 au 23 juin, une visite officielle dans cinq pays d'Europe occidentale (Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne et RFA), dont le thème principal sera la situation en Amérique centrale.

Selon le ministre mexicain des affaires étrangères, M. Bernardo Sepúlveda, M. de La Madrid défendra l'idée d'une nouvelle conférence des ministres des affaires étrangères des Dix de la CEE (plus Espagne et Portugal), des quatre membres du groupe de Contadora et des cinq

pays directement impliqués dans les conflits d'Amérique centrale. Une première conférence de ce type a eu lieu à San-José de Costa-Rica en novembre 1984 afin d'accroître l'aide économique de l'Europe occidentale aux cinq pays d'Amérique centrale. (Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador).

Le groupe de Contadora comprend la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela. Créé en janvier 1983, il s'efforce, non sans d'énormes difficultés, de ramener la paix en Amérique centrale.

EUROPE

URSS

QUI A ORGANISÉ L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE EN 1981 ?

L'agence Tass affirme que la « piste bulgare » est une invention de la CIA

Le procès des ressortissants bulgares soupçonnés d'avoir participé à l'attentat du 13 mai 1981 contre Jean-Paul II devait s'ouvrir ce lundi 27 mai à Rome. La thèse de la « piste bulgare », selon laquelle Sofia,

ou même directement le Kremlin, aurait pu organiser la tentative d'assassinat du pape suscite de vives réactions de la presse soviétique, qui tente de discréditer cette hypothèse.

De notre correspondant

rite unilatérale, rattachée à Rome et très persécutée. Mais les dirigeants soviétiques redoutent les conséquences d'éventuelles révélations au cours du procès sur les opinions publiques des pays catholiques du bloc est-européen, la Pologne, bien sûr, mais aussi la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Les médias se sont donc efforcés de débruiter la crédibilité d'Ali Agca, l'auteur de l'attentat, lui-même condamné à la détention perpétuelle et principal témoin à charge contre Antonov. Dans une dépêche datée de Sofia, Tass cite une publication bulgare selon laquelle « il n'existe aucune preuve - ni document écrit, ni photo, ni enregistrement sonore, ni témoignage - correspondant aux normes légales » contre celui-ci. « Toute l'accusation repose sur les affirmations du terroriste et assassin turc Ali Agca. Or, selon

l'avocat italien d'Antonov, Agca aurait modifié 70 % de ses dépositions » au cours de l'instruction.

Dans une dépêche datée de Moscou, l'agence Tass va plus loin et estime que la CIA est l'origine des « fausses accusations » contre Antonov. « Pourquoi les dirigeants des Etats-Unis, pays situé à des milliers de kilomètres du Vatican, de l'Italie, de la Turquie et de la Bulgarie, se sont-ils faits les promoteurs de cette provocation antibulgarie ? », s'interroge Tass. La réponse est évidente : « Cette affaire est purement politique, elle correspond aux objectifs de la « croisade » contre le communisme proclamée par le président américain, et vise à aggraver la tension internationale. »

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pologne

M. Jacek Kuron a été libéré

Varsovie (AFP). - M. Jacek Kuron, le fondateur du Comité d'autodéfense sociale (KOR), a été libéré le dimanche 26 mai de la prison de Rakowiec, à Varsovie, où il était détenu depuis le 2 mai. Le tribunal régional de Varsovie a, en effet, annulé samedi 25 mai la sentence de trois mois de prison prononcée l'encontre du dirigeant de l'opposition au lendemain de la contre-manifestation organisée par Solidarité le 1^{er} mai.

Le tribunal a estimé que les charges retenues contre M. Kuron étaient insuffisantes et qu'il n'était notamment pas établi que l'accusé ait « de manière préméditée désobéi aux ordres de dispersion » de la manifestation, qui avait regroupé plus de dix mille partisans de Solidarité. M. Jacek Kuron avait lui-même négocié avec les forces de l'ordre, puis donné l'ordre de dispersion du cortège avant d'être interpellé.

Affirmant que son seul but était de « négocier pour éviter des heurts », M. Kuron a souligné « le caractère pacifique de cette manifestation », dont il a rappelé « les

slogans non agressifs : « Solidarité nous vit », « Liberté pour les prisonniers politiques », « Ne bats pas ton frère pour de l'argent... ». Le procureur avait demandé le maintien de la condamnation, tout en rendant un hommage surprenant à M. Kuron, « un homme d'un certain mérite, très connu en Pologne, qui a ses adversaires, mais aussi ses partisans ».

L'avocat de la défense s'est appuyé principalement sur le caractère contradictoire des déclarations des deux officiers de la milice qui se sont succédé à la barre, tandis que quatre participants à la manifestation étaient venus affirmer que les ordres de dispersion n'avaient été donnés qu'après la négociation menée par M. Kuron avec la milice.

C'est la première fois qu'un jugement portant sur un délit de nature politique est ainsi cassé en appel. Le tribunal de Varsovie a, en revanche, maintenu les trois mois de prison ferme infligés à M. Seweryn Jaworski (ancien président de Solidarité aux aciéries de Varsovie), accusé le 2 mai, comme M. Kuron,

d'avoir « refusé d'obtempérer aux injonctions de la milice ». Le tribunal doit encore examiner en appel le cas d'un autre dirigeant de l'opposition, M. Henryk Wujek, condamné à la même peine pour le même motif.

Les autorités danoises ont, en outre, confirmé samedi avoir accordé l'asile politique à M. Josef Zimnicki, réfugié à Copenhague depuis le mois de février. M. Zimnicki était membre du comité central du PC polonais, et c'est la première fois qu'une personnalité d'un aussi haut rang du parti passe à l'Ouest. Simple justicier à l'usine de Bytom, M. Zimnicki avait été élu au comité central lors du neuvième congrès extraordinaire du POU, en juillet 1981. Il a été exclu du parti le 14 mai, lors du dix-neuvième plénum du comité central pour avoir, officiellement, « enfreint les principes de conduite d'un membre du POU ».

Depuis l'introduction de la loi martiale en décembre 1981 (levée depuis), le nombre des défections s'est accru dans des proportions considérables. Des diplomates, comme les ambassadeurs de Pologne à Washington et à Tokyo, ont « choisi la liberté ». Ces deux derniers ont été condamnés par contumace à la peine capitale. Puis sont venues les défections en masse.

L'année dernière, plus de mille Polonais ont profité des escalades de bateaux de croisière de leur pays pour s'enfuir à l'Ouest, notamment en RFA. Selon des sources occidentales, plus de cent mille Polonais se sont installés en Occident en utilisant des visas de tourisme entre 1980 et 1983.

Tchécoslovaquie

Pendant la visite du ministre des relations extérieures

LES COLLABORATEURS DE M. DUMAS ONT RENCONTRÉ TROIS DISSIDENTS A PRAGUE

Des collaborateurs de M. Roland Dumas ont rencontré trois dissidents tchécoslovaques, lors de la visite officielle effectuée par le ministre français des relations extérieures, les 23 et 24 mai à Prague. Ils ont pu s'entretenir brièvement avec M. Jiri Hajek, ancien ministre des affaires étrangères en 1968 et l'un des membres les plus connus de la Charta 77. Un policier en civil les a toutefois empêchés d'entrer dans l'appartement de M. Hajek.

Auparavant, ils avaient rencontré M. Petr Uhl, militant trotskiste et membre de la Charta 77 et du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies), ainsi que son épouse, M^{me} Anna Sabatova. Leur domicile était surveillé par la police, qui n'est pas intervenue, mais une autre Française tentant de rencontrer le couple peu après n'a pas été autorisée à le faire.

M. Dumas a informé son homologue tchécoslovaque, M. Chloupek, que le gouvernement français avait invité l'écrivain Vaclav Havel à venir participer à Paris au colloque sur les droits de l'homme, les 1^{er} et 2^{juin}. Le ministre français a également évoqué le cas de trois émigrés qui souhaitent que leurs familles soient autorisées à les rejoindre en France, ainsi que ceux de trois opposants emprisonnés, dont Paris demande la libération. Il s'est d'autre part entretenu avec le cardinal Tomashek, chef d'une Eglise catholique qui a des relations difficiles avec le pouvoir.

De retour à Paris, M. Dumas a insisté sur le caractère politique et commercial de sa visite à Prague, qu'il a qualifiée de « satisfaisante ».

(AFP.)

(Publicité)

JACQUES TOUBON secrétaire général du RPR face à la presse juive :

- Patrick GIRARD (RADIO J)
- Gérard AKOUN (RADIO J)
- William LASKIER (RADIO J)
- Roger ASCOT (RADIO J)
- Reine SILBERT (RADIO J)
- Alain RUBENS
- L'AGENCE TELEGRAPHIQUE JUIVE

Débat animé par M. SIMONE MALRA rédacteur en chef de Radio Communauté En présence de M. THÉO KLEIN président du CRIF MARDI 28 MAI à 20 h 30 CENTRE RACHA 30, bd de PORT-ROYAL 75014 PARIS PARTICIPATION AUX FRAIS

REJOINDRE L'ÉLITE

TOUTES PRÉPAS sciences-po

2 centres : Neuilly et Quartier latin

CEPES

57, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.09.19

50

politique

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Tjibaou obtient du FLNKS l'approbation de sa ligne modérée

De notre correspondant

Hianghène. — « C'est un moment historique. Le Palka a parlé de compromis sur le plan stratégique par rapport à la lutte sur le terrain. » Malgré son masque impassible, le chef de file des indépendantistes canaques, M. Jean-Marie Tjibaou, ne parvient pas à dissimuler sa satisfaction : lors de ce troisième congrès réuni à Hianghène (nord-est de la Grande Terre) la tendance modérée qu'il incarne, celle de l'Union calédonienne, vient de l'emporter.

Assis sous un grand arbre, les principaux membres du bureau politique du FLNKS font un compte rendu des travaux de ce congrès qui s'est déroulé les 25 et 26 mai. Tous apparaissent sereins et décontractés ; autour de M. Tjibaou sont réunis MM. Yewéné Yewéné qui représente l'Union calédonienne, Yann Célené Uregel, secrétaire général du Front uni de libération canaque (FULK), Jacques Violette et Norbert Caffé, les deux européens du Parti socialiste calédonien (PSC), Edmond Nekirié de l'Union progressiste mélanésienne (UPM) et l'un des cadres du PALKA (Parti de libération canaque), M. Gaston Bellouma.

Précautions

C'est l'heure du repas en ce dimanche. Un peu plus loin, les deux mille congressistes discutent fermement, leur assiette à la main, assis sur l'herbe ou devant l'une des hicoques en toile ondulée décorée de palmes de cocotiers où les femmes s'affairaient devant de gigantesques bougnats. Si les fêtes calédoniennes sentent les merguez et les frites, les réunions canaques se tiennent au milieu des effluves de poisson et de légumes cuits à l'échouffe dans des feuilles de bananiers.

La tribu de Ouare, sur la côte est, est installée au bord de l'eau parmi

les pins et les cocotiers ; elle se trouve face à l'une des plus belles baies de la Nouvelle-Calédonie, celle de Hianghène.

Avant de tenter d'imposer sa politique au sein de la coalition, l'UC a inculqué aux organisateurs du congrès son propre sens de l'organisation. A l'entrée de la tribu, une barrière est gardée par un Mélanésien coiffé d'un chapeau de cow-boy. Avec quelques autres, il est chargé de filtrer les entrées. De l'autre côté de la route, des jeunes arborant un tee-shirt froissé du drapeau de Kanaky dirigent les voitures des congressistes et des visiteurs autorisés vers un parking visiblement surdimensionné. Quelques kilomètres avant d'arriver à la tribu, c'étaient les gendarmes qui effectuaient les contrôles de routine. Le FLNKS avait voulu s'en charger, mais la force publique s'y est opposée. Chacun son travail. Sur les crêtes qui dominent Ouare, des gendarmes équipés de jumelles et de postes CB s'inquiètent de la présence d'hypothétiques « fachos » européens ou wallisiens. Personne ne les verra.

Malgré ces précautions, l'ambiance de ce troisième congrès du FLNKS est considérablement plus décontractée que celle du congrès de Nakety, le 9 février dernier, aux discours chargés de menaces ; les mots d'ordre vengeurs, les vociférations exaltées des militants les plus extrémistes semblent appartenir au passé. Il est vrai que, à Nakety, le FLNKS était sous le choc de la mort d'Elou Machoro et de Marcel Nomara.

L'heure est au consensus. C'est ce qui ressort de la motion adoptée dimanche, que lit avec son accent faubourien M. Violette, du PSC :

« 1) Le FLNKS se bat pour l'indépendance Kanak et socialiste.

Bien que résultant des acquis de la lutte du FLNKS, le plan Fabius n'est pas celui du peuple kanak. Le FLNKS en rejette la logique coloniale.

2) La région, par l'engagement de ses militants sur le terrain, et dans une phase transitoire, peut conforter la construction de l'indépendance kanak et socialiste et contribuer à la revendication du peuple kanak qui n'aura guère d'alternative que celle qu'il se donnera par sa mobilisation. Dans cette perspective, le FLNKS est prêt à utiliser cette échéance des élections régionales en s'appuyant sur ses propres structures.

3) En ce qui concerne le référendum (...), le FLNKS précisera sa position lors d'un congrès futur.

4) Le FLNKS affirme son opposition à toute base militaire sur Kanaky.

Le compromis

Tout est dit. Une journée et demie de discussions — certes épiques — a suffi pour que les plus irréductibles rentrent dans le rang. Les militants du PALKA et du FULK — les premiers étaient réticents à participer aux élections, et les seconds tout à fait opposés — sont aujourd'hui les premiers à tenir un discours modéré. « Une nouvelle conjoncture politique », dit M. Bellouma, du PALKA, nous amène à parler de compromis [...] et à revenir sur nos positions.

Assis sur l'herbe à côté de M. Tjibaou, le secrétaire général du FULK, M. Uregel, admet également que son parti se soumettra à la volonté de la majorité du FLNKS sur la participation aux scrutins régionaux. Quant au maire de Hianghène, M. Tjibaou, il affirme : « Nous sommes preneurs, car c'est

cette échéance qui sera le critère d'engagement du gouvernement français dans la voie de l'indépendance ».

La modération s'exprime aussi sur des sujets comme l'école. A la surprise générale, le PALKA lui-même a demandé l'arrêt du boycott de chaque « comité de lutte » (sections locales du FLNKS) la responsabilité d'organiser des structures de substitution à l'enseignement traditionnel. « Il faut, estime M. Léopold Jorédié, un des hommes de confiance de M. Tjibaou, que les enfants aillent à l'école, quelle qu'elle soit : c'est trop important ».

Plusieurs autres points ont fait l'objet de tractations. Parmi eux, le maintien ou non du « gouvernement provisoire de Kanaky ». L'Union calédonienne, favorable à la dissolution, faisait face aux autres composantes du Front favorables à son maintien. Finalement, le gouvernement provisoire est « prolongé » jusqu'au 31 décembre 1985.

D'autre part, sur l'insistance de M. Tjibaou, le FLNKS a renoncé à organiser une manifestation le 8 juin prochain à Paris. En revanche, pour montrer la détermination des indépendantistes face au projet de base militaire, le FLNKS va sans doute demander aux jeunes Canaques de ne pas faire leur service national.

Au regard de l'unité retrouvée, ces zones d'ombres apparaissent toutefois mineures. A l'issue de ce congrès, c'est le fait que le FLNKS se soit rallié à sa branche la plus modérée qui apparaît le plus déterminant aux yeux des dirigeants canaques. « L'idée de l'éclatement ne m'a jamais effleuré », note M. Tjibaou, car l'unité est trop importante. Si nos adversaires ont parié sur la cassure, il faudra qu'ils regardent chez eux ».

FREDERIC FILLOUX.

M. MITTERRAND A SOLUTRÉ

« La majorité doit gagner les élections »

De notre envoyé spécial

La Roche de Solutré. — On aura au moins appris une chose, à Solutré 85 : les Pataugas du président, ses légendaires croquequents de toile verte avec lesquels, chaque dimanche de Pentecôte depuis la Libération, il gravit le rocher qui surplombe les vignes bourguignonnes, ne sont pas malgré les apparences des Pataugas. C'est une imitation, a-t-il expliqué, fabriquée par une usine de Château-Chinon. « Qui s'appelle Morvan Chaussures, je crois ».

Ce point éclairci, le président, à bâtons rompus, a répondu aux questions des journalistes après le pousse-café, tandis que M. Charles Hernu se levait au soleil et que MM. Jacques Attali et Jack Lang poursuivaient leur compétition de chemises à rayures pastel.

Le sujet de l'heure, le front républicain, a été abordé. « Apparemment moins le chef de l'Etat que ses godillots. Les socialistes doivent-ils aller seuls aux élections législatives, ou tenter de susciter autour d'eux une vaste alliance républicaine ? » « Ce n'est pas mon job », répond le chef de l'Etat, qui se déclare certain que MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius, parisiens respectifs des deux stratégies, « s'entendront fort bien ». Tout au plus rappelle-t-il qu'il existe « une grande tradition de la République que la majorité doit prendre à son compte ».

« Ne nous hâtons pas de conclure », demande-t-il à ceux qui sollicitent son pronostic sur le résultat des législatives. « Tant que l'échéance ne s'est pas produite, toutes les chances doivent être jouées dans le respect des lois de la République ». Et cet espoir, au détour d'une phrase : « Les Français souhaitent peut-être que je puisse accomplir convenablement ma tâche ».

En un mot, il a sa majorité, à qui il demandait l'année dernière, déjà à Solutré, de « se tenir à carreau », il assigne aujourd'hui un objectif et un seul : « gagner les élections ».

Les sondages étant ce qu'ils sont, on ne peut rejeter l'hypothèse d'une victoire de l'opposition. M. Giscard d'Estaing a-t-il révélé que, battu en 1978, il eût fait retraite à Rambouillet ? « Il aimait beaucoup Rambouillet, mais dans son cas cela ne s'est pas produit. Pourquoi voulez-vous que cela se produise dans mon cas ? ». Quant à M. Jacques Doménil, député UDF de Paris, qui propose dans cette hypothèse de « sauparer l'eau, le gaz et l'électricité » au palais présidentiel : « L'Élysée a son groupe électrogène », réplique M. Mitterrand, et plus sérieux : « Il y a une Constitution. Ceux qui l'ont promue, adoptée et s'en déclarent les défenseurs, ont le devoir de la voir la démolir ». Envisage-t-il, usant de ses prérogatives, de dissoudre l'Assemblée avant ou après les législatives ? « Il ne faut rien exclure », répond-il sibyllin. « Je ne renonce à aucun de mes droits, ni aujourd'hui, ni demain » ; quant à se représenter en 1988 : « Je n'y pense jamais », assure-t-il, élevant la voix. « Cela ne me préoccupe aucunement ».

« Il ne s'est pas passé grand-chose »

La démission de Michel Rocard ne le préoccupait pas davantage. « En somme, il ne s'est pas passé grand-chose », lance-t-il à ceux qui prédisaient des remous dans la majorité à propos de la proportionnelle. « Des ministres arrivent ou s'en vont, je m'y fais : je m'entendais bien avec Michel Rocard au gouvernement ».

Plutôt que de 1985 ou de Michel Rocard, le chef de l'Etat affirme se soucier de faire voter ce qui peut encore l'être avant la fin de l'actuelle session parlementaire. On va donc accélérer le vote d'un texte permettant à la France de ratifier la convention européenne des droits de l'homme. Le sort des chômeurs en fin de droit sera également examiné au prochain conseil des ministres... ou au suivant. Interrogé sur le vote des immigrés aux élections locales, M. Mitterrand juge « sympathique » l'initiative du maire socialiste de Mons-en-Barœul et confirme qu'il pense que « cela finira par être institutionnel », en gardant tout de même de préciser l'échéancier.

A propos du récent mouvement dans les prisons, le chef de l'Etat laisse entendre qu'un effort sera fait dès le budget 1986 en faveur de la modernisation des établissements. « Ce qui ne veut pas dire qu'un certain modernisme soit heureux », ajoute-t-il, faisant référence à Fleury-Mérogis. Les gardiens de prison ne sont pas oubliés : « Il sera bon de leur donner un certain nombre de dispositions dont bénéficient des corps comparables ».

« Pourquoi imaginer toujours le pire ? », demande-t-il à propos de la Nouvelle-Calédonie, se refusant à envisager que l'abstention du Sénat oblige le gouvernement à différer les élections régionales prévues en août prochain. La « promotion » de M. Pisani masque-t-elle une sanction ? « Sa mission s'arrête au moment de me remettre son rapport. D'ailleurs, je lui ai parlé de cela il y a plusieurs mois ».

Négligeant ses mauvais sondages, dédaignant l'échéance qui s'approche, le chef de l'Etat affiche donc une sérénité sans faille. « Ce qui est agréable depuis que je suis à l'Élysée, dit-il, c'est que je fais beaucoup moins de politique ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

« M. Lataillade (RPR), élu maire d'Arcachon. M. Pierre Lataillade, membre du comité central du RPR, ancien député, a été élu maire d'Arcachon (Gironde), dimanche 26 mai. M. Lataillade remplace M. Robert Fleury (UDF-PR), qui était démissionnaire. Il s'agit de la conséquence d'accords conclus localement par les différentes composantes de l'opposition régionale », selon les termes d'un communiqué de la mairie.

M. Lataillade ne s'était pas représenté aux élections cantonales de mars dernier, ce qui avait permis l'élection de M. Fleury au conseil général, puis au conseil régional.

PATRICK JARREAU.

Propos et débats

M^{me} Dufoux : la meilleure des coexistences

M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a déclaré, le dimanche 26 mai, au « Grand Jury RTL - le Monde », que « la meilleure des coexistences », en 1986, « serait entre le président de la République et un gouvernement organisé autour du Parti socialiste ».

Interrogée sur la phrase qu'elle avait prononcée lors des élections cantonales de mars dernier — « J'ai marché dans les Cévennes » — à propos de l'hypothèse où elle devrait choisir entre un candidat de droite et un candidat d'extrême droite au second tour, M^{me} Dufoux a déclaré : « On a essayé de faire de cette phrase un synonyme de « j'ai péché à la ligne ». En fait, elle (...) signifiait que j'avais besoin de réfléchir. Entre la droite et l'extrême droite, il y a parfois, selon les candidats, beaucoup de similitudes, alors que, pour d'autres candidats, il n'y a que peu de similitudes. Je dois donc juger en fonction des candidats. »

M. Leroy : c'est la droite qui ne veut pas gouverner avec le PS

Le Parti communiste « ne s'associera, ni aujourd'hui ni demain, à une politique de gestion de la crise », a déclaré, le dimanche 26 mai, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de l'« Humanité ». Dans un discours prononcé à Bâges, dans la banlieue bordelaise, M. Leroy, qui estime que la majorité gouvernementale ne sera pas majoritaire en 1986, a ajouté : « Les socialistes disent : « Nous ne gouvernerons pas avec la droite. A belle affaire ! C'est la droite qui a dit qu'elle ne voudrait pas gouverner avec eux ! »

M. Doumeng : le gouvernement est de gauche

M. Jean-Baptiste Doumeng, PDG d'Interagra, membre du PCF, invité du « Forum » de Radio-Montecarlo, le dimanche 26 mai, a déclaré : « Il y a un gouvernement de gauche, il est socialiste, il a été élu sur une base de gauche (...) ». Il a également déclaré : « Le gouvernement, dont il a exécuté la mission si ce n'est plus, Pourquoi voulez-vous que je vous dise, moi, que c'est un gouvernement de droite ? » Selon M. Doumeng, le PCF porte une appréciation sur certains aspects de [le] politique [du gouvernement] qui ne sont pas conformes au mandat pour lequel il a été élu. C'est la responsabilité du Parti communiste. Moi, je vous réponds : « M. Doumeng, citoyen, quand il a voté au deuxième tour des élections présidentielles pour M. Mitterrand, il s'attendait à ce qu'il fasse beaucoup plus mal que ce qu'il a fait. »

DÉCÈS DE JULES ROUJON, SÉNATEUR (RI) DE LA LOZÈRE

M. Jules Roujon, sénateur (RI) de Lozère et maire de Marvejols, est décédé dimanche 26 mai. Il sera remplacé au Palais du Luxembourg par son suppléant, M. Joseph Caput (UDF-PR), président du conseil général de la Lozère.

Ené le 18 mars 1920 à Marvejols (Lozère), industriel, Jules Roujon avait été maire de Marvejols de 1945 à 1965, puis maire de Marvejols, de 1965 à 1977, et de nouveau depuis 1983. Conseiller général du canton de Marvejols depuis 1953, il était devenu vice-président du conseil général de la Lozère en 1958, puis président du conseil général de 1967 à 1974, date à laquelle il démissionnait. Jules Roujon était devenu sénateur en 1973, à la mort de Georges Bonnet, dont il était le suppléant. Inscrit au groupe RI du Sénat, Jules Roujon avait ensuite toujours été réélu.

[Né le 4 juillet 1923 à Mende (Lozère), M. Joseph Caput (UDF-PR), notaire, est président du conseil général de la Lozère depuis 1981. Il est

conseiller général du canton du Bley-mard depuis 1951. Conseiller municipal du Bley-mard depuis 1947, il est maire de cette commune depuis 1959.]

● IPSOS débouté. — La première chambre civile du tribunal de débouter l'institut de sondages IPSOS qui avait engagé une action en diffamation contre trois sénateurs : MM. Dominique Padoa-Schioppa (Union centriste), Charles Pasqua (RPR) et Etienne Dailly (Gauche démocratique) et contre M. Bernard Pons, à l'époque secrétaire général du RPR.

Après la parution, dans le journal le « Matin » du 3 août 1984, d'un sondage sur le projet de référendum présidentiel et les réserves émises par la commission des sondages sur ses résultats, les parlementaires poursuivis par IPSOS avaient déclaré que cet institut avait commis des « irrégularités ».

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PS

M. Pierre Mauroy marque ses distances avec M. Michel Rocard

Le courant Mauroy du Parti socialiste s'est réuni le samedi 25 mai à L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne) pour discuter de la préparation du congrès du parti, qui doit se réunir en octobre prochain à Toulouse. M. Guy Allouche, sénateur, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, a indiqué que trois cent cinquante personnes, représentant soixante-dix fédérations, avaient participé à la réunion. Le courant de s'était pas réuni à cette échelle depuis son assemblée d'août 1984 à Valenciennes (le Monde du 28 août 1984).

M. Allouche a résumé pour la presse le rapport consacré à l'activité du courant qu'il avait présenté aux participants. Le sénateur du Nord a évoqué la « période de sommeil » qu'avait connue le courant entre le moment où M. Pierre Mauroy était devenu porte-parole de M. François Mitterrand pour la campagne présidentielle et son départ de l'Élysée. Depuis lors, les amis de M. Mauroy ont intensifié leur activité. M. Allouche a annoncé qu'ils auront des rencontres départementales et régionales dans la prochaine période et une nouvelle assemblée générale avant la réunion du comité directeur du PS qui, au mois d'août, examinera les possibilités de synthèse entre les contributions déposées il y a quinze jours.

M. Mauroy lui-même a souligné l'importance des courants organisés au sein du PS, leur existence ayant, e-t-il dit, permis au parti de « respirer » et de « vivre ». L'ancien premier ministre, qui tout en animant sa propre tendance, héritière de l'ancienne SFIO, tenait traditionnellement un langage usagiste, s'accorde maintenant avec ses amis pour qu'ils affirment davantage leur existence et pour qu'ils en prennent les moyens.

Pas d'aveu

Dans le même temps, M. Mauroy a confirmé sa perspective d'une synthèse avec ceux qu'il a appelés « nos frères jumeaux du courant A ». C'est-à-dire les mitterrandistes. Il a nettement marqué la distance qui le sépare de M. Michel Rocard, dont les récentes déclarations lui ont permis en mémoire la fameuse épigramme de Boffieu sur les dernières pibices de Cornille : « Après l'Agès-Hélas ! Mais après l'Attila-Holà ! ».

M. Hervé Vuillot, député de la Côte-d'Or, qui a présenté un rapport

sur la contribution du courant (le Monde du 12-13 mai), a souligné que les amis de M. Mauroy rejettent le découpage en « phases » de l'action de la gauche depuis 1981, l'idée que des erreurs aient été commises, et l'affirmation selon laquelle

Le courant Mauroy entend se présenter comme le « fer de lance » pour les élections législatives, d'un PS dont le bilan, a dit M. Allouche, « sera essentiellement celui de l'action de Pierre Mauroy ». L'ancien premier ministre a insisté

Ostracisme et molletisme

La géographie actuelle du Parti socialiste, selon les amis de M. Pierre Mauroy, est à peu près la suivante : à droite, M. Michel Rocard, à gauche, le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement, au centre, tous les autres, que des rivalités pour le pouvoir séparent sans que, dans la situation présente, la lutte puisse s'engager ouvertement. Elle n'en est pas moins feutrée.

Les amis de l'ancien premier ministre observent, par exemple, que M. Willy Brandt ayant proposé que M. Mauroy préside la structure réunissant les partis socialistes et les socialistes européens, qui doivent se rencontrer mardi à Paris, M. Lionel Jospin a répondu que le seul socialiste français habilité à une telle fonction est M. Jacques Hantzinger, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS (MM. Brandt et Jospin se sont rencontrés le 21 mai — voir le Monde du 23 mai).

Le gouvernement aurait procédé, en 1981, à une « relance massive ». Pour M. Mauroy, les socialistes ne doivent pas, comme le demandent les rocardiens, avoir qu'ils ont changé.

Certes, le PS a fait l'apprentissage de la durée, sa conception de l'entreprise s'est modifiée, le marché est, pour l'ancien premier ministre et pour ses amis, « l'une des voies de la liberté ». M. Mauroy — assume la rigueur pleinement — et observe qu'il n'est plus question d'une « autre patrie ». Le Parti socialiste demeure, néanmoins, pour M. Mauroy et ses amis, un « parti de transformation sociale », dont l'action s'inscrit « dans la voie du socialisme » et passe par le rassemblement de toute la gauche, non pas pour « aménager le système en place », a souligné M. Allouche, mais pour le réformer.

Autre signe de la « conspersion » que les mauroyistes reprochent à la direction du parti : la dernière édition de la brochure de formation remise aux nouveaux adhérents ne parla pas, observent-ils, de l'action de M. Mauroy à la tête du gouvernement de 1981 à 1984. La seule mention qui y est faite du maire de Lille concerne le congrès du PS à Metz, en avril 1979, et précise que M. Mauroy avait été, avec M. Rocard, mis en minorité à ce congrès.

Les amis de M. Mauroy répliquent, de façon feutrée aux aussi, à cet ostracisme en dénonçant le risque de « molletisme » qui menace, selon eux, le PS. Comme au temps de Guy Mollet, on verra une équipe gouvernementale qui gère sans trop se soucier de faire avancer les idées défendues par les socialistes, tandis que l'appareil dirigeant du parti « verrouille » le débat interne.

P.J.

sur le traitement du chômage, qui doit être au centre du projet et qui doit faire appel à la solidarité en même temps qu'utiliser les possibilités de réduction et d'aménagement de la durée du travail.

Pour ce qui est des élections elles-mêmes, les amis de M. Mauroy proposent que les militants puissent se prononcer à bulletin secret sur les listes de candidats établies par les commissions exécutives fédérales. Ils demandent, d'autre part, que le PS limite pour lui-même les cumuls à deux mandats locaux et un mandat national et que les indemnités liées à ces mandats soient plafonnées à une fois et demie le montant de celle d'un parlementaire, la différence étant versée au parti.

PATRICK JARREAU.

ASIE

DEFENSE

« La diss... »

Bangladesh

Des milliers de morts

(Suite de la première page.)

Sous la violence du cyclone (ou dépression tropicale), trois navires marchands, dont un enregistré à Singapour, ont été enlevés et se sont échoués autour du port de Chittagong ; l'un des bateaux aurait été pillé par les populations locales.

Le général Mohamed Ershad, chef de l'Etat, a survolé, dimanche, la région et annoncé le déblocage immédiat d'un fonds d'urgence de 10 millions de takas (environ 3,5 millions de francs) pour venir en aide aux sinistrés. Le général a demandé aux populations de se montrer généreuses envers les réfugiés.

et aux survivants de faire preuve « de calme et de courage ».

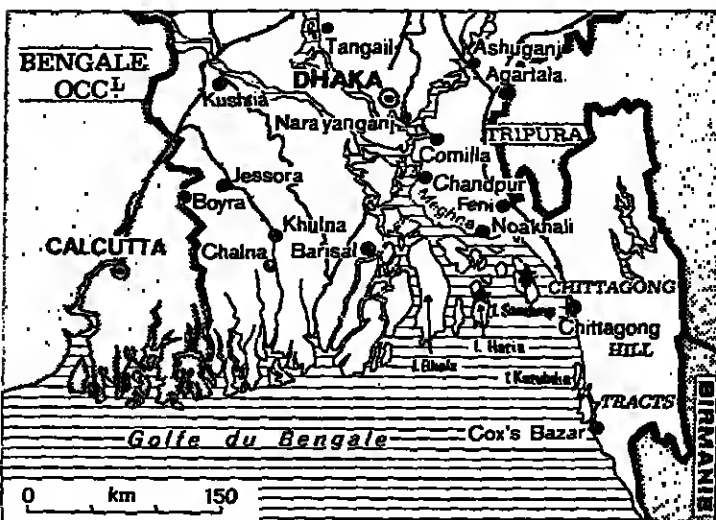
Presque chaque année

Sans atteindre toujours cette ampleur, les cyclones dans la région se produisent presque chaque année, mais pour la plupart d'entre eux pendant l'été et l'automne. Les mêmes villes et les mêmes villages côtiers avaient été ravagés en novembre 1970 par un cyclone. Le nombre de victimes avait alors été estimé à au moins deux cent mille personnes. La catastrophe avait d'ailleurs été en partie à l'origine de

l'indépendance du Bangladesh (survenue un an plus tard), le gouvernement pakistanais ayant démontré à cette occasion son inefficacité et sa corruption dans la distribution des secours. Depuis, la situation économique dans le delta du Gange et du Brahmapoutre ne s'est guère améliorée.

Le Bangladesh est toujours l'un des pays les plus pauvres de la planète, et possède la plus grande densité de population (cent trois millions d'habitants) sur une terre spongieuse, vaste seulement comme le quart de la France. Les autorités déconseillent bien, périodiquement, aux citoyens du sud d'éviter de s'aventurer dans cette zone à hauts risques des bouches du Gange. Mais, pour ces paysans sans terre, la plupart du temps chassés des campagnes surpeuplées, il n'y a guère d'autre choix pour survivre que de s'implanter sur les îlots de limon qui se forment à l'extrémité des bras des deux grands fleuves.

PATRICE CLAUDE.



Le phénomène de l'onde de tempête

Le nombre élevé de victimes du cyclone tropical (ou dépression tropicale) si la vitesse des vents moyens est inférieure à 116 kilomètres à l'heure s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs.

Les îles côtières du Bangladesh sont, littéralement, au ras de l'eau. Or la baisse de la pression atmosphérique, qui est la caractéristique d'un cyclone, produit toujours une élévation du niveau de la mer : à une chute de 1 centimètre du baromètre correspond une montée de l'eau de 13 centimètres. Rappelons que, lors d'un cyclone, le baromètre peut baisser de quelques centimètres, et même, exceptionnellement, de près de 10 centimètres.

En outre, les vents, qui tournent autour du système, soufflent fortement, à un moment donné, vers la côte, ce qui contribue aussi à faire monter le niveau de l'eau. De plus, les vents violents font se former de très fortes vagues, et un cyclone (ou

dépression) est toujours accompagné de pluies très abondantes. Enfin le passage du cyclone ou de la dépression peut coïncider avec une marée haute. La conjonction de ces facteurs forme ainsi une onde de tempête : le niveau de la mer peut monter de plusieurs mètres et l'eau envahit les zones côtières basses.

Les 12 et 13 novembre 1970, un cyclone tropical au Bangladesh (alors Pakistan-Orientale) a été responsable d'une des grandes catastrophes des temps modernes : il a balayé les îles côtières du delta du Gange, c'est-à-dire la même région qui a été frappée le 24 mai dernier. En 1970, le niveau de la mer avait monté, par endroits, de plus de 5 mètres. Sur les 10 000 kilomètres carrés ainsi envahis, il y eut deux cent mille victimes au moins (peut-être quatre cent mille et même un million).

YVONNE REBEYROL.

• **Souscription du Secours populaire français.** - Le Secours populaire français a annoncé, lundi 27 mai, qu'il ouvrait une souscription afin d'aider les familles des victimes et les sinistrés du cyclone et du séisme au Bangladesh. Les dons sont reçus au Secours populaire français, 9, rue Froissart, 75003 Paris. CCP 654-37 H Paris (indiquer Bangladesh).

• **Assignment à résidence.** - L'assignation à résidence frappant deux dirigeants de l'opposition, M^{me} Hasina Wazed (Ligue awami) et Khaleda Zia (Parti national du Bangladesh), a été levée, à-t-on appris, samedi 25 mai, de source autorisée à Dhaka. Cette mesure avait été prise à leur rencontre après la réintroduction de la loi martiale ce mardi dernier. - (Reuters.)

Sri-Lanka

LE PRÉSIDENT JAYEWARDENE DEVRAIT S'ENTRETIENIR PROCHAINEMENT DE LA QUESTION TAMOULE AVEC M. GANDHI

Colombo (AFP). - Le président srilankais, M. Junius Jayewardene, va rencontrer prochainement le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, pour discuter de la question tamoule, a annoncé dimanche 26 mai le plus important quotidien srilankais, *The Sunday Island*. Selon le journal, le ministre srilankais de l'Intérieur, M. Lalith Athulthammahalli, a toutes les chances de négocier avec New-Delhi ne pourraient avoir lieu que si trois conditions étaient réunies : les pouvoirs locaux attribués aux 2,5 millions de Tamouls vivant au Sri-Lanka devraient être renforcés ; New-Delhi devrait s'engager à suspendre tout soutien aux séparatistes tamouls ; les provinces septentrionales et orientales de Sri-Lanka, où vivent la majorité des Tamouls, ne devraient pas fusionner.

La proposition d'accroître les pouvoirs locaux au niveau que les provinces provinciales avait déjà fait l'objet de discussions lors d'une « table ronde » entre partis politiques et représentants de groupes socio-culturels srilankais. La conférence avait été interrompue en décembre dernier car les partis s'ingénier à s'opposer à un renforcement des pouvoirs locaux en déclarant qu'on aboutirait ainsi de facto à un Etat tamoul indépendant. Selon le *Sunday Island*, la clause interdisant aux provinces du nord et du sud de fusionner viserait à empêcher les Tamouls de créer un Etat indépendant ayant pour territoire ces deux provinces.

Les relations entre Colombo et New-Delhi s'étaient refroidies ces derniers temps, les Sri-Lankais ayant accusé les Indiens d'abriter et d'entraîner les séparatistes tamouls, et un ministre indien ayant affirmé que les indépendantistes tamouls et les musulmans srilankais défendaient la même cause. Mais le ministre srilankais de l'Intérieur a déclaré, la semaine dernière devant le Parlement, que les séparatistes tamouls essayaient de gagner l'appui de leur cause et qu'il était, de ce fait, d'autant plus important pour Colombo d'entretenir de bonnes relations avec Delhi.

D'autre part, jeudi 24 mai, le chef de l'Etat, M. J. Jayewardene, avait démenti l'intention prêtée à son gouvernement d'expulser près de vingt mille Tamouls de la région de Vavuniya dans le nord du pays (*le Monde* du 24 mai). Le secrétaire général du Syndicat des travailleurs srilankais, M. Sellasamy, avait déclaré à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat, que le président Jayewardene lui avait donné des assurances : il n'y avait aucun plan d'évacuation. Le président du « Comité des citoyens » de la ville avait affirmé que cette mesure devait être prise pour des « raisons de sécurité », les forces armées projetant des opérations contre des camps d'indépendantistes tamouls dans la région.

Corée du Sud

Les étudiants ont mis fin à l'occupation du centre d'information américain de Séoul

De notre correspondant

Une délégation de la Croix-Rouge nord-coréenne est arrivée à Séoul, lundi 27 mai, pour la reprise des pourparlers Nord-Sud sur la réunification des familles séparées par la guerre et la division de la péninsule. Il s'agit de la première visite d'officiels communistes au Sud depuis douze ans. Les précédentes négociations avaient été rompues en 1973. La délégation comprend quatre-vingt-quatre membres, dont cinquante journalistes.

Tokyo. L'occupation du centre d'information américain de Séoul par un groupe d'étudiants sud-coréens (*le Monde* daté 26-27 mai) a pris fin, dimanche 26 mai, sans drame mais sans que les Etats-Unis aient accédé - le contraire eût étonné aux exigences des protestataires. Ceux-ci avaient initialement réclamé : 1) que Washington reconnaisse sa responsabilité dans la répression du soulèvement de Kwangju (mai 1980) et fasse des excuses ; 2) que l'administration américaine cesse de soutenir le régime issu de la prise du pouvoir par les militaires à cette époque (*le Monde* du 21 mai).

Dimanche, après quatre jours de négociations, les soixante-trois étudiants ont mis fin à leur défilé. Après avoir déclaré qu'ils continueraient à réclamer des excuses américaines, ils ont été transportés dans des hôpitaux. Ils devraient ultérieurement être remis à la police pour interrogatoire. Les meneurs pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires.

Aucune violence

Dans cette affaire, le plus remarquable aura sans doute été la volonté des divers protagonistes - étudiants, diplomates, gouvernement et opposition - de faire preuve de modération. Même le soutien quelque peu embarrassé de l'opposition a paru s'être effacé.

Cité étudiants, on a surtout voulu attirer l'attention par un geste spec-

image démocratique dans la perspective des Jeux olympiques de 1988. Côté américain, on ne s'est pas mal tiré. L'argument des négociateurs : sortir d'abord, nous parlerons ensuite, s'est avéré payant. Cela dit, on imaginait mal Washington endossant la responsabilité d'un massacre ou retirant son soutien à un régime avec lequel l'administration Reagan et le Pentagone partagent des intérêts stratégiques vitaux et de grands affiliaires politiques. D'autant moins que Washington a déjà décliné toute responsabilité dans le drame et que le gouvernement de Séoul s'oppose à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur cette affaire. Enfin l'opposition a apporté une bouffée d'air à des revendications qui ressemblent aux siennes, mais non à la méthode choisie.

R.-P. FAHNGAUX.

Cambodge

SELON LE « SUNDAY TIMES »

Les Khmers rouges auraient massacré de 150 à 200 civils près de Takeo

De cent cinquante à deux cents passagers civils d'un train ont été massacrés il y a trois semaines par les guérilleros khmers rouges, près de Takeo, à environ 75 kilomètres au sud de Phnom-Penh, a rapporté le *Sunday Times* du 26 mai sans citer de sources. Dans un article daté de Phnom-Penh, l'hebdomadaire britannique ajoute que les guérilleros ont mis le feu à la place du marché d'Oudong, à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale. Il indique encore que les Khmers rouges ont tué cinq conseillers techniques soviétiques du gouvernement, dont ils ont fait sauter la voiture sur une route de la province de Battambang.

« Aucune information officielle concernant ces attaques brutes n'a été autorisée à être divulguée », écrit le journal, pour qui le gouvernement de M. Heng Samrin « n'aime pas rendre publiques les activités de la guérilla par crainte de troubler l'image de calme qu'il présente au monde extérieur ».

D'autre part, le prince Sihanouk a déclaré que la résistance khmère opérant désormais « très à l'intérieur » du Cambodge, y compris dans la région de Phnom-Penh, dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire britannique *The Observer*. Enfin, selon Bangkok, cinq soldats thaïlandais ont été tués, vendredi, au cours d'un accrochage avec des Vietnamiens, au côté thaïlandais de la frontière avec le Cambodge, dans la province d'Ubon Ratchatani.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• **ARRIVÉE DU MÉDIATEUR DE L'ONU AU PAKISTAN.** - M. Diego Cordovez, médiateur des Nations unies sur le problème afghan, est arrivé samedi 25 mai à Islamabad afin de préparer des discussions prévues en juin à Genève. - (Reuters.)

Chine

• **ÉCHANGE DE JOURNALISTES AVEC MOSCOU.** - La Chine et l'Union soviétique vont échanger des correspondants de presse pour plusieurs journaux nationaux, a-t-on annoncé samedi 25 mai, de source digne de foi à Pékin. Selon cette information, *Guangming Ribao* (Clarté), quotidien des intellectuels, et le *Jingji Ribao* (le Quotidien de l'économie) enverront des journalistes en URSS. *Renmin Ribao* (Quotidien du peuple), organe officiel du Parti communiste chinois, n'est pas concerné par cet accord, précise-t-on de même source. Accablément, l'agence soviétique Tass a quatre journalistes accrédités à Pékin et l'agence chinoise Chine nouvelle a le même nombre de représentants à Moscou. - (AFP.)

Costa-Rica

• **CRÉATION D'UN FORUM POUR LA PAIX.** - Un Forum patriotique pour la paix et la souveraineté, destiné à combattre une éventuelle reconstitution d'une armée au Costa-Rica, a été créé sous l'égide de l'ancien chef de l'Etat, M. José Figueres, a-t-on appris, à San-José, dimanche 26 mai. La formation de ce forum a été provoquée par l'arrivée au Costa-Rica d'une vingtaine de « conseillers » militaires américains chargés d'entraîner plus de sept cents gardes civils costariens à la lutte antiterroriste. - (AFP.)

Espagne

• **L'ETA MILITAIRE REVENDIQUE L'INCENDIE D'UN SUPERMARCHÉ FRANÇAIS A SARAGOSSA.** - Un correspondant anonyme affirmant parler au nom de l'ETA militaire (ETA-M) a revendiqué dimanche 26 mai l'incendie qui a détruit la vente d'un supermarché de la chaîne française SAVCO à Saragosse. L'incendie a provoqué de très importants dégâts matériels, mais n'a fait aucune victime. - (AFP.)

UN POLICIER TUÉ AU PAYS BASQUE

• **UN POLICIER TUÉ AU PAYS BASQUE.** - Un policier, âgé de vingt-huit ans, a été tué dimanche 26 mai à Guetcho, dans la province de Biscaye, au Pays basque espagnol. Des douilles d'une arme habituellement utilisée par les commandos de l'ETA ont été retrouvées près du corps de la victime. Deux autres policiers ont été assassinés la semaine dernière près de Saint-Sébastien. - (AFP.)

Ghana

• **HUIT EXÉCUTIONS A ACCRA.** - Huit personnes - cinq militaires et trois civils - ont été fusillées, samedi 25 mai, dans la capitale ghanéenne, après avoir été reconnues coupables de trahison, vol d'armes et meurtre. Cinq d'entre elles (deux généraux, deux sergents et un civil) étaient accusés d'avoir conspiré pour tenter de renverser le gouvernement. Un corporal avait été condamné pour le meurtre d'un civil. Les deux autres civils avaient utilisé un fusil volé à un policier pour commettre des attaques à main armée. Avec les trois exécutions de vendredi. (*le Monde* daté 26-27 mai 1985), onze personnes ont été passées par les armes en vingt-quatre heures. - (AFP, Reuters.)

Hongkong

• **L'ACCORD BRITANNIQUE.** - La Chine et la Grande-Bretagne ont échangé, lundi 27 mai, à Pékin, les instruments de ratification de la déclaration sino-britannique sur l'avenir de Hongkong après 1997, date du retour de la colonie britannique sous la souveraineté de la Chine. M. Zhou Nan, vice-ministre des affaires étrangères, et Sir Richard Evans, ambassadeur de Grande-Bretagne à Pékin, ont procédé à la signature du protocole attestant l'échange des instruments de ratification en présence du ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, et du conseiller pour les affaires de Hongkong et de Macao, M. Ji Pengfei. La signature de ce texte entraîne la mise en vigueur au 27 mai 1985 de la déclaration conjointe par laquelle Pékin le 28 septembre 1984 et les deux premiers ministres, M^{rs} Margaret Thatcher et M. Zhao Ziyang, ont ratifié par les Parlements chinois et britannique. - (AFP.)

Mauritanie

• **RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA LIBYE.** - Le nouvel ambassadeur libyen à Nouakchott, M. Nasser Abbas Othmane, a été accueilli, jeudi 23 mai, par le ministre mauritanien des affaires étrangères, le lieutenant-colonel Ahmed Ould Minnihi, a annoncé, samedi 25 mai, Radio-Nouakchott. La Mauritanie avait rompu ses relations avec la Libye en 1984, après avoir accusé Tripoli d'être le financer des mouvements étudiants cherchant à déstabiliser le gouvernement de l'époque (*le Monde* du 28 avril 1984). - (Reuters.)

[An note d'après la Mauritanie avait rompu ses relations diplomatiques avec la Libye, le 13 août 1984.]

Pakistan

• **DES DÉPUTÉS DEMANDENT LA LEVEE DE LA LOI MARTIALE.** - Trois députés de la nouvelle Assemblée nationale ont interrompu, dimanche 26 mai, le débat général pour demander la levée immédiate de la loi martiale, ainsi que le rétablissement des libertés démocratiques. Le premier ministre, M. Jinnah, a constitué une commission chargée d'étudier le problème. D'autre part, de violentes émeutes ont eu lieu samedi à Karachi. Les manifestants protestaient contre les fréquentes coupures d'électricité et d'eau dans la grande métropole méridionale. (AFP, Reuters.)

Philippines

• **RECRUESCENCE DE LA GUÉRILLA.** - Douze soldats ont été tués et cinq autres blessés lors de l'attaque, dimanche 26 mai, d'un poste militaire par des rebelles communistes, a annoncé, lundi, un porte-parole de l'armée, en précisant que cent cinquante guérilleros de la Nouvelle Armée populaire (NAP) avaient occupé la caserne d'Alibella, à 50 kilomètres au sud de Bacolod (centre des Philippines) et qu'ils avaient pris la fuite à bord de trois canoas après s'être emparés de lances-grenades, de fusils et de dizaines de caisses de munitions. D'autre part, selon *The Bulletin*, quotidien de Manille, une attaque de la guérilla contre la ville de Cebu, à 360 kilomètres au nord de Manille, aurait fait, vendredi, quatre morts, dont huit soldats. - (AFP, Reuters.)

AFRIQUE

Soudan

Création d'un cabinet régional unifié pour le Sud

Khartoum (AFP). - Un cabinet régional unifié sud-soudanais composé de sept membres représentant les trois provinces du Sud, a été formé samedi 25 mai au Soudan. Ce cabinet sera présidé par le Conseil supérieur exécutif de transition (CSET), dirigé par le général de division James Loro Ciriso et formé le 21 avril dernier par le général Abdel Rahmane Seward al-Dahab.

Le général Seward al-Dahab, président du conseil militaire de transition (CMT, au pouvoir), avait décidé la réapplication des accords d'Addis-Abeba signés en 1972. Ces accords accordaient l'autonomie au Soudan du Sud, peuplé en majorité de chrétiens et d'animistes. Les gouverneurs militaires nommés à la tête des trois anciennes régions sudistes (Equatoria, Haut-Nil, et Bahr-El-Ghazal), membres du CSET, seront néanmoins maintenus dans leurs fonctions administratives, indiquent-on de même source.

Les trois anciennes « régions » du Sud, rebaptisées « zones administratives », auront chacune un haut commissaire pour l'administration, les finances et les services. Le colonel John Garang, dirigeant de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), opposition armée au Soudan du Sud, a pour sa part rejeté dimanche tout accord avec le nouveau gouvernement militaire de Khartoum et appelé les Soudanais à poursuivre la lutte jusqu'à « victoire complète ».

Dans un discours, transmis par la radio des opposants basée au Soudan du Sud, le colonel Garang a ajouté que la junte dirigée par le général Abdel Rahmane Seward al-Dahab - qui a renversé l'ex-président Gaafar Nimeiry le 6 avril dernier - n'avait pas l'intention de rendre le pouvoir au peuple ou d'organiser des élections.

Il a demandé à tous les secteurs de la société soudanaise de participer à la « lutte révolutionnaire » menée par l'APLS et son aile politique, le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) - pour une société démocratique - non seulement au Soudan du Sud, mais, a-t-il déclaré, dans l'ensemble du pays.

Dissolution de la Compagnie nationale des pétroles

D'autre part, le gouvernement a abrogé l'accord de création de la Compagnie nationale soudanaise des pétroles (NOCS), qui constituait, selon lui, un « monument de corruption politique, administrative et financière ».

Cet accord avait été conclu en septembre dernier, sous le régime du président Nimeiry, entre Khartoum et la société internationale Sigma, propriété d'un homme d'affaires saoudien, M. Adnan Khasoggi. La NOCS devait s'occuper de prospection, de pompage, d'exploitation, de distribution et d'importation de pétrole au Soudan.

Si cette société avait entamé ses activités, « beaucoup d'argent serait allé dans les poches d'un petit groupe de gens corrompus, qui ont accepté de travailler avec des agents internationaux qui sont notoirement mercenaires et corrompus », affirme une déclaration jointe au décret d'abrogation publié par le président du conseil militaire de transition (CMT), le général Abdel Rahmane Seward al-Dahab. Selon la déclaration du CMT, l'accord prévoyait que la NOCS serait exonérée d'impôts, de droits de douane, et que ses échanges avec l'étranger ne feraient pas l'objet de contrôles.

150 من الأصل

DÉFENSE

LE DÉPART EN PATROUILLE DE « L'INFLEXIBLE »

« La dissuasion nucléaire a encore de longues années devant elle »
affirme M. Mitterrand

De notre envoyé spécial

Brest. — Le président de la République a célébré un grand-messe du nucléaire en assistant, samedi 25 mai, à l'île-Longue, dans le goulet de Brest, au départ du sous-marin stratégique lance-missiles l'Inflexible pour sa première patrouille opérationnelle de deux mois et demi au fond des océans. Depuis janvier 1972, date de la sortie inaugurale du Redoutable, le premier sous-marin de la série, c'est la cent cinquante-neuvième patrouille opérationnelle de la force océanique stratégique. Mais cette fois-ci, l'Inflexible emporte dans ses flancs seize missiles d'un nouveau modèle, le M-4, avec six charges thermonucléaires à trajectoire indépendante, et décalées dans le temps ou dans l'espace. En souhaitant « bonne chance » à l'équipage, M. Mitterrand a salué « cette merveille de la technique qui exige des qualités exceptionnelles des hommes et des matériels ».

Pour cette grande messe, tout avait été réuni. Des mesures exceptionnelles de sécurité avec des commandos marines à terre, des pagers de combat sur leurs canots pneumatiques en mer, des gendarmes du GIGN en uniforme et en civil pour les invités, y compris devant la porte du mess où le chef de l'Etat a déjeuné. Une remise de décorations, sur fond de décor de la pointe des Espagnols, à vingt-six personnalités

dont huit civiles, qui ont contribué à la mise en point de l'Inflexible, sans oublier la photographie de famille devant le kiosque du sous-marin, avec le président de la République entouré de ses principaux chefs militaires les actuels comme les prochains. « La défense d'un pays coûte cher », a expliqué M. Mitterrand, sans répondre véritablement à une question sur le prix du sous-marin, mais la sécurité d'un pays est un bien précieux ».

On fait difficilement mieux, a convenu le chef de l'Etat en rendant hommage à l'équipage, « constitué de gens remarquables », et aux matériels, « tous de fabrication française ». Invité à préciser s'il donnerait l'ordre à l'Inflexible de tirer ses missiles, M. Mitterrand a expliqué : « Cela fait partie de ma mission, s'il le faut, bien entendu. On ne peut pas diriger un pays sans accepter les obligations que cela implique ». Reconnaissant qu'il fallait consentir « des ajustements constants à la technique », le président de la République a ajouté : « La dissuasion repose sur les sous-marins nucléaires et elle a encore de longues années devant elle ».

Ce sont ces propos qui ont marqué sans doute le temps fort de la liturgie nucléaire de l'île-Longue, comme si M. Mitterrand, en présidant cette cérémonie, avait souhaité, à en croire son propre entourage, rappeler l'attachement de la France à une défense fondée sur la dissuasion, alors que les Etats-Unis donnent l'impression de vouloir changer de registre en évoquant la perspective d'un bouclier spatial contre les missiles adverses. L'impression d'autant plus fallacieuse, constate un conseiller de l'Elysée, que le budget nucléaire américain pour les années à venir reste florissant, malgré les restrictions décidées par le Congrès, et il n'a aucune mesure avec les quelques milliards de dollars prévus pour la défense spatiale.

Une « soudure »
d'un demi-siècle

« L'effort global de la France pour sa défense, a commenté le chef de l'Etat, est considérable. D'autres pays l'ont assumé, il est à continuer, et nous nous efforçons de rendre complémentaires les différents moyens dont nous disposons. Défense spatiale et dissuasion nucléaire sont-elles simultanément à

la portée de la France ? C'est tout le problème, répond M. Mitterrand : un problème qui exige la réflexion de tous ceux qui ont voix au chapitre. De mon point de vue, la stratégie sera nécessairement spatiale durant le siècle prochain. Mais il faudra attendre plusieurs décennies pour que ce soit opérationnel. Ce qu'on appellera la « soudure » entre les différentes stratégies peut représenter un demi-siècle, et moi je suis comptable d'un élément dans ce demi-siècle », a conclu le chef de l'Etat.

Pour mieux marquer encore son choix favorable pour l'instant à la dissuasion nucléaire, le président de la République a tenu à rappeler qu'il avait été décidé de mettre en service, en 1994, un septième sous-marin nucléaire, qui sera plus perfectionné, et qui permettra « de rendre plus mobile l'ensemble de notre flotte », en portant à quatre « ce qui est un objectif désirable » : le nombre des sous-marins en patrouille permanente en mer. Au moment où l'Inflexible s'est enfoncé dans les océans, le Redoutable était « au garage », comme disent les marins, à la base de l'île-Longue pour changer son cœur nucléaire et subir un carénage, tandis que le Tonnant entrerait à l'arsenal de Cherbourg pour être modernisé et accueillir lui aussi les missiles M-4. L'indomptable, le Foudroyant et le Terrible assureraient alors la dissuasion.

JACQUES ISNARD.

TÉMOIGNAGE

Salut à « l'Inflexible » !

par YVON BOURGES (*)

L'ancien ministre de la défense, M. Yvon Bourges, qui a contribué au lancement de l'Inflexible, décide à l'automne 1974, explique ci-dessous les divers épisodes du programme qui devait permettre la réalisation du premier sous-marin français capable de tirer des missiles M-4 à six têtes thermonucléaires.

La décision de réaliser l'Inflexible avec les armes M-4 fut sans doute, pour la défense nationale, une des plus importantes du septennat de M. Giscard d'Estaing. A l'automne 1974, le conseil des ministres avait décidé le lancement d'un sixième sous-marin nucléaire lance-missiles (SNLE) du même type que le Redoutable, doté d'un système d'armes M-20 équipant les cinq SNLE précédents (SNLE emportant seize fusées dont chacune pouvait d'une arme nucléaire). Ce sous-marin devait être en service en 1983. Quelques mois après ma nomination au ministère de la défense, je signalai la décision donnant à ce sous-marin son nom : l'Inflexible.

A la fin de 1975, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) indiquait être en mesure de pouvoir, dans délai d'un à deux ans, réaliser un nouveau système d'armes

nucléaires stratégiques : fusée à la portée notablement accrue et dotée de plusieurs armes nucléaires miniaturisées pouvant être échelonnées dans le temps et, sans doute aussi, réparties dans l'espace, c'est-à-dire un système d'armes équivalant à celui qui équipe les forces sous-marines stratégiques des Etats-Unis et de l'URSS.

Il s'agit là d'un progrès qualitatif d'une portée considérable.

La crédibilité de la dissuasion nucléaire repose sur l'importance du dommage que l'agresseur ne peut accepter de subir : avec ce développement, le dommage causé par chaque sous-marin allait connaître une progression considérable et la valeur de dissuasion de la force océanique stratégique (FOST) prendrait une dimension décisive. Il était du plus grand intérêt de disposer le plus vite possible d'un SNLE avec ce système d'armes.

Les crédits budgétaires dont nous disposions ne permettaient pas de réaliser un sixième SNLE-M 20 et un SNLE avec des armes M-4, pas plus qu'il n'était possible de retirer du service un des quatre SNLE en activité pour modifier son armement. Aussi fut-il décidé d'interrom-

pre la construction de l'Inflexible sur le modèle des SNLE de première génération.

Retard

Cette décision fut mal comprise et créa, au sein même de la majorité, des réactions défavorables, compréhensibles dans la mesure où il n'était pas possible d'exposer publiquement les raisons et les espoirs qui l'avaient entraînée.

Les études cependant se poursuivaient avec ardeur tant au CEA qu'à la délégation générale à l'armement. A la suite du conseil de défense du 24 novembre 1977, la décision pouvait intervenir de reprendre en 1978 la construction de l'Inflexible sur des bases nouvelles tant en ce qui concerne ses fusées à trois étages et à portée allongée (plus de 4 000 kilomètres) que les six charges thermonucléaires à trajectoire individuelle et à large espace. Les systèmes de navigation, de détection, de protection, étaient améliorés.

Sans doute, ce sixième SNLE est admis au service avec un retard de (*) Sénateur RPR d'Ille-et-Vilaine, ancien ministre de la défense.

deux années par rapport au projet de 1974, mais les avantages de ce SNLE de nouveau type sont tels qu'on ne saurait le regretter.

Il était également prévu que les SNLE le Terrible, le Foudroyant, l'Indomptable et le Tonnant seraient à leur tour transformés et équipés de fusées et armes nucléaires M-4 entre 1985 et la fin de 1990. Chaque transformation devrait durer dix-huit mois.

Malheureusement, le gel des crédits militaires à leur niveau de 1982 pour toute la durée de la loi de programmation militaire et les exigences financières de certaines mesures de réorganisation ne permettent pas de disposer des moyens nécessaires à la réalisation de cette modernisation. C'est ainsi que le budget 1985 nous a révélé que la transformation du Tonnant s'effectuerait en trois ans et non plus en dix-huit mois. Si ce rythme devait être également celui des transformations à venir, c'est au-delà du milieu de la prochaine décennie que le Terrible (entré en service en 1980) serait transformé. L'on ne peut que s'interroger sur la cohérence technique et financière de ce programme avec le projet de lancement pour 1985 d'un SNLE de troisième génération.

EN BREF

Le vice-président de la chambre de commerce du Jura écroulé pour banqueroute. — M. Michel Journet, PDG des Maisons Journet (fabrique de demeures en bois), a été écroulé, le 24 mai, après avoir été inculpé d'infraction à la législation sur les sociétés commerciales, de banqueroute, de faux et usage de faux. M. Michel Journet est aussi vice-président de la chambre de commerce du Jura. L'épouse du PDG, inculpée de complicité, a également été écroulée.

Quatre attentats à l'explosif en Corse. — Dans la nuit du 25 au 26 mai, deux attentats à l'explosif ont été commis dans le centre de Bastia, visant les bureaux de la Caisse d'épargne et de prévoyance et ceux d'un huissier de justice. Au cours de la même nuit, une explosion d'origine criminelle a entièrement détruit le véhicule d'un député.

Le vice-président de la chambre de commerce du Jura écroulé pour banqueroute.

Un quatrième attentat, dans la nuit du 26 au 27 mai, a provoqué d'importants dégâts dans un magasin de meubles à Biguglia (Haute-Corse).

RECTIFICATIF. — Dans nos éditions datées 26-27 mai, une erreur de transmission a déformé les propos de M. Pierre Joxe devant le congrès du Syndicat des commissaires de police. La phrase suivante n'était pas une citation du ministre de l'Intérieur mais un résumé en substance de ses propos : « Ne vous attardez pas aux « incidents », à ces « faits divers » vous opposant aux gardiens, aux inspecteurs et à leurs syndicats ». De même, ce ne sont pas des « informations » dont M. Joxe parlait à propos de la modernisation de la police, mais de l'informatic.

LA NOUVELLE-CALÉDONIE

fait partie de la République française et possède déjà son autonomie. Certains Mélanésiens déclarent qu'ils ont été créés, mais tous les pays ont été créés et notre malheureux Hexagone des dizaines de fois, en premier lieu par les Romains, les Français, les Normands. De moins avons-nous été assez intelligents pour les garder. Selon ces Mélanésiens il ne pourrait y avoir de France qu'avec nous pour nous seuls. Au-dessous des Américains (avec les Indes) et les Australiens vivent en pays conquis. D'autre part, le problème racial n'est qu'une grosse imposture car le monde entier sait qu'il n'y a jamais existé une difficulté dans l'ensemble des Français (de la Réunion). Tout cela n'est qu'une habile machination menée au profit de deux agitateurs professionnels et soutenus par les Australiens et les puissances rivales dans le but d'arriver à la France de l'Océan Pacifique. Il est temps que la France se réveille et que nous comprenions le malin plan pour contourner le mariage officiel et cette pseudo-difficulté qui nous ont déjà fait tout de mal. Tout cela coïncide avec l'été de la désagrégation territoriale de la France, désagrégation lente mais sûre (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Corse, Bretagne, Pays basque...) voir le livre :

LA FRANCE TROISIÈME SUPERPUISSANCE
de François de Preuil
(356 pages, 70 F franco)
49500 NUEL-SUR-LAYON

RELIGION

Les vingt-huit cardinaux « créés » par Jean-Paul II
sont invités à la prudence

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise, le consistoire au cours duquel Jean-Paul II a « créé » les vingt-huit cardinaux, dont les noms avaient été annoncés le 24 avril, a eu lieu non dans la salle des audiences, mais sur la place Saint-Pierre baignée du soleil de midi, samedi 2 mai.

Face à quelque vingt mille personnes rassemblées sur la place Saint-Pierre, Jean-Paul II a tenu à souligner les « persécutions » dont l'Eglise est toujours victime et la nécessité pour les nouveaux cardinaux d'être « fidèles à leur devoir jusqu'à l'effusion de leur sang, selon l'antique formule que symbolise de manière précise et expressive la couleur pourpre de leur insigne ».

Les nouveaux cardinaux, a déclaré le pape, devront avoir « la prudence du serpent et la simplicité de la colombe », et ils ne devront pas « se faire d'illusions sur l'accueil qui leur sera réservé : ils seront contredits et parfois même objet de persécutions ».

Les propos de Jean-Paul II ont une portée autre que rhétorique : parmi les nouveaux prélats, figurent en effet l'archevêque de Santiago du Chili, Mgr Fresno Larraín, et celui de Managua, Mgr Obando Y. Bravo, qui ont déjà été menacés. Il y avait aussi Mgr Myroslav Lubachovsky, chef spirituel en exil des catholiques d'Ukraine ; Mgr Henryk Gulbinowicz, connu comme un partisan de la fermeté à l'égard du régime du général Jaruzelski, ainsi qu'un cardinal tchécoslovaque, Mgr Tomko, et un Philippin, Mgr Vidal.

Deux Français figurent parmi les nouveaux cardinaux, Mgr Albert Decourtray et Mgr Paul Poupard, dont nous publions ci-dessous l'interview.

Une société d'incroyants ne peut se passer de croire
nous déclare le cardinal Poupard

Le cardinal Poupard dresse un tableau de l'incroyance dans le monde moderne, à partir d'une enquête menée récemment par le secrétariat pour les non-croyants sur l'athéisme et l'indifférence religieuse.

Le problème de l'indifférence religieuse déborde les frontières du christianisme, car il s'inscrit dans un processus plus large de sécularisation des valeurs dans la société de cette fin de siècle. Quel est l'enseignement que vous tirez de la récente enquête entreprise par le secrétariat pour les non-croyants ?

« L'Eglise n'est pas la seule intéressée par la montée de l'indifférence dans le monde, mais elle a essentiellement une mission évangélique, à partir de la parole reçue de Jésus-Christ : prêcher la bonne nouvelle à toutes les nations et tous les hommes. Cette tâche pastorale est au centre des préoccupations ecclésiales, et l'athéisme et l'indifférence apparaissent comme le grand défi de notre époque, problème lancinant de la sécularisation, de l'agnosticisme tranquille, sorte d'insensibilité spirituelle qui rend les consciences imperméables à la lumière et à la beauté de l'Evangile. »

La sécularisation des valeurs dans la société actuelle touche non seulement la foi chrétienne, mais toute croyance spirituelle. La psychologie collective semble s'être enfermée dans un cadre où les valeurs matérielles, comme celles de la consommation facile, de l'hédonisme, du plaisir individualiste, l'emportent sur les valeurs de générosité, de communion avec le vrai, le service gratuit, la contemplation du beau, l'amour des pauvres et des petits. N'est-il pas caractéristique qu'une notion aussi centrale, dans toute la tradition chrétienne, que la charité soit pratiquement bannie du langage courant ?

Même dérive en ce qui concerne la vérité : qui, aujourd'hui, se fait le défenseur de la vérité dans les rapports humains, la communication entre les peuples ? Les valeurs montantes à la bourse culturelle sont celles de l'individualisme, du pragmatisme et de l'éclectisme qui tendent à dominer la culture spontanée, superficielle, véhiculée par les médias. La publicité et les courants qui nous emportent, presque à notre insu, vers une sécularisation du spirituel tout court.

Transcendance et éthique ne peuvent être impunément dissociés. Si l'homme n'a plus de raisons décisives de vivre et de choisir son projet d'existence parmi d'autres, quelle règle peut-il se donner à lui-même, sinon une sorte d'opportunisme moral qui dirige les vertus traditionnelles, autrefois hautement respectées, comme la loyauté, la fidélité aux engagements, la générosité à servir le bien de la cité, l'amour de la patrie ?

Quel enseignement en tirer ? J'en vois deux. D'abord le devoir pour l'Eglise de se faire l'avocat de l'homme, car c'est le substrat humain, dans ses dimensions morales et spirituelles, qui est atteint aujourd'hui. Il faut, par une approche nouvelle, sensibiliser les hommes et les femmes d'aujourd'hui à leur dignité fondamentale, irréductible à une simple parcelle de la nature ou à un élément anonyme de la société, à leur capacité d'aimer vraiment, de chercher la vérité, de s'ouvrir au transcendant, de contempler le beau, de donner sans partage.

Jean-Paul II l'a exprimé avec force, à l'UNESCO, le 2 juin 1980 : « Il faut aimer l'homme pour lui-même, sans autre prétexte, uniquement parce qu'il est homme. » Une deuxième ligne d'action : l'Eglise, de par sa mission, ne peut pas pas évangéliser, attendre que justice soit faite partout, ou qu'un travail préliminaire d'humanisation soit accompli, pour annoncer l'Evangile. Sans l'imposer à aucune culture, aucun groupe, ou personne — rappelez-vous le décret conciliaire sur la liberté religieuse, — à tous elle témoigne du secret qui lui est confié depuis deux mille ans, et qui est une bonne nouvelle pour l'homme.

Comment se manifeste l'indifférence religieuse dans les sociétés à dominante islamique ou bouddhiste ?

La caractéristique de ces sociétés traditionnelles est que culture et religion y sont intimement associées. Or, dans la mesure où elles sont pénétrees par la sécularisation venant de l'Occident, elles sont profondément affectées, non seulement dans leur système éducatif ou dans leurs universités, — à tous ello témoignent du secret qui lui est confié depuis deux mille ans, et qui est une bonne nouvelle pour l'homme. — mais dans leur culture elle-même. Comment se manifeste l'indifférence religieuse dans les sociétés à dominante islamique ou bouddhiste ?

« Et, dans le monde développé, dans les pays de l'Est ou en Afrique, comment se manifeste cette indifférence religieuse ? »

« Le concile Vatican II a bien vu que l'athéisme, l'agnosticisme, est devenu un fait de culture, une mise en sommeil de la conscience à certaines valeurs. Une perte de confiance de l'homme dans sa propre humanité, un obscurcissement de la distinction fondamentale, entre le bien et le mal. »

L'Afrique demeure fondamentalement religieuse. Mais nos correspondants perçoivent le début d'un processus de sécularisation, avec la tentation du sécularisme déshumanisant, à travers l'influence de la ville et des médias, de l'école et de l'université. Quant aux pays où l'athéisme est au pouvoir, une nouvelle génération de croyants se lève.

On constate pourtant, en Occident du moins, une inquiétude diffuse qui entraîne une nouvelle quête du sacré...

Assurément, notre temps connaît une nouvelle quête du sacré. Car une société d'incroyants ne peut se passer de croire. Les réponses de nos correspondants sont, sur ce point, unanimes, mais ils insistent sur son caractère ambigu. En effet, regardant du côté de l'Ésotisme ou s'enthousiasmant pour les vieilles gnoses, d'autres cherchent une intégration dans des communautés plus ou moins exotiques, ou se soumettent à des « gourous » qui proposent de les introduire dans des mystères prometteurs de connaissances transcendentes, etc. D'autres adhèrent à des groupements révolutionnaires, plus ou moins subversifs, d'autres cherchent quelque « révélation » dans la drogue ou d'autres substituts de remplacement qui détruisent le psychisme et le corps.

Mais une quête religieuse authentique se dessine aussi à l'intérieur de l'Eglise, surtout parmi les jeunes : des groupes de plus en plus nombreux cherchent à approfondir leur foi, découvrent la valeur de la prière personnelle et communautaire, aiment prendre la route pour des lieux de pèlerinage ou participer à de grands rassemblements religieux. Les saines connaissances nouvelles actualité. Beaucoup de jeunes ressentent aujourd'hui confusément ce que disait Gabriel Marcel : « Sans le mystère, la vie serait irrespirable ».

Propos recueillis par PHILIPPE PONS.

Dans l'attente d'un effort spatial européen

En affirmant que la stratégie sera nécessairement spatiale dans une cinquantaine d'années et qu'il était responsable pour la sécurité de la France d'une partie de ce demi-siècle, M. Mitterrand a voulu signifier, samedi 25 mai à l'île-Longue, devant l'Inflexible que dissuasion nucléaire et défense spatiale ne s'excluent pas, mais qu'elles étaient complémentaires dans la tâche, c'est-à-dire qu'il ne fallait pas abandonner l'une pour préparer l'autre.

En d'autres termes, ce n'est pas parce que les Etats-Unis accentuent leurs recherches dans la « guerre des étoiles » qu'il faut que la France baisse les bras en ne perfectionnant pas son arsenal nucléaire. Du reste, observe-t-on à l'Elysée, les Américains eux-mêmes conduisent de front le développement de leurs deux dissuasions.

La déclaration du chef de l'Etat confirme des propos précédents de son ministre de la défense, M. Charles Hernu, qui, récemment, à l'Institut des hautes études de défense nationale, indiquait comment la France entendait à sa manière organiser un effort spatial dans l'intérêt des Européens.

Cet effort spatial n'a pas besoin d'être totalement à l'image de celui des Américains pour la raison que l'Europe a sans doute d'autres ambitions stratégiques.

En particulier, la gouvernance française se montre très

préoccupé de maintenir dans l'espace une présence technologique et militaire qui soit le marque même de l'Europe et à propos de laquelle il soit établi que les Européens ont leurs propres moyens d'observer, d'écouter et de communiquer en toute autonomie opérationnelle.

S'il devait y avoir une défense spatiale de l'Europe, c'est probablement d'un point de vue pacifique, à partir de la capacité du continent européen à mettre en œuvre des satellites de reconnaissance, des satellites d'écoute et des satellites de télécommunications. Avec l'espoir de disposer ainsi d'un réseau autonome de commandement, de contrôle et de communication, qui sera demain la forme la plus élaborée pour un gouvernement de conserver en permanence la maîtrise de ses forces militaires.

C'est aussi en ce sens qu'il faut comprendre — au travers du projet Euréka — l'insistance de la France auprès de ses alliés européens pour qu'ils ne laissent pas à d'autres le soin de se maintenir à niveau de tout ce qui touche à l'électronique et à l'informatic, par exemple les structures de recherche dont les « retombées » à terme sont autant civiles que militaires. En attendant, la France n'attend pas découvrir sa garde, et elle confie à l'Inflexible et aux sous-marins qui l'ont précédé la mission de continuer à la protéger.

J. L.

Calmann-Lévy

L'élargissement de la CEE

ESPAGNE : le plus grand vignoble du monde

(Suite de la page 9.)

Pour des raisons économiques, mais qualitatives aussi, les alcools de vin de la Manche intéressent les grands producteurs de Jerez, de brandy et de gin. Il y a donc fort à parier que l'ensemble des productions viticoles bénéficieront de l'appareil commercial de ces grands groupes.

L'Espagne n'a pas attendu l'élargissement de la CEE pour être une puissance exportatrice de vins. Elle vient, après l'Italie et la France, au troisième rang mondial. Le fait d'être à la porte de l'Europe ne l'a pas empêchée de représenter, avec le Portugal, 8 % des achats de vins par la Communauté, notamment des pays du Nord, où se met en place une industrie de transformation qui déplace les zones de concurrence.

Les vins espagnols sont présents aussi dans les pays tiers, notamment en URSS, en Suisse et aux États-Unis, où pourtant leur part sur le marché des vins de table a diminué de 15 % à 6 %, faute d'une politique commerciale appropriée, reconnait-on à Madrid. L'adhésion donnera aux productions viticoles espagnoles un

accès plus large à ces marchés, d'abord pour le vin (avec peut-être le danger d'une résurgence de la pratique des coupages en Europe), puis pour les vins d'appellation en bouteille (2).

C'est là que se situe pour les producteurs du Midi le véritable danger. Si l'on admet que la production espagnole n'augmentera pas considérablement et que les circuits commerciaux, pour le blanc surtout, sont déjà établis, la concurrence s'exercera sur des appellations aux contours mal définis, et dont le sort n'a d'ailleurs pas été réglé avec précision par l'accord européen sur les « petits vins de qualité ».

Entre 8 et 12 francs

« Le consommateur de la CEE va trouver des appellations d'origine contrôlée (AOC) espagnoles correctes entre 8 F et 12 F la bouteille. Pourquoi s'en priverait-il ? », prédit un producteur français. Le coût de revient est en effet nettement moins élevé : les charges de main-d'œuvre seraient quatre fois moindres dans la Manche qu'en France, selon certaines

sources. Toutefois, d'après un officiel espagnol, les charges ne sont aujourd'hui inférieures que de 20 % et elles s'aligneront en cinq ou six ans.

En réalité, le danger de la concurrence espagnole dépendra dans le domaine viticole de la politique agricole que mèneront les autorités madrilènes. Le vin ne représente en Espagne que 5 % de la valeur de la production agricole totale contre 9 % en France et en Italie. Ce n'est pas, au plan économique, un secteur essentiel, mais il pose, dans les régions où les reconversions sont difficiles, un problème social. C'est le cas de la Manche, où la rudesse du climat ne laisse pas espérer de rendements céréaliers supérieurs à 15 quintaux par hectare, mais où, avec de l'eau, des cultures comme le trèfle, le melon ou la betterave seront plus rentables que la vigne.

L'Espagne importe 13 % à 14 % de ses achats totaux en produits agricoles et cherchera à réduire cette ponction. Comme les autres pays européens, elle s'efforcera de réduire la charge des distillations, préférant sans doute user du budget communautaire pour moderniser les secteurs déficitaires. Mais elle peut aussi conforter des exportations, plus sans doute sur les pays tiers que sur l'Europe elle-même. Quelques investissements, comme celui réalisé avec le concours de la Communauté autonome d'Andalousie, y suffiraient.

On peut alors prédire qu'il n'y aura pas un raz de marée de vins espagnols déferlant par-dessus les Pyrénées, mais une compétition plus sévère sur le marché des vins de prix moyens, qui est celui du bordelais générique. Là s'est aussi fondée toute la politique d'amélioration du vignoble en France, notamment dans le Languedoc-Roussillon.

JACQUES GRALL.

(2) Entre 1971 et 1981, les exportations espagnoles de vin en vrac ont représenté 8,5 % du marché néerlandais, 20 % du marché suédois, 25 % du marché danois, 27 % du marché suisse ; en bouteilles, le poids relatif s'établit à 1,7 % en Allemagne fédérale, 2,5 % aux Pays-Bas, 2,7 % au Danemark, 13 % au Royaume-Uni, 20 % en Suède, 27 % en Suisse, 1,5 % aux États-Unis, 3 % au Canada.

En vrac

La cave coopérative Virgen de las Vinas, à Tomelloso, au cœur du vignoble de la Manche, est la plus grande d'Espagne et pail-à-trà d'Europe. Sa construction fut achevée en 1968. Vinifiant le raisin de 1 800 vigneronnes qui, dans treize villages, cultivent 28 000 hectares de vigne, elle produit 700 000 hectolitres de vin.

Une petite partie est mise en bouteille pour le marché espagnol. La plus grosse volume est vendu en vrac à des négociants, notamment à la société Vinimar, une filiale de Campo-Frio — une des plus grosses saisonnières espagnoles — elle-même filiale du géant de l'agro-alimentaire américain Bêatrice-Food. Son activité a progressé de 25 % en 1984, où elle a

commercialisé 120 000 hectolitres de vin de la Manche en vrac à 60 000 hectolitres en bouteille, dont 70 % à l'exportation, notamment vers les Pays-Bas.

« Nous sommes des producteurs, pas des négociants », explique le président de la coopérative. « La chaîne de commercialisation est trop faible, cela ne nous incite pas à faire de gros efforts pour augmenter les rendements. Quant à replanter des vignes jeunes, la rentabilité actuelle est insuffisante. »

« Nous préférons nous orienter vers les melons ou les betteraves à sucre. Le nombre d'adhérents à la coopérative ne diminue pas, le nombre des hectares de vigne, oui. »



CHINE

Des industriels ébahis

Paul Quilès
et des hommes
d'affaires français
redressent
des « coups
mal partis »

La Chine est devenue l'acheteur le plus coriace de la planète. Depuis qu'elle a fait savoir qu'elle était décidée à rattraper son retard économique et technologique avec le concours des autres nations, le monde entier se presse à sa porte pour lui offrir usines, avions, hôtels, métros, boissons gazeuses, stations de sports d'hiver, etc. Pensez ! Un pays qui paie rubis sur l'ongle des milliards de francs. Un marché d'un milliard d'hommes à donner le vertige aux services de marketing les plus blasés. Et Pékin la Rouge qui invite les Chinois à s'enrichir et à penser au profit !

Après les Japonais et les Américains, les Français ont constaté que la Chine s'était éveillée. Ils rattrapent leur retard en multipliant les missions ministérielles : quatorze membres du gouvernement de M. Fabius n'ont-ils pas prévu d'imiter, en 1985, Marco Polo ? Parmi ces visiteurs, M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, s'est signalé, du 3 au 11 mai, par une activité commerciale débordante pour placer la technologie française.

Même s'il ne déteste rien tant que jouer les VRP, il a servi de poisson-pilote à une quarantaine d'hommes d'affaires venus vanter leurs produits ferroviaires et leurs métros. L'accompagnement aussi la fine fleur du génie civil, du bâtiment et des travaux publics, des hôteliers et même deux architectes, MM. Boffill et Charpentier.

Tous ont fait connaissance avec les règles du jeu commercial impitoyable en vigueur dans l'Empire du Milieu. Pas question, en effet, de lui vendre des biens et des services et de repartir en emportant son bénéfice. La Chine demande à ceux qui prétendent devenir ses fournisseurs de transférer leur technologie, autrement dit de lui apprendre à les concurrencer un jour et elle exige que l'usine achetée serve d'abord à l'exportation. Pour couronner le tout, elle oblige ses futurs interlocuteurs chinois à signer des protocoles de coopération commerciale, c'est-à-dire des sociétés où elle apporte seulement le terrain, à charge pour la firme étrangère de trouver le capital nécessaire à la vie de l'entreprise.

Dans la suite de M. Quilès, ces perspectives suscitent des réactions diverses. On trouve d'abord les industriels déjà implantés et qui savent de l'expérience que M. Franck Vaingendroy, directeur de la division matériel ferroviaire d'Alstom-Atlantique, mène les derniers marchandages consécutifs à la commande de cent cinquante locomotives électriques doubles — 2,6 milliards de francs — passée le mois dernier par le ministre chinois des chemins de fer (le Monde du 28 mars). Aujourd'hui, son partenaire aimerait que ces locomotives intègrent des produits chinois, par exemple des essieux et des batteries. Pour un prix et une qualité convenables, le constructeur se laissera d'autant plus aisément convaincre qu'une nouvelle centaine de locomotives pourrait être achetée un jour...

En toute complicité, M. Jean-Philippe Bernard, directeur de la coopération internationale à la SNCF, discute avec le ministère des chemins de fer pour élaborer un programme de formation des conducteurs desdites locomotives et pour concevoir les établissements d'entretien. Ne pas oublier surtout qu'il faudra signalisation, aiguillages tout de suite après les motrices...

Deux brasseries
et un parc de loisirs

Autre heureux, M. Poullain, directeur général de la société Space, qui signe un contrat pour la création d'une société de 100 millions de dollars (950 millions de francs) de capital. Celle-ci créera vingt-huit restaurants fast food dans les capitales provinciales, un restaurant français et un hôtel à Pékin, un supermarché, deux brasseries, et un centre national alimentaire pour aider la République populaire à maîtriser les techniques de la conservation et de la distribution.

Tout le monde n'en est pas rendu là. Certains sont tout interdits par les perspectives que leurs interlocuteurs chinois font miroiter. Ils n'ont encore aucun contrat en poche. C'est le cas de M. Roger Godino, PDG de la société des Ares, le négociant pour l'installation d'une station de sports d'hiver en Mandchourie,

à Mao-Tié-Lin. Trois mille, quatre mille lits pour attirer les Japonais et entraîner les équipes de ski chinoises. 600 millions de francs à trouver.

Voilà qu'à Shanghai le responsable du tourisme lui parle de projets gigantesques pouvant atteindre 250 millions de dollars (2,3 milliards de francs), et comportant une base nautique, un jardin botanique, un centre de remise en forme pour les cadres, la rénovation d'un vieux village datant de l'époque Ming, mille chambres d'hôtel, et un immense parc de loisirs capable de recevoir cinquante mille personnes par jour. Surtout pas un Disneyland, mais un parc d'attractions composé par tiers de Chine ancienne, de Chine actuelle, et de Chine de demain. M. Godino travaille à un montage financier pour ne pas rater le coche comme dans le cas du projet des tombeaux Ming, près de Pékin, où il n'a pas cru au golf, et au stade de neige. Les Japonais viennent d'être chargés de ces réalisations.

M. Pierre Marion, président d'Aéroports de Paris, est ébahi des bouleversements qu'il constate dans la mentalité chinoise. S'il fait le compte des marchés que pourraient valoir à l'industrie française des contrats d'ingénierie obtenus par son établissement, il arrive à un total de 12 milliards de francs : aéroport de Xining, situé à 1 600 kilomètres au nord-ouest de Pékin, dont l'étude de faisabilité est achevée ; aéroport de Shenzhen, près de Hongkong à construire sur la mer ; aéroport de Canton à agrandir ; aéroport de Shanghai. Il aimerait que les « crédits-protocoles » financés les études d'Aéroports de Paris et lui permettent de faire une percée.

D'autres affichent leur perplexité. Par exemple, M. Frédéric Pascal, PDG de la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts (SCIC), s'interroge sur les perspectives de coopération immobilière. Les Chinois savent parfaitement construire. Il est donc inutile de leur proposer une aide en la matière. En revanche, la SCIC pourrait leur éviter les erreurs d'urbanisme qu'elle a commises en région parisienne dans les années 60. Elle pourrait également leur conseiller des matériaux, voire des fabricants de matériaux. Elle sait réaliser une programmation hospitalière, et connaît l'hôtellerie. La SCIC se propose donc comme maître d'ouvrage de certaines opérations, car il faut participer à la révolution économique que vit la Chine. Reste que l'activité de conseil n'est pas rémunérée, et qu'on connaît mal les règles juridiques qui président à la vie économique et sociale.

Un métro pour Shanghai ?

Les banquiers en poste à Pékin ou à Hongkong manifestent une réserve similaire. Un décret du 2 avril dernier les autorise à ouvrir des succursales ou des filiales dans les quatre « zones économiques spéciales », à condition d'apporter 14 millions de dollars (130 millions de francs) pour chaque création. M. Jean-Claude Gruffin, directeur général d'Indosuez à Hongkong, se demande si cet investissement important sera rentable, puisque les nouveaux établissements se verraient interdire la clientèle des « corporations » chinoises. Seules les sociétés communes leur seraient accessibles.

M. Paul Quilès aimerait dissiper ces réticences. « Je suis frappé de l'évolution des idées des chefs d'entreprise qui m'accompagnent, dit-il. Au début, ils étaient sceptiques et abordaient le marché chinois avec méfiance. Beaucoup d'entre eux sont venus me dire ensuite qu'ils avaient étudié des dossiers intéressants. Ils conservent le réflexe de demander une aide financière au gouvernement français. Je leur ai conseillé d'aller chercher l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire notamment à Hongkong, pour investir en République populaire. Je suis très satisfait de ce

voyage : j'ai pu ouvrir des portes aux industriels français. Grâce à ce travail d'équipe, nous avons donné une bonne image de la France et nous avons redressé des coups mal partis. »

Au rang des coups mal partis figure le métro de Shanghai. Avec ses treize millions d'habitants, cette métropole souffre d'encombrements chroniques de la circulation. Ses responsables ont décidé de consacrer 3,5 milliards de francs à la construction d'une ligne de métro nord-sud de 13,6 km, comportant douze stations. Malgré le travail d'approche de la société Interfrail, les Français semblaient distancés par les Britanniques grâce aux propositions de Mass Transit Railways Corporation, gestionnaire du métro de Hongkong.

Le ministre français a donc développé une contre-offensive en remettant à la municipalité de Shanghai un embryon d'étude globale de transports et en lui offrant l'envoi d'une mission d'experts. L'astuce consiste à mettre dans le même dossier le métro, pour lequel il sera difficile de trouver des financements internationaux, et l'équipement du port de commerce, auquel la Banque mondiale est prête à consentir des crédits. Le maire de Shanghai n'a pas dit non.

Au terme d'une semaine de voyage de Pékin à Hongkong, en passant par Shanghai et Canton, la délégation française a amassé à l'évidence plus de questions que de réponses sur l'immense marché chinois. Quelle procédure, retiendra la loi sur les facilités de préparation ? Pourquoi les usines de la zone de Shenzhen ne disposent-elles pas d'électricité en quantité suffisante ? En cas de divergences de vues, de la Banque de Chine ou de la China International Trust and Investment Corporation, spécialisée dans les investissements ? Le marché peut-il prendre de l'ampleur, comme dans l'île de Hainan, où des milliers de voitures seraient importées illégalement ?

Deux questions essentielles se retrouvent dans toutes les têtes étrangères : la Chine restera-t-elle marxiste ? Ne risque-t-elle pas de se réformer d'autant plus brutalement qu'elle contrôle mal la modernisation en cours ?

ALAIN FAUJAS.

ISRAËL : des fruits et des légumes très politiques

(Suite de la page 9.)

Les agrumiculteurs se reconver-tissent depuis une bonne dizaine d'années. La concurrence espagnole est, déjà, trop forte, la rentabilité insuffisante. Ainsi le kibboutz de Gaash au nord de Tel-Aviv, fondé en 1951, s'est-il réorienté vers les avocats (400 tonnes, dont 350 à l'exportation) en attendant de cultiver le coton. Avec les fraises qui ont aussi remplacé des oranges, mais dont la production (15 000 à 20 000 tonnes) est déjà stabilisée, le coton est une spéculation du présent.

Pour faire vivre les cent cinquante familles du kibboutz, la culture ne suffit plus. Une fabrique de lampes a été créée, qui déjà assure les deux tiers des 20 millions de dollars du total des ventes. Afin de résister à la concurrence, la diversification s'opère au sein de la famille des agrumes elle-même. Ainsi se développent le minéola, un hybride de pamplemousse et de tangerine ; le temple, un hybride de tangerine et d'orange.

Dans cette course à la valeur ajoutée, l'industrie alimentaire ne reste pas en arrière. La société Pardess Citrus, le premier fabricant de jus d'agrumes et de tomates (200 000 tonnes de fruits frais déssés par an), prépare des spécialités « sur mesure » pour les grandes des boissons, tels Evian, Pampryl ou Volvic.

Devant la concurrence forcée livrée par le Brésil, sur un marché des jus concentrés devenu international en dix ans, la firme est contrainte à l'innovation technologique et y parvient. Avec une gamme de 420 produits, l'invention d'un conditionnement en fûts de 210 litres — unique au monde — des expéditions de pur jus surgelés en sac plastique, Pardess Citrus a décuplé son chiffre d'affaires à l'exportation en dix ans : 3,2 millions de dollars en 1974, 35 millions en 1984.

Israël craint pour ses succès, suivant à la loupe les nouvelles plantations réalisées en Espagne. Avec les producteurs de l'Europe des Dix, Israël jouait la carte des exportations hors saison pour ne pas concurren-

cer les producteurs européens. Dans l'Europe des Douze, le respect de ce pacte de non-agression sera plus difficile.

L'inquiétude tient à deux raisons au moins : pour Madrid, les frais d'approche sont moins élevés et les prix des produits à l'exportation pourraient être abaissés. Avec les ressources communautaires, les producteurs espagnols pourront moderniser leurs équipements, mieux rentabiliser leurs exploitations par la hausse des prix intérieurs et, dès lors, baisser les « prix marginaux » à l'exportation. Or les produits des pays tiers comme Israël, pour pénétrer dans la Communauté, doivent respecter un prix de référence (prix minimum, applicable durant les périodes de production concurrente, au-dessous duquel aucune importation ne peut se faire).

Le cinquième quartier
de l'orange

Les craintes du petit pays au fond de la Méditerranée qui réussit à vendre du vin à la France, de la sauce tomate à l'Italie et qui a ingéré à « investir » sur le cinquième quartier de l'orange », paraissent économiquement justifiées. La Communauté économique européenne absorbe les deux tiers de ses exportations agricoles. Les États-Unis aussi sont acheteurs, mais fort éloignés.

Des pays de l'Est avec lesquels sont passés des accords de troc, il ne reste que la Roumanie et la Yougoslavie. Du moins officiellement, car avec les autres, cela se passe « sous la table ». Les pays arabes ignorent ou feignent d'ignorer, que certaines importations en provenance d'Europe ont une origine israélienne. Même s'il est contourné, le boycottage est sévère.

C'est pour ces raisons qu'Israël s'efforce à négocier avec l'Europe un accord préférentiel, qui garantirait à ses produits agricoles un accès privilégié sur le marché de la Communauté. L'accord de 1975 passé avec la CEE, portant surtout sur les produits industriels, ne prenait en compte, que les agrumes

frais et les avocats. Du fait de sa diversification, Israël aimerait aujourd'hui que cet accord s'intéresse aussi à des produits nouveaux, comme les fleurs.

Toutefois, les appréhensions israéliennes sont aussi politiques qu'économiques. Les exportations agro-alimentaires représentaient 21 % des exportations totales en 1975, et seulement 16 % en 1983 (soit 820 millions de dollars). Mais, moins importantes dans la balance commerciale, elles continuent d'avoir un poids idéologique certain.

D'abord, l'agriculture permet de tenir le territoire : occuper le terrain quand il est assiégé et contesté est une nécessité première. Ensuite l'Etat s'est construit sur le retour à la terre : les kibboutzim, même à la population, demeurent à la fois le symbole de la construction israélienne. Enfin, une bonne part des industries de transformation est contrôlée par la puissance centrale syndicale Histadrout.

Aussi, nombre d'interlocuteurs rencontrés considèrent-ils les importations par l'Europe de produits israéliens comme un devoir vis-à-vis du peuple juif. « Nous ne comprenons pas comment les Français, nous disait l'un d'eux, acceptent la concurrence capitaliste de l'Espagne, où s'investissent aujourd'hui les capitaux arabes et américains, et refusent de soutenir les revendications d'Israël. »

Pour appuyer ces revendications, Israël pourrait faire front commun avec les pays méditerranéens qui auront aussi à souffrir de l'élargissement. Un front commun entre, Israël, la Tunisie et le Maroc est-il réaliste ? Tel-Aviv, à depuis peu, déclenche une offensive diplomatique de grande envergure, avec notamment la visite du chef de l'Etat à l'Assemblée européenne. De même que dans l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, la dimension politique était prédominante, de même les négociations entre l'Europe et Israël ne peuvent se résumer à une simple affaire de concurrence commerciale.

J. G.

1350 من الاموال

La chronique de Paul Fabra

Un village heureux

DANS l'allocution qu'il a prononcée le 20 mai dernier pour fêter le quarantième anniversaire de la prise de fonctions du maire d'Yvoire, Paul Jacquier (élu et réélu à l'unanimité six fois de suite), le commissaire de la République de la Haute-Savoie, Michel Gillard, a parlé de la « longue période de développement économique » de cette petite commune dont le nombre d'habitants (environ trois cent cinquante) n'a guère varié depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Quoique appliquée à un simple mais très beau village, que les touristes qualifient parfois spontanément de « Saint-Paul-de-Vence de la rive française du lac Léman », l'appréciation n'est pas trop forte.

En l'espace d'une génération et demie, Yvoire a subi de remarquables transformations, les conditions de vie y ont changé du tout au tout : faute de quoi, on peut être sûr que les descendants des douze familles de pêcheurs et des trente-deux familles d'agriculteurs, sans oublier celles du menuisier, du maréchal-ferrant, du boucher, du bûcher, des deux marchands de poisson, des deux épiciers et des modestes propriétaires des sept bistrotiers alors ouverts toute l'année — qui vivaient là en 1945, pour la plupart à l'abri des vieux remparts percés de deux portes monumentales, — auraient depuis longtemps abandonné leur lieu de naissance. Mais Yvoire n'a été ni déserté par ses enfants ni racheté par des bourgeois ou des artistes vrais ou faux venus de l'extérieur.

Le village et son château du quatorzième siècle, qu'habite toujours la famille d'Yvoire, jouissent d'une situation exceptionnelle, à l'extrême pointe d'un cap qui marque sur la carte la limite entre le « petit lac » et le « grand lac » : la côte suisse est ici à 5 kilomètres de distance. Le temps n'est pas éloigné où cet intervalle d'eau séparait économi-

quement et socialement deux mondes. L'existence qu'on menait à Yvoire jusqu'au tout début des années 50 avait ses bonheurs, qui renaissent aujourd'hui au cœur de l'hiver, quand il n'y a pas de touristes et que la communauté se reforme autour des diverses associations.

Le souvenir qu'on en a est celui d'une vie empreinte de rudesse et de pauvreté. L'hiver, les enfants marchaient en gelées ou s'accrochaient à la neige et l'été pieds nus au milieu des fumiers amassés devant chaque maison du village, au long des ruelles qui descendaient jusqu'à la place de l'église. On citait en exemple le fils du cantonnier — « une famille de solide tradition laïque pourtant », — qui seul avait pu poursuivre des études grâce à l'appui du clergé. Au dire d'un médecin de la région, la moitié des jeunes de vingt ans avaient leur dentition irrémédiablement abîmée. Les cas de tuberculose n'étaient pas rares parmi eux, qu'on disait élevés à l'air salubre de la campagne. Les premières écoles municipales furent ouvertes en 1956, quand la quasi-totalité des habitations du village n'en possédait pas encore. C'est que le pêche ne rapportait pas gros à Yvoire et qu'en moyenne les revenus des « porteurs de lait » à la fruitière (coopérative de fabrication du fromage) étaient aussi maigres.

Aujourd'hui, tout cela appartient à la mémoire collective. La dernière des vingt-neuf étables intra-muros a disparu il y a une bonne douzaine d'années. Les vieilles portes en plein centre de cas réduits, qui abritaient chacun de trois à cinq vaches plus, quelquefois, un cheval et quelques chèvres, ont été pieusement conservées : elles ouvrent sur des res-

taurants ou des boutiques où l'on vend des souvenirs de qualité diverse. On a bien essayé d'attirer un jeune exploitant pour perpétuer la tradition agricole, mais le projet — on le regrette — a fait long feu. Il n'y a plus un seul pêcheur à plein temps.

Fils de pêcheur lui-même devenu hôtelier dynamique, Paul Jacquier a su pour préoccupation constante de maintenir la population du village. Cela l'a conduit à encourager la conversion au tourisme, devenu l'affaire de tous après avoir été celle de quelques individus clairvoyants. Yvoire est fier d'avoir été désigné comme le village le mieux fleuri de France. Cinq cent mille visiteurs y passent chaque année et beaucoup y reviennent, attirés par la qualité de l'accueil et le charme du lieu, largement préservé, malgré quelques échoppes aussi peu stylées que l'est possible à l'abri de la vue. Les poissons congelés du Danemark et de la Tchécoslovaquie vendus par beaucoup de restaurateurs sous l'appellation de « perches de lac ».

Primauté du politique, on peut douter que cette réussite, dont tous ont plus ou moins profité, ait été possible si le maire, issu des premières élections municipales de la Libération, n'avait su patiemment réconcilier avec lui-même un village dont les divisions idéologiques et religieuses avaient eu des conséquences tragiques pendant les années d'occupation et pendant les mois qui suivirent.

Il est beaucoup question, depuis quelques semaines d'un petit livre publié aux États-Unis sous le titre *The Share Economy* (« l'économie du partage »). Son auteur, Martin L. Weitzman, est professeur à Harvard (Massachusetts Institute of Technology). Chose

rare, la *New York Times* lui a consacré un éditorial qu'il n'a pas hésité à appeler « La meilleure idée depuis Keynes ». Jean Boissonnat en a parlé dans son *Bloc-notes* avec presque autant d'aloges.

La bonne idée développée par Weitzman, de façon du reste partielle, date en réalité de cent soixante-dix ans, et cela ne l'empêche pas, en effet, d'être dans son principe excellente. Elle fait partie de l'appareil conceptuel du grand David Ricardo (1772-1823), le continuateur du très célèbre Adam Smith, mais qui dépasse son maître en force logique. Ricardo lui donne une expression beaucoup plus systématique que Weitzman, qui déroute déjà ses contemporains.

C'est un fait heureux qu'à travers l'épreuve de la crise actuelle les notions redécouvertes comme à tâtons, en tout cas de façon empirique, plusieurs principes fondamentaux de l'économie politique que quelques hommes de génie avaient, à l'aube de la révolution industrielle, su formuler avec une clarté jamais encore surpassée. Certaines de ces idées-forces avaient été comme ensevelies sous les statistiques de la comptabilité nationale qui, comme la langue d'Esope, peuvent servir pour le meilleur et pour le pire. Le pire est ici que l'abondance des chiffres supplée à un raisonnement.

Weitzman préconise de changer les termes de la négociation salariale. Dans les circonstances présentes, la méthode traditionnellement suivie, qui consiste à fixer la rémunération en valeur absolue (temps à l'heure ou au mois, par exemple), risque de provoquer ou de perpétuer le chômage, car le niveau des salaires est aussi largement déterminé

sans tenir compte ni de la conjonction ni de l'évolution de la capacité bénéficiaire de l'entreprise. Un grand pas serait franchi si les partenaires sociaux cherchaient à s'entendre directement sur la répartition de la masse qui reste à partager, une fois payés les fournisseurs, amorti le matériel, etc.

N'est-ce pas ce qui, dans la pratique, se passe déjà au Japon où les salaires sont beaucoup plus flexibles que dans tous les autres pays industrialisés grâce au fait qu'ils sont en partie versés sous forme de bonus variables distribués une ou deux fois par an et dont le montant est calculé en fonction des profits de l'entreprise ? Conséquence : en période de vaches maigres, les firmes nipponnes ne licencient pas mais payent moins.

PARTANT de l'idée que la totalité du revenu était nécessairement partagée entre le salaire et le profit (abstraction faite, ici, de la rente versée aux propriétaires du sol, Ricardo appelait salaire réel la quote-part qui revenait aux travailleurs. Cela pouvait avoir des conséquences propres à heurter l'esprit de ceux qui ne sont pas rompus aux raisonnements économiques. Supposons que, par suite d'une sévère récession, la masse des biens et services produits à se partager vienne à se contracter, par exemple, de 20 %, mais qu'entre-temps la quote-part des salariés s'élève globalement de 80 % à 85 % et celle des capitalistes s'abaisse de 20 % à 15 %. Dans ce cas, les salariés verront leur niveau de vie baisser mais Ricardo dirait que leur salaire réel a monté, indépendamment de leur récession soit au monnaie, soit en pouvoir d'achat. L'avantage du schéma ricardien est de montrer que l'augmentation des salaires n'est pas en soi inflationniste ; si elle est réelle, elle n'a qu'une seule conséquence : réduire la part du profit.

A travers les revues françaises

Qu'en est-il des « emplois McDonald's » ?

Pas de déclin dans l'industrie américaine où en deux ans les emplois ont progressé de 8 % contre 7 % dans les services

par DANIEL VITRY (*)

LES *Annales de l'INSEE* viennent de publier un numéro spécial consacré à « L'économie du déséquilibre ». Ch. Gourieroux, J.-J. Laffont et A. Monfort font le point sur la question dans un article « Économie des modèles d'équilibre avec rationnement : une mise à jour » (1). Les auteurs s'intéressent d'abord au cas d'un marché unique. Le modèle d'un marché fonctionnant avec rationnement se caractérise par le fait que le prix qui explique l'offre et la demande est fixé en dehors du marché, au lieu d'être le résultat du fonctionnement du marché. Face à des séries statistiques de prix et de quantités échangées, il faut donc rechercher s'il s'agit d'un prix d'équilibre ou d'un prix de déséquilibre. L'article cité présente les tests qui permettent de trancher.

Il faut souligner une difficulté particulière rencontrée lors de l'agrégation de plusieurs marchés. Dans ce cas, en effet, il faut envisager la possibilité pour des agents subissant une contrainte de se reporter sur un autre marché. Les effets de report sont la conséquence de l'interdépendance entre les marchés. Les auteurs proposent des modèles qui permettent de passer de l'offre continue du cas où les offres de tous les marchés seraient contraintes au cas où les demandes seraient toutes contraintes. L'équilibre à prix fixe dépend alors, de façon cruciale, de la proportion existant entre les différentes contraintes. Cette partie de l'économie du déséquilibre n'existe pas il y a huit ans.

Le numéro des *Annales de l'INSEE* propose plusieurs cas d'application de l'économie du déséquilibre. En particulier, J.-P. Lambert, M. Lubrano et H. Sneessens présentent un article : « Emploi et chômage en France de 1955 à 1982 : un modèle macroéconomique annuel avec rationnement » (2). Il s'agit d'un modèle à deux marchés, celui des biens et services et celui de l'emploi, et à quatre agents, les entreprises, les ménages, les pouvoirs publics et le reste du monde. Les auteurs supposent que les entreprises font de bonnes prévisions de la demande finale. Les données utilisées étant annuelles, cette hypothèse est raisonnable. Ils supposent aussi que les salaires sont rigides, ce qui a pour effet d'empêcher l'ajustement *a priori* de l'offre et de la demande de travail : il y a donc rationnement d'un côté ou de l'autre. Ils supposent enfin que les déséquilibres sur le marché des biens et services se résolvent pas comme sur les marchés traditionnels en équi-

bre, mais par une modification de la durée du travail ou de l'utilisation des équipements, ainsi que par des mouvements d'importations, d'exportations et de stocks.

Sur le marché du travail, l'emploi observé est déterminé par la plus petite des trois quantités suivantes : l'offre de travail par les travailleurs, la demande de travail par les entreprises qui ne subissent pas les contraintes de capacité de production, l'emploi potentiel de court terme déterminé par les capacités de production compte tenu des coûts d'ajustement. On retrouve ainsi à peu près les situations d'inflation contenue, de chômage keynésien et de chômage classique. L'une des originalités du modèle est qu'il permet la présence simultanée des trois types de chômage sur différents micromarchés, évitant ainsi la critique faite à certains modèles de basculer entièrement d'un type de chômage dans l'autre.

Les résultats portent sur la France des années 1955 à 1982. Pour les deux tiers des années en cause, le chômage keynésien apparaît comme dominant. Le régime d'inflation contenue tend à voir son importance décroître en longue période, alors qu'au contraire le chômage de type classique voit son importance augmenter, au moins jusqu'en 1975. Ainsi, en 1968 le chômage était keynésien à 56 %, classique à 25 % et de type inflation contenue à 19 %. En 1982, il était keynésien à 71 %, classique à 28 % et de type inflation contenue pour 1 % seulement. L'importance du chômage keynésien ne doit cependant pas laisser croire qu'une politique de relance le réduit facilement : cela provient de la faiblesse des capacités de production exogènes. Les auteurs estiment qu'en 1982 le chômage, quoique keynésien à 71 %, ne pouvait baisser au mieux que de trois points par la relance.

Le tertiaire américain

Certains estiment que la reprise économique américaine actuelle, qui a commencé en novembre 1982, se traduit surtout par la création d'emplois tertiaires non qualifiés et instables. Pour faire image, on a parlé des « emplois McDonald's », du nom de la célèbre chaîne de restauration rapide, où les emplois non qualifiés à fort taux de rotation sont très nombreux. Claude Vimont a publié, dans les *Chroniques d'actualité de la SEDEIS*, une étude, « La reprise de l'emploi aux États-

Unis : quels enseignements en tirer », qui permet de faire le point (3).

De novembre 1982 à octobre 1984, l'emploi salarié non agricole a augmenté de 6,3 millions de personnes. L'emploi dans l'industrie (25,5 millions de personnes en octobre 1984) est encore à 300 000 unités en dessous du niveau d'octobre 1981, après être passé par un creux de 23,7 millions en octobre 1982. De deux ans l'emploi a augmenté de 7,7 % dans l'industrie, la construction et les mines, contre 6,9 % dans les services privés et publics. L'emploi a de nouveau baissé en 1984 dans des secteurs traditionnels comme le textile, l'habillement et le cuir. Il a continué à baisser dans la production des dérivés du pétrole : au contraire, il a repris dans les secteurs liés au bâtiment et dans l'automobile, où cependant le chômage reste élevé.

L'emploi a également augmenté dans les secteurs des nouvelles technologies, mais, en nombre d'emplois créés, l'informatique et autre bureautique ne représentent pas des chiffres considérables. Tout cela signifie que le secteur industriel n'est pas à l'évidence voué à un déclin inéluctable, ce qui va à l'encontre des idées reçues actuelles. Du côté des services, l'expansion est générale, mais les effectifs des administrations n'ont que très peu augmenté, passant de 16 à 16,2 millions de personnes en quatre ans. Enfin signalons que le nombre des individus à leur compte a fortement progressé.

Les résultats de l'étude par profession sont inattendus. Les emplois de niveau supérieur ont toujours progressé, même pendant la crise de 1981-1982 : depuis la reprise de novembre 1982, l'augmentation est de 4 % par an. Les techniciens et employés ont connu une progression moins enviable, puisque la croissance n'est que de 3 %. La crise a surtout touché l'emploi ouvrier, en particulier l'emploi non qualifié. Pour les ouvriers non qualifiés, la baisse a été de 20 % entre 1980 et 1982 ;

Les auteurs utilisent le modèle ICARE, qui est le modèle trimesiel de l'économie française de l'INSEE, dans lequel ils remplacent l'équation des salaires habituelle par une équation où le taux de salaire est déterminé par une norme salariale, par la variation prévue de la productivité du travail et par un coefficient de rattrapage de la dérive de la norme par rapport à l'inflation. Ils peuvent ainsi faire des simulations sur la période 1985-1988.

Que se passe-t-il en cas de baisse de 5 % du prix du pétrole ? L'inflation mondiale baisse de près d'un point et les exportations de la France augmentent en moyenne annuelle de 1,3 %. Le taux de l'inflation française baisse plus avec des salaires indexés qu'avec des salaires déterminés par une norme sans rattrapage, et l'indexation des salaires est plus favorable au taux de marge brute des entreprises. Au contraire, la croissance est plus forte lorsqu'il n'y a pas d'indexation et le chômage recule deux fois plus.

Que se passe-t-il si le taux normal de TVA augmente de deux points ? Cette mesure affecte les prix de détail, mais pas les prix à la production. En l'absence d'indexation, les pertes de pouvoir d'achat qui résultent de la mesure détériorent l'activité économique, mais l'inflation n'est pas stimulée. En définitive, le taux d'inflation est beaucoup plus élevé avec l'indexation, et la baisse des marges brutes des entreprises est beaucoup plus forte. Les auteurs concluent que le remplacement proposé de l'indexation par une norme *a priori* de progression des salaires est un instrument efficace de lutte contre l'inflation... en période d'inflation.

Dans son article de la *Revue économique*, « L'indexation des salaires : une optique de stabilisation macroéconomique », Patrick Artus aborde la question de l'indexation de façon un peu différente (5). Il recherche en effet le degré optimal de l'indexation, c'est-à-dire celui qui permet de stabiliser le plus les fluctuations dues à des chocs exogènes. L'auteur utilise un modèle d'une économie ouverte dont il s'est déjà servi pour analyser la spirale prix-salaires-changement dans les économies industrielles.

Cette fois-ci, il étudie ce qui se passe en fonction de chocs exogènes portant sur l'offre de monnaie, le taux d'intérêt étranger et la demande étrangère, le prix des matières premières ou celui des produits concurrents, enfin la demande publique. Il recherche alors ce qui se produit en fonction

de l'objectif à stabiliser, qui peut être la production, le solde extérieur ou les prix intérieurs. Les estimations sont faites pour trois pays : la France, la RFA et le Royaume-Uni. Remarquons que l'indexation est à peu près inexistante en RFA.

Si l'objectif à stabiliser est la suite de l'un des six chocs exogènes indiqués ci-dessus est la production, une très forte indexation, allant de 91 à 100 %, est la meilleure protection dans les trois pays, sauf dans le cas du Royaume-Uni lorsque le choc provient du taux d'intérêt étranger ou des prix étrangers.

Si les prix intérieurs sont l'objectif à stabiliser, les résultats sont assez différents. Dans le cas de la France, c'est l'absence totale d'indexation qui permet le mieux d'atteindre l'objectif, quelle que soit l'origine du choc. Au Royaume-Uni, il en est de même, sauf si le choc provient du taux d'intérêt étranger ; dans ce cas une indexation à 25 % est optimale. En RFA, au contraire, c'est une indexation à 100 % qui permet le mieux de stabiliser les prix, sauf si le choc est d'origine monétaire.

Si l'objectif visé est la stabilisation du solde commercial, les résultats sont très variables en fonction du pays considéré et de l'origine du choc. Dans le cas de la France, une très forte indexation permet d'atteindre l'objectif si le choc provient du taux d'intérêt ou des prix des concurrents ; pour tous les autres chocs, c'est au contraire l'absence de toute indexation qui stabilise le mieux les prix. Mais en RFA une indexation très forte est optimale dans cinq cas de chocs sur six. L'indexation est donc un instrument puissant à utiliser avec prudence.

(1) Christian Gourieroux, Jean-Jacques Laffont, Alain Monfort : « Économie des modèles d'équilibre avec rationnement : une mise à jour », *Annales de l'INSEE*, n° 55/56.

(2) Jean-Pierre Lambert, Michel Lubrano, Henry R. Sneessens : « Emploi et chômage en France de 1955 à 1982 : un modèle macroéconomique annuel avec rationnement », *Annales de l'INSEE*, n° 55/56.

(3) Claude Vimont : « La reprise de l'emploi aux États-Unis : quels enseignements en tirer », *Chroniques d'actualité de la SEDEIS*, 15 mars 1985.

(4) Moncef Kaabi et François Le Peltier : « Réflexions sur la détermination des salaires », *Revue de l'INSEE*, n° 7, février 1985.

(5) Patrick Artus : « L'indexation des salaires : une optique de stabilisation macroéconomique », *Revue économique*, n° 2, mars 1985.

(*) Professeur à l'université de Paris.

MÉDECINE

LA 38^e ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Vaincre la «cécité» des rivières

De notre correspondant

Genève. — Les travaux de la 38^e Assemblée mondiale de la santé se sont terminés en laissant planer l'impression que le générique objectif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : « La santé pour tous en l'an 2000 », risquait fort de demeurer du domaine de l'utopie. Car, sur le plan sanitaire, nombre de pays parmi les plus pauvres, au lieu d'enregistrer des progrès, sont en nette régression. Le docteur Surjaningrat (Indonésie), qui présidait la réunion, a rappelé que, « tandis que la crise en Afrique nous affecte tous profondément, des centaines de millions de personnes en Asie, en Amérique latine, en vérité dans tous les pays du monde, vivent dans des conditions socio-économiques inacceptables, négligées et délaissées des ressources de base les plus élémentaires pour les soins de santé... » Il ressort des débats que, face à un tel marasme, les États membres de l'OMS devraient avant tout se consacrer à la recherche des mesures permettant de renforcer l'infrastructure des systèmes de prévention primaire.

L'OMS poursuit ses efforts dans ce sens. Ainsi la lutte dans onze pays d'Afrique occidentale contre l'onchocercose (ou cécité des rivières), fléau menaçant quelque trente millions de personnes, qui consiste principalement à supprimer un moustique, la simule (vecteur de cette maladie), a nécessité, entre autres, des épandages hebdomadaires de larvicides biodégradables le long des 18 000 kilomètres de rivières. Les résultats de cette opération sont spectaculaires : 90 % de la zone infectée ont pu être contrôlés, et l'OMS affirme que trois millions d'enfants nés au cours de ces dix dernières années seront épargnés. Cette opération représente un travail gigantesque de l'OMS, qui a mobilisé huit cents professionnels. Cependant, la protection d'un

être humain contre la cécité durant un an revient à moins de 1 dollar. Afin de se rapprocher des objectifs fixés, l'Assemblée a préconisé avec vigueur une meilleure coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les institutions bénévoles, dont la plupart ont fait preuve d'une remarquable efficacité sur le terrain.

« Laissons la politique de côté », a demandé le docteur Halphdan Mabler, directeur général de l'OMS, et cette Assemblée a été, selon le vœu des délégations occidentales, moins utilisée comme tribune politique que celles des années précédentes.

L. V.

Des singes du Kenya seraient porteurs du virus du SIDA. — Des chercheurs de l'Institut kenyan de recherches sur les primates (IPR) ont découvert qu'un singe très répandu au Kenya, le vervet, était porteur, dans 20 % des cas, du virus responsable du SIDA (HTLV III). Sur les cent cinquante primates testés, trente étaient porteurs d'anticorps anti-HTLV III. Ce qui ne signifie pas pour autant que ces singes sont atteints par la maladie. Il y a quelques semaines, le professeur Max Essex (Harvard Medical School, Boston) avait publié des observations similaires (le Monde du 18 avril). S'il est encore prématuré de parler de « réservoir animal » de la maladie, il semble en revanche de plus en plus probable que le virus du SIDA sévise à l'état endémique dans certaines régions d'Afrique.

D'autre part, on apprendait, dimanche 26 mai, que douze personnes étaient décédées, vraisemblablement des suites d'un SIDA, dans la région de Kagera (Tanzanie).

ÉDUCATION

POUR ASSURER LE RENOUVELLEMENT DU PERSONNEL UNIVERSITAIRE

Le ministère crée trois cents emplois d'allocataires

L'université française souffre de nombreux maux. Mais un des plus pernicieux est sans doute l'absence de renouvellement du personnel enseignant. Au recrutement massif opéré dans les années 60 a succédé, depuis 1980, une période où les emplois vacants sont fort rares. Les universitaires constituent un corps jeune : entre 1986 et 1990, à peine 1 % des quelque 44 000 enseignants en fonction prendront leur retraite. Cette situation prive l'enseignement supérieur de sang neuf et décourage les étudiants du troisième cycle de poursuivre leurs recherches.

La succession de périodes de recrutement massif ou trop faible « risque de livrer l'université française dans l'immédiat à l'étranglement et à la dévaluation et à la médiocratie », écrit M. Jean-Louis Quermonne dans une étude sur les personnels universitaires. Il préconisait l'institution d'allocataires semblables à celles mises en place dans les organismes de recherche pour favoriser l'accès des jeunes aux emplois dans l'enseignement supérieur.

Un décret en préparation au secrétariat d'État aux universités reprend en partie cette suggestion. La réforme des carrières universitaires adoptée l'an dernier par le gouvernement définit deux grands corps : les professeurs et les maîtres de conférences (correspondant à l'ancien corps des maîtres-assistants).

En conséquence, il a été décidé de ne plus procéder au recrutement d'assistants, corps qui doit être mis en extinction. Les emplois actuellement vacants d'assistants — environ 560 — doivent être utilisés par le ministère pour accélérer le processus de recrutement de maîtres de conférences, financer le détachement de normaliens dans l'enseignement supérieur et organiser le recrutement d'allocataires de l'enseignement supérieur.

Les allocataires (300 emplois prévus), choisis par les commissions de spécialistes parmi les étudiants de troisième cycle titulaires d'un diplôme d'études approfondies, devraient assurer un enseignement hebdomadaire de six heures. Ces jeunes enseignants, rémunérés comme des assistants, bénéficieraient d'un contrat de trois ans pour préparer leur doctorat et, ainsi, être candidats à des emplois de maîtres de conférences. Les élèves des écoles normales supérieures, qui, eux, sont

fonctionnaires, disposeraient du même service et du même nombre d'années pour obtenir un doctorat et, de la sorte, postuler à un poste de maître.

Ce projet de décret est critiqué par les syndicats, qui, lors d'un comité technique paritaire, ont voté contre. Ils estiment que ces propositions ne permettent pas « une formation pédagogique et scientifique des futurs enseignants chercheurs ». Ils remarquent aussi que tous les allocataires ne pourront obtenir leur doctorat en trois ans et que certains se trouveront ainsi éliminés de l'enseignement supérieur sans disposer de possibilités de réinsertion. Au ministère, les responsables du projet expliquent qu'il s'agit de « mesures limitées dans le temps » qui ne concernent pour l'instant que des disciplines sous-encadrées, comme la technologie et la gestion.

S. B.

Monseigneur Decourtray contre le congé scolaire du samedi. — Le cardinal-archevêque de Lyon, Mgr Albert Decourtray, s'est élevé, dimanche 26 mai, contre le projet de report des cours du samedi matin au mercredi dans les écoles primaires publiques. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, Mgr Decourtray a affirmé que si les catholiques étaient privés du mercredi pour l'enseignement du catéchisme, « ce serait une catastrophe à la fois pour l'éducation religieuse des enfants, pour leur culture tout court, pour le bien du pays ».

Le ministre de l'éducation nationale avait annoncé en novembre 1984 son intention d'autoriser les écoles à transférer les cours du samedi matin au mercredi de façon décentralisée. M. Chevènement a récemment précisé que si une décision devait être prise, elle ne pourrait intervenir avant la rentrée scolaire de 1986 (le Monde du 29 mars).

Bourses de formation à l'OFAJ. — L'Office franco-allemand pour la jeunesse accorde aux animateurs désireux de s'engager dans des actions franco-allemandes des bourses pour suivre des stages intensifs d'allemand de quatre semaines en RFA.

* OFAJ, 6, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris. Tél. : 354-34-04.

INFORMATIONS « SERVICES »

ENVIRONNEMENT — UN RAPPORT SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES INDUSTRIELS

La chimie dans le collimateur

Après deux ans de travaux, le conseil supérieur des installations classées a remis au ministre de l'environnement un rapport sur la prévention des risques industriels. Bien qu'il se termine sur une note optimiste — « au regard des risques qu'alla engendrer l'industrie chimique présente en général un bon niveau de sécurité », ce rapport, rédigé par le général Charles Faruque, ancien chef de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, souligne toutes les insuffisances des dispositions prises pour assurer la sécurité des productions chimiques en France.

Examinant d'ambes l'industrie nucléaire — présentée à cet égard comme un modèle, l'étude souligne que les industriels de la pétrochimie, à commencer par l'Union des chimistes syndicaux de l'industrie du pétrole, ont su mieux que les autres coordonner leurs efforts et les résultats de leurs recherches en matière de sécurité. L'Union des industries chimiques, en revanche, s'emballe devant les fuites de ses secrets de fabrication que celles des gaz toxiques. Seveso, et tout récemment Bhopal, justifient pleinement l'inquiétude.

« L'effet domino »

En matière de prévention, le rapport Faruque montre les limites d'une politique de zones industrielles qui, en concentrant les installations à hauts risques, multiplient les dangers d'accidents en chaîne (« l'effet domino »). Il souligne les dangers d'un urbanisme décentralisé qui permet aux maires de laisser contrôler à proximité d'usines dangereuses, avec ce résultat paradoxal que ce sont les habitants arrivés après la construction de l'usine qui, parfois, réclament sa fermeture.

Le conseil rappelle que, depuis la loi de 1976 et ses décrets d'application (1977),

ROGER CANS.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 29 MAI

« L'Hôtel de Launois », 15 heures, 17, quai d'Anjou.
« Dans les appartements de l'Hôtel de Montmorency », 15 heures, 95, rue du Cherche-Midi.
« Exposition James Tissot au Petit Palais », 16 heures, hall de la gare.
« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, sous l'hermine, sortie métro Richelieu-Drouot (Marion Laguerre).
« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, porte Barbès-Joy.
« Hôtels et jardins du Marais », place des Vosges, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.
« Marais, place des Vosges illuminée », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Filineries).

« Delaunay au Musée d'art moderne », 16 heures, (Ghiuliano Careri).
« Les vieux quartiers de l'île de la Cité, de la place Dauphine à l'enclos du cloître Notre-Dame », 14 h 30, Pont-Neuf, statue d'Henri IV.
« Hôtels et jardins du Marais », place des Vosges, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

« Montmartre, cité d'artistes, ruelles et jardins », 15 heures, métro Abbesses (P.-Y. Jaquet).
« Marais, place des Vosges illuminée », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Filineries).

CONFÉRENCES

MERCREDI 29 MAI

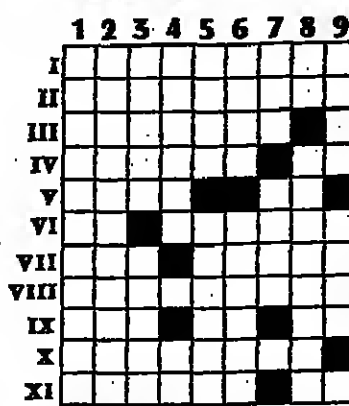
26, rue Bergère, 20 h 30 : « La Kabalah ou tradition cosmique » (J. Baryeh).
1, rue V. Cousin (Bachelard), 19 h 30 : « Pour un monde nouveau » (Martin Gray).
1, bis, rue de Vaugirard, 15 heures : « Terre et ciel ne sont qu'un : en l'homme ».

Sont nommés chevaliers :

MM. Michel Anxioust, Robert Aragon, Arthur Aren, Théophile Andrian, Henri Bagnaud, René Barr, Raymond Bidot, Alfred Binmont, Elie Bonnet, Henri Besson, Julien Brunel, Joseph Carrere, Jean-Baptiste Chauvel, Marc Consalvi, René Coulet, Jean Dartigues-longue, Roger David, Claude Debouze, Prudent Decourtray, Fernand Deleau, Valin Demay, Robert Deleau, Michel Jolif Draouzin, Caliste Gazan, Christian Grénot, Eugène Grimaldi, Jean Houet, Jean-Pierre Hutin, Antoine Labat, Louis Labro, Jean-Baptiste Lafitte, Gustave Leclerc, Henri Malherbe, Henri Mazur, Victor Mettrey, Edouard Mébiche, Mathieu Paccioni, Paul Philippe, Francis Piron, Georges Pizel, Jean Poulain, Fernand Rigal, François Roignant, Patrice Rosta, Serge Viller, André Allaire, Henri Arnold, Germain Baillat, Armand Benad, Georges Bernardeau, Georges Blason, Roger Bougeot, Marcel Braun, Raoul Cathelin-Tellier, M. Germaine Chabot, MM. Louis Chupat, Jean Chaffroux, Paul Chevillard, Jean-Marie Comte, Joseph Cotavoz, Charles Courbe, Charles Damer, Roger Debarre, Augustin Demaret, Maurice Dennyneck, Charles Deponeau, M. Jean Dextrandier, Line Doffmont, MM. Gaston Douriaux, Ardino Feliziani, M. Louis Fouty, Rebecca Gamarow, MM. Paul Garin, Raoul Gautier, Roger Gesch-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3974



HORIZONTALEMENT

1. Elle exerce un métier de tout repos qui offre une situation assise.
11. Peut nous éviter de sales tours.
13. Marque de « fabrication ».
14. Font arriver du liquide. Bon pour accord. — V. Un homme à la mer. Abréviation. — VI. Démontre. Partage la peine des autres.
17. Jamais vieux. Sortait de la poche des citoyens pour remplir celles de Vespasien. — VIII. A donc plus de points communs avec le ros-signal qu'avec le canard. — IX. En Sibérie. Parcelle de vic. Note. — X. Le noir la plus complet. — XI. Peut avoir de bonnes origines mais est toujours de basse extraction. Note.

VERTICALEMENT

1. Ensemble de prises branchées sur la force. — 2. Pour les gens qui ont le goût de l'noiforme. — 3. Course de chevaux. Futur père. — 4. An même endroit. Accord franco-américain. — 5. Certains la cuisinent quand d'autres la mettent au feu. Une véritable profession de foi pour Danton. — 6. L'idéal féminin dans l'ancienne Egypte. Lieu de repos.

pour « L'homme de Java ». — 7. En dit long en faisant parler peu. Fait des crêpes légères. — 8. « Crème » solaire. « Balles » au panier. — 9. Article de « presse ». Donne un genre.

Solution du problème n° 3972

Horizontalement
1. télescope. — II. Eventails. — III. Laine. — IV. Es. — V. Va. Manie. — VI. Irritable. — VII. Sées. Neir. — VIII. Tref. — IX. Odon. Mère. — X. Narines. — XI. Calés. As.

Verticalement

1. Télévision. — 2. Evanes. Das (Fondation de « L'os à Moïse »). — 3. Lei. Rémora. — 4. Ennemis. Nil. — 5. St. AT. Ne. — 6. Ca. Unanimes. — 7. Oll. Tères. — 8. Pil. Elter. — 9. Béal. Entes.

Solution du problème n° 3973

Horizontalement

1. Phallocratie. Aar. — II. Eolienne. Omra. — III. Rut. Partants. — IV. Criminalité. — V. Ove. Oasis. — VI. Larynx. Méduse. — VII. Are. Nodile. — VIII. Tisser. Entente. — IX. Ai. Mori. — X. Ut. Briquetier. — XI. Nos. Ur. Ut. — XII. Tel. CIA. Idrie. — XIII. Carniole. Eus. — XIV. Epée. Rôtisseries. — XV. Tiers. Név. Hère.

Verticalement

1. Percutateur. Cet. — 2. Hour. vari. Tapi. — 3. Altiers. Némé. — 4. Li. Sabotier. — 5. Légionnaire. — 6. On. Naxos. Cor. — 7. Ca. As. Aquilon. — 8. Réplique. Uratic. — 9. Als. Luge. Ur. — 10. Tort. Met. Trière. — 11. En tête. — 12. Aa. Dormeur. Eh. — 13. Agneau. Portière. — 14. Art. Suer. Suer. — 15. Résines. Tapisse.

GUY BROUTY.

LÉGION D'HONNEUR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Est élevé à la dignité de grand-croix : M. Jean Cardot, général de division aérienne.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

MM. Michel Fleurioux, colonel de l'armée de terre ; Denis Jacquin, lieutenant-colonel honoraire de l'armée de terre.
Sont promus commandeurs : MM. Louis Sicoques, Edgard Tupet, Paul Adge, Michel Domenech, Jean Miaville, Raymond Petit, Marie Favre d'Échallieu, M. Eugénie Botton, MM. Marcel Gorse, Edmond Mallet, Gilbert Mérie, Yves Yau.

Sont promus officiers :

MM. Fernand Crevetier, Alphonse Grouard, Félix Liégeois, Raymond Boudin, Raymond Boudet, Albert Buss, Pierre Conilh, M. Jeanne Dardennes, M. Jean Févier, M. Louis Gheunec, MM. Albert Gresser, Pierre Henry, Adrien Bonnaville, Maurice Cormier, Pierre Durand, Justin Feraud, Thomas Fendo, Michel Gofgan, Gaston Kallion, Simon Marie, Marcel Memier, Basile Pettidis, Jean Savart, Jean Verpa, M. Louise Alcan, MM. André Carlot, Robert Faure, M. Barthe Chier, MM. Fernand Lavignot, Louis Leclercq, Joseph Masina, Louis Marin, Louis Meant, Georges Melot, Robert Mondelle, M. Jeannine Kyliki, Jeanne Turquois, MM. Jean-Baptiste Varroux, Jean-Marie Legault.

Sont nommés chevaliers :

MM. Michel Anxioust, Robert Aragon, Arthur Aren, Théophile Andrian, Henri Bagnaud, René Barr, Raymond Bidot, Alfred Binmont, Elie Bonnet, Henri Besson, Julien Brunel, Joseph Carrere, Jean-Baptiste Chauvel, Marc Consalvi, René Coulet, Jean Dartigues-longue, Roger David, Claude Debouze, Prudent Decourtray, Fernand Deleau, Valin Demay, Robert Deleau, Michel Jolif Draouzin, Caliste Gazan, Christian Grénot, Eugène Grimaldi, Jean Houet, Jean-Pierre Hutin, Antoine Labat, Louis Labro, Jean-Baptiste Lafitte, Gustave Leclerc, Henri Malherbe, Henri Mazur, Victor Mettrey, Edouard Mébiche, Mathieu Paccioni, Paul Philippe, Francis Piron, Georges Pizel, Jean Poulain, Fernand Rigal, François Roignant, Patrice Rosta, Serge Viller, André Allaire, Henri Arnold, Germain Baillat, Armand Benad, Georges Bernardeau, Georges Blason, Roger Bougeot, Marcel Braun, Raoul Cathelin-Tellier, M. Germaine Chabot, MM. Louis Chupat, Jean Chaffroux, Paul Chevillard, Jean-Marie Comte, Joseph Cotavoz, Charles Courbe, Charles Damer, Roger Debarre, Augustin Demaret, Maurice Dennyneck, Charles Deponeau, M. Jean Dextrandier, Line Doffmont, MM. Gaston Douriaux, Ardino Feliziani, M. Louis Fouty, Rebecca Gamarow, MM. Paul Garin, Raoul Gautier, Roger Gesch-

leht, M. Simone Gilles, MM. Gilles Guery, Raymond Haller, Noël Hanssaint, M. Marie-Louise Heckinger, M. Louis Hilt, M. Paulette Hordim, MM. Raymond Huard, Roger Imbert, Florian Jager, M. Odette Jarassier, M. Gaston Julliot, M. Jean Lafond, MM. Pierre Leduc, Jacques Leffevre, Edmond Licha, André Mangé, Adeline Marchetto, Emile Maré, Xavier Massé, Antoine Massfelder, Marius Manduech, Jean-Marie Mayet, Jacques Moalic, M. Germaine Morign, MM. Aimé Oberon, Primo Pasquini, M. Madeline Passot, MM. Georges Pagnaire, Maurice Pellat, Marcel Petit, François Pionkowski, Aimé Planchon, M. Anne-Marie Pommerehne, M. Robert Pouchet, M. Augustin Pouchoulin, MM. Enrique Radal, Fernand Ramirez, Joseph Reiner, M. Hélène Rochette, M. Fernand Roman, M. Maud Roman, MM. François Rovina, Georges Saleit, Georges Saray, Louis Serr, Joseph Sorian, Paul Stricker, Mofe Talbot, M. Damia Titonel, MM. Maurice Tronchon, Olivo Visentin, MM. Wachowicz, Robert Weil, Léon Zim-bach, Hubert David, Jean Fillet, Bernard Gillet, Pierre Kuchler, Fernand Lanfranchi, Jean Laporte, Jacques Leclercq, M. Georgeite Martin, MM. Jean Pascheri, André Souquiere, M. Georges Therville, MM. Georges Walkers, Roland Lecomte.

CARNET

Naissances

— Frédérique et Laurent TOUBOL ont la joie d'annoncer la naissance, le 13 mai 1985, de

Décès

— Le général Pierre-Louis Cassou, ses enfants et petits-enfants, M. Claude Cassou et ses enfants.

M. et M^{me} Daniel Roumanoff et leurs enfants, M. et M^{me} Stewart Caldey et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Cassou, et leur fille, M^{me} Evelyn Cassou, M. et M^{me} Georges Cassou, et leur fille, M. Jacques Cassou, ont la douleur de faire part du décès de

Gracia CASSOU, née Cohen,

survenue à Ellet (Israël), le 13 mai 1985, dans sa soixante-dixième année.

L'inhumation a eu lieu au Mont des Oliviers à Jérusalem, le vendredi 17 mai.

Pierre-Louis Cassou, 44, rue de la Filanderie, Paris-16.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de

Bernard BAROKAS,

sa famille et ses amis demandent une pensée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaires spéciaux sur demande

LOTTO N° 21
NATIONAL
TIRAGE DU SAMEDI 25 MAI 1985

5 6 17 27 34 35 45

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 29 MAI 1985 ET SAMEDI 1^{er} JUIN 1985
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
5 BONS N°	1 606 680,00 F
5 BONS N° + complémentaire	98 655,00 F
5 BONS N°	1 068
4 BONS N°	78 277
3 BONS N°	1 781 332
2 BONS N°	150,00 F
1 BON N°	9,00 F

BONUS DU SAMEDI 171 504
3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE : 9,00 F x 2 = 18,00 F

BOULET DE LA LOTTERIE NATIONALE ET DU LOTTO NATIONAL

1550 من المال

culture

LE WEEK-END d'Hervé Guibert

● *Jaune, couleur néfaste* ● *Ivresse du fiasco à la corrida de Nîmes* ● *Folie indispensable pour la feria* ● *Ne jamais courir droit devant le taureau*

« **L**e destin, dit Simon Casas, directeur artistique des scènes de Nîmes, il y a des gens qui ne cessent de le provoquer, de vouloir le connaître. Ils vont consulter des voyantes. Moi, je l'ignore. Mais les signes, aujourd'hui, n'ont de cesse de se manifester, de tomber comme de mauvaises cartes. »

Simon Casas parle avant la corrida : « *Le jaune est une couleur néfaste pour la corrida. Madrid, un jour, l'orchestre a joué en jaune, et trois férocités de suite ont été percées. Vous connaissez la couleur qui fait le sang en jaillissant très haut à ce moment-là. »*

Je fais remarquer à Simon Casas qu'il porte, justement, un costume jaune. « Comment ça va ? s'indigne-t-il. Moutarde, oui. » La cape volera-t-elle dangereusement sous le vent en déviant l'épée ? La nuée ne va-t-elle pas ravigoler à la photo pour imprimer positivement ses nuances, et dont l'absence peut, de même, déformer et inverser les sens de la corrida ?

Ce vendredi après-midi, il n'y aura pas de massacre, mais les demi-tantes rendront les choses plus douloureuses, plus exaspérantes. Le chausson de Vasquez volera dans le sable et il retirera l'autre pour toréer pieds nus. Au moment de se cambrer, le pied en avant, pour pointer l'épée, il ordonnera à l'orchestre, d'un geste princier, le silence. On lui fera un triomphe, mais le président refusera qu'on lui coupe l'oreille du toro.

Un autre torero, semble-t-il, ne veut plus tuer, ne veut plus en être capable, veut devenir pitoyable. Au terme d'une carrière glorieuse à Séville, il a décidé de venir à Nîmes connaître l'ivresse du fiasco, le harnage de la foule, qui, en cette obscurité, le dévante une fois de plus, et le rendra plus sûr de lui. Il se fera un triomphe, mais le président refusera qu'on lui coupe l'oreille du toro.

J'ai demandé à Simon Casas de m'emmener voir l'habillage d'un torero. « Il faut trouver une raison, un objet, quelque chose qui justifie sa présence. Demain il y aura Espartaco. Ce problème, c'est que tu lui ressembles, ça va. »

gérant pour lui de son asile le regarder en train de mettre les bœufs roses et ses fanfaraches. Si... à avec une valise, ça passera beaucoup mieux. » Simon Casas est merveilleusement.

Il s'est pris pour une troupe de cirque, les Zébrés. Certaines nuits, il les héberge dans sa chambre. En réalité, ils sont nés à Nîmes. Ils n'arrivent pas de dépeupler la ville : ils ne veulent pas être connus. On s'appelle le cirque Aigre, ils faisaient jadis et Juliette à un peuple de rats.

Vendredi, le Tout-Nîmes répond à l'invitation. Jean Bouquet, et ce n'est pas le dédale de roulettes et de foins, débouche un nuage d'encens où des oiseaux musicaux, jouant des tromboles tziganes. Des leçons, les bras couleur d'abeilles, exécutent de scouler au curieux les spectres des premiers rangs pour les aider à se tenir. Après un doux et réconfortant massage de toutou, un cheval noir frappe sur eux, chassant sous ses roues le torero enragé et paniqué, qui bondit sur sa poutre et grimpe au mât du chapiteau pour égarer le cheval fou.

Nîmes, pour cette feria, la folie est insensée. On se fait regarder d'un œil noir et on se laisse pas flatter. Une mort dans un trou de bain de foule qui venait de la ville à Séville pour le secret des tambours, il ne faut plus avoir de nuit. Il faut s'évanouir sur le trou et attendre que le soleil, la foule et la ville du lendemain vous réorientent.

A 10 heures, les trompettes reprennent du service. Un coup de canon donne le signal de l'abrivado. On décharge devant les arènes des chars de vieilles Américaines sous la protection de leur faire contempler les splendeurs de l'Antiquité. Les yeux en l'air ou dans leurs jumelles, elles n'ont pas remarqué qu'une foule

de Nîmois levée d'un bon pied gustant leur frayeur, mais derrière des baricades. A peine ont-elles le temps d'entendre le bruit d'une cavalcade qu'un taureau gigantesque force sur elles. C'est un couinement général, stoppé de justesse par une bifurcation.

Le premier conseil qu'on vous donne quand vous arrivez à Nîmes est de ne jamais courir droit devant le taureau, mais de s'agripper pour lui échapper. Espartaco n'est pas fou d'attendre le taureau à genoux dans l'arène, sans rien connaître encore de sa puissance, de sa lâcheté ou de ses ruses ? Quitte à être torero, autant essayer de devenir insensé. Nîmes, il, avec sa jeunesse, met du jeu dans la mise à mort, des sautillonnements d'enfant et des lascivités de pin-up. Espartaco, carrément, tente le diable et se repose d'une passe en prenant appui sur le cornu du taureau.

Dans son livre *Tous toreros*, qui vient de paraître aux éditions Denoël, Simon Casas raconte cette vie étrange de torero, que des superstitions attachent à certains hôtels pas toujours reluisants, et qui vont de ville en ville, d'arène en arène, en Roule ou en Espagne, accompagnés de leurs valets et de leur imprésario, sans autre lien avec le monde. Jeune torero, Simon Casas a abandonné la corrida le soir de sa grande première, de son « alternative », aussi cruelle que la prise d'habit d'une carmélite. Il n'a eu qu'un seul regret : ne pas être un bon torero. Il se trompait peut-être.

Dans l'arrière principale de Nîmes, subsiste, pour quelques semaines encore, la façade archaïque d'un théâtre bâti au dix-neuvième siècle, si splendide imitation de l'art gréco-romain qu'on a fini par le vénérer comme un théâtre antique. Il a brûlé entièrement le jour même où une femme romaine a décidé d'offrir à son fils choriste, dont la candidature avait été refusée, une éternelle vengeance. Aucun architecte n'a jamais réussi à reconstruire un théâtre sur ce lieu pourtant évident. L'espace ras va devenir un musée d'art moderne. La fausse façade antique va être transplantée à la campagne.

H. G.

MUSIQUE

« PELLÉAS ET MÉLISANDE », au Théâtre des Champs-Élysées

Une fraîcheur première

Le Théâtre des Champs-Élysées (en coproduction avec l'Opéra de Paris) présente un *Pelléas et Mélisande* très « naturel » et rafraîchissant, qui nous change agréablement des mises en scène quelque peu prétentieuses de Genève et de Bruxelles ces dernières années, ou même du beau spectacle de Pierre Strömer à Lyon, si intérieur qu'on en venait à perdre le sens original du texte. Il est vrai que la production de Gian Carlo Menotti a près de vingt ans (cf. *le Monde* du 29 juin 1966, à Spolète) et date d'une époque où l'on ne se croyait pas obligé de reconstruire les œuvres. « *Pelléas et Mélisande* sont comme des enfants », dit Menotti, qui oserait aujourd'hui soutenir cette vérité première ?

Le vrai plaisir de cette soirée réside dans une très bonne distribution française : Collette Alliot-Lugaz, voix de source, Mélisande frêle et ravissante, avec tant d'innocence, d'intensité retenue et de sagesse jusqu'à son moment où sa vérité vibrante se dévoile dans la seconde scène au bord de la fontaine ; Jean-Philippe Lafont, qui n'a jamais si bien chanté, Golaud pénétré de tendresse, d'émotion, de brutalité et de remords mêlés ; François Le Roux, un Pelléas d'une grande fraîcheur, dépassé par le drame qui l'entoure, malgré une diction trop syllabique dans une voix qui manque un peu d'étoffe (tous trois sortis de l'Opéra-Studio).

Et puis Pierre Thau, un Arkel plus actif et vibrant que de coutume, en dépit de son apparence de Mathusalem, la toute bonne Geneviève, affublé on ne sait pourquoi du chapeau de Basile, Jean-Louis Soumanis (le médecin) et un petit Yniold qui a l'âge même du rôle.

A ces chanteurs, si totalement investis dans leurs rôles, on souhaiterait une direction d'acteurs plus exigeante qui fasse jaillir derrière l'intrigue le mystère des êtres et leur stature tragique, si profondément inscrits dans la musique. Il est vrai que, si la sonorité de l'Orchestre de l'Opéra est très éblouissante et harmonieuse, la direction de Stefan Soltesz paraît assez hédoniste, un peu molle et languissante par moments ; il accompagne le chant au lieu d'imprimer au drame son intensité, son frémissement, sa force visionnaire.

Dans l'esprit de Debussy

Les décors de Rouben Ter Arutunian ne correspondent peut-être pas guère à notre sensibilité debussyste. Le peintre a sans doute cherché l'accord d'une certaine atmosphère lumineuse avec la musique, délimitant dans l'obscurité, par des boules ou de vastes ovales, des arrières-plans aux couleurs vives ou sombres et aux motifs tourmentés. Mais il a un peu restreint ces visions impressionnistes en datant les éléments décoratifs par un retour au style d'époque symboliste, voire préraphaélite : fontaine à tête de Méduse chevelue, lit de Mélisande en style « soie » et bouche de métro, labyrinthe végétal pour le souterrain, etc., même si la haute tour phosphorescente aux formes vivantes et souples suggérant flammes, cheveux et lierre est d'une réelle beauté.

Un spectacle qui laisse une impression mixte, mais reste dans l'esprit de Debussy.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 27 et 29 mai, 1, 3, 5, 8, 15 et 17 juin, avec, en alternance, Barbara Hendrick (Mélisande) et Laurence Dale (Pelléas).

THÉÂTRE

LES JOURNÉES DU CONSERVATOIRE D'ART DRAMATIQUE

Un biceps et plusieurs masques

Près d'une ruine, dans un sous-bois, un monsieur, écartant des branches, découvre la dame de ses pensées endormie sur « un lit de fourges ». Elle met son plus beau costume, prend le train pour Paris, mais ne trouve pas son lit-neveu dans la foule des candidats.

A poings fermés, elle dort. L'oiseau ne se réveille ni la mettre mal, ce ne serait pas courtois, bien qu'il soit particulièrement enflammé par le spectacle de deux bras nus très blancs dégage le chemise courte.

Il s'éloigne, le cœur se disant :

« Que n'ai-je le droit d'un kiss à ce biceps de neige ? »

Ce vers hardi et écharmant, l'un des rares traits de l'œuvre, noble pièce de Victor Hugo, *Mungeront-ils*, que d'ait fait Hugo n'avait ni édité, ni joué de son vivant.

Il avait laissé un « jet de préface », disant que « le théâtre idéal que tout homme a dans l'esprit ».

Au cours des quatre premières journées de présentation (23 mai) de leurs travaux (25 mai), les étudiants du Conservatoire d'art dramatique (directeur Pierre Vial) ont pu prouver qu'ils n'ont rien de l'impitoyable tout acteur ou herbe est tant la bien-aimée au biceps de neige. C'était Catherine Mauche (dit Hugo) « incandescente », c'était Francesco Tuzio, « feront du chemin sans doute, ils devront être prêtés des plus jolis mais dont vers seront mois farceurs.

Cps déformés

Les étudiants de l'atelier animé par Max Gonzalez ont, quant à eux, présenté un spectacle remarquablement drôle, *Jeu de masques*.

Tous les acteurs étaient masqués du masque classique de cuir brun de la comédie italienne, mais les corps étaient entièrement démasqués, aussi, contrefaits, déformés.

Les scènes étaient, pour la plupart, fondées sur des improvisations.

Une vieille grand-mère Bretonne (Nelly Alard) a pris par

son petit-neveu se présente au concours du Conservatoire. Elle met son plus beau costume, prend le train pour Paris, mais ne trouve pas son lit-neveu dans la foule des candidats.

Un professeur du Conservatoire (Muriel Moyet) est chargé d'enseigner les « onomatopées ». Il parle presque uniquement par onomatopées, personne ne comprend ce qu'il dit, et pourtant il a des grands gestes de « science doctorale ».

Plusieurs étudiants jouent la scène de leur concours d'entrée au Conservatoire (Clotilde Ramondou, Hélène Alexandris, Liz Schlegel) : ils n'ont rien préparé, ne savent pas leur texte, n'ont aucune présence, et, de toute façon, meurent de trouille.

Un élève particulièrement barbaque (Thierry de Carbonnières), improvise le rôle d'un technicien du Conservatoire qui grimpe sur une immense et très mince échelle pour changer la lampe d'un projecteur défaillant.

Toutes ces scènes, et bien d'autres, manifestent un long travail et beaucoup de talent, car le port du masque conduit le comédien à inventer les signes d'un langage sans regard, sans visage, et sans « voix humaine » non plus car la voix humaine normale ne coïncide pas avec l'apparence artificielle du masque. Ainsi l'être entier du comédien devient une invention, une création. Toutes les facultés de l'acteur entrent en jeu.

Ce spectacle, *Jeu de masques*, durait deux heures et semblait avoir pris qu'une dizaine de minutes, tant il fascinait.

Il y a dans tout travail fait avec soin et passion quelque chose d'émouvant, d'encourageant. C'est un réel plaisir de voir les étudiants de l'atelier Gonzalez (et ceux de l'atelier Vial) faire preuve de tant de conscience de leur art. (N'oublions pas, chez Gonzalez, Sylvie Laporte, l'une des meilleures.)

Une seconde session de journées se tiendra du 17 au 19 juin (classes de Michel Bouquet, Jean-Luc Bourré, Daniel Mesguich, Claude Régy).

MICHEL GOURNOT.

EXPOSITIONS

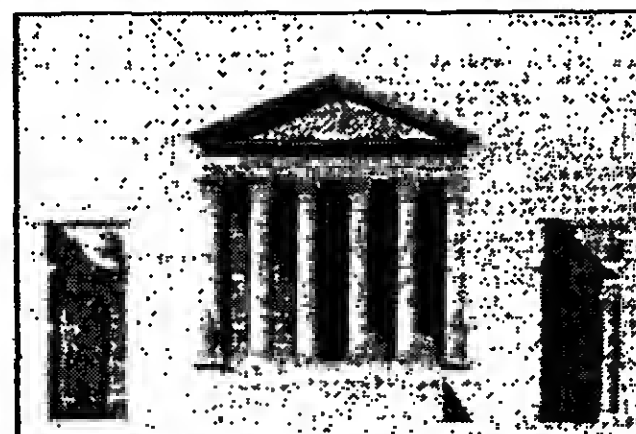
Architectes français à Rome

(Suite de la première page.)

Depuis trois siècles, l'imagination des constructeurs travaillant sur ces ruines, enveloppant d'un paysage grave et poignant (Piranesi) ou les redressant comme par miracle (Soufflot, Desgodets). Les villes se remplissaient d'édifices à colonnes, parce que l'art de bâtir se fondait sur les ordres, sur la rivalité de l'arc

aujourd'hui n'ont aucune peine à déceler les fantasmes du dessinateur.

L'amateur attentif pourra prendre plaisir à identifier les styles des relevés. L'école française a toujours mis sa fierté à la qualité du « rendu ». Beaucoup des planches présentées à Rome sont des chefs-d'œuvre de virtuosité. Aux nuances grises et fines des premiers auteurs



Le temple d'Antonin et Faustine, par Menges (1809).

bien arrondi ou de la plate-bande horizontale. Mais que de partis intéressants on savait en tirer ! La récente publication des prix de Rome, c'est-à-dire des grandes compositions présentées à l'Académie royale au dix-huitième siècle est merveilleusement éloquent (2) : de vastes agencements de portiques et de colonnes à l'antique, développés à propos de n'importe quel programme, constituaient une sorte de trésor professionnel, dont l'écho se fit fatalement sentir dans les études dites de « restauration ». Les historiens d'au-

s'opposent les grandes ombres portées de Lenormand (1850), le pavement blanc décrit par Dutert à la Régia (1873) etc. Bientôt le tour de main des jeunes praticiens conduit au décor de théâtre : le Forum ambulant, scintillant, rouge et brun, de l'Académie (1924) annonce la Rome fascinante et fantomatique de Fellini.

La crise du « système » eut sur un autre plan des conséquences importantes. Dans le climat de la culture néoclassique ou même les maquettes, les modèles réduits en bois,

en stuc, souvent en liège, représentant les édifices antiques. Il y avait à Naples, à Rome, des artisans spécialisés, et ces modèles, à la fin du dix-huitième siècle, étaient diffusés partout.

On a l'écho précis dans le mobilier, dans les décors, où se glissent si souvent des souvenirs des grands arcs de triomphe et des temples, autant que dans l'architecture. Mais les maquettes étaient réunies méthodiquement par des spécialistes intelligents qui, au-delà de la fonction pratique de l'enseignement, concevaient l'idée de réaliser à l'aide de constructions en miniature un véritable musée de l'architecture (3). D'abord dans la galerie de l'Institut de France puis, après 1835, à l'École des beaux-arts fut déposée la collection constituée à cette fin qui, déplacée vers 1860, fut dispersée et définitivement perdue (des vestiges en ont été recueillis au musée de Saint-Germain-en-Laye). Des chefs d'atelier de grande autorité comme Guadet et Moyaux le diront plus tard : il s'agissait de « soustraire aux yeux des élèves » des modèles inutiles. On reconnaît là une démarche légitime, mais dans nos institutions. Une réflexion pédagogique légitime fait éliminer des documents rares, qu'on a le plus grand mal à repérer et à sauver un siècle plus tard. Tant d'occasions manquées pour constituer le grand musée de l'architecture indispensable à la culture moderne !

ANDRÉ CHASTEL.

(2) *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIII^e siècle*, catalogue, présentation par J.M. Pérouse de Montclos. Publication de l'Institut général, éditions Berger-Levrault, 1984.

(3) *Les maquettes d'architecture*, par J.-R. Gaborit, C. Brune et J.-P. Cailler, dans *Revue de l'art* n° 58/59 (1982-1983).

Divorce et réconciliation

Avec ses paysages superposés, ses monuments, ceux de la Rome impériale, ceux de la Rome des papes et des princes, la capitale italienne est plus que toute autre une ville de la mémoire. Aussi contribue-t-elle à créer ce lien sans cesse à reprendre entre le présent et le passé. Deux expositions - l'une à la villa Médicis et à la curie du Forum, l'autre à Paris sur le thème « Archéologie et Projet urbain, Rome et les expériences françaises » (*le Monde* du 18 mai) - sont consacrées, sur des registres différents, à ce rapport de l'homme à son passé.

Celle de Rome esquisse une histoire de l'archéologie à travers l'évolution d'une sensibilité à l'antique. Des vues de Rome de

Piranesi aux envois des architectes pensionnaires à la villa Médicis, le dessin se veut un devoir de rigueur mais aussi une hypothèse. Plus on avance dans le temps et plus architectes et archéologues commencent à se séparer. L'archéologie se constituant peu à peu en discipline autonome.

L'exposition « Archéologie et projet urbain » complète, en quelque sorte celle de Rome. Elle attire en effet l'attention, à partir des expériences romaine et française, sur l'indifférence croissante qui existe désormais entre le vestige et le projet urbain.

Alors que les villes, de la Renaissance au dix-neuvième siècle, ont entrepris des plans privi-

légiés avec leur passé, la spécialisation des savoirs (archéologie d'un côté, architecture et urbanisme de l'autre) a conduit à couper la ville de son patrimoine historique. Le grand projet de la municipalité de Rome de faire disparaître le Via dei Fori Imperiali (ouvert par Mussolini) et de réintégrer la Rome antique dans la Rome moderne est, de ce point de vue, une tentative, sans doute unique au monde par son ampleur, de respect de la mémoire en l'inscrivant dans le présent quotidien d'une ville.

Ph. P.

* Musée national des Thermes de l'hôtel de Clugny, jusqu'au 2 septembre.

CINÉMA

L'amour craque

Le Meilleur de la vie, joli titre pour un film comme esquisse, sans avoir été mené à son terme par le réalisateur Renaud Victor, mais porté par deux comédiens qu'on croit découvrir pour la première fois, Sandrine Bonnaire et Jacques Bonnaffé, Véronique et Adrien, un jeune couple parmi tant d'autres. Véronique poursuit encore ses études, alors qu'Adrien travaille comme petit employé à la SNCF et s'achète souvent.

Véronique aime passionnément Adrien, alors qu'Adrien devient de plus en plus odieux après la naissance d'un enfant. Le malaise, le nervosisme, la haine presque s'installent entre les deux partenaires. Ils se quittent, s'occupent de Marie, le bébé, à tour de rôle. Renaud Victor, oublie le quotidien, le familial, pour s'attacher à suivre le déchirement mutuel des deux partenaires.

Le Meilleur de la vie devient une sorte de documentaire, une analyse clinique de l'échec d'un couple. Une telle démarche exige beaucoup des acteurs, et ceux-ci se mettent à ce point à nu, qu'on éprouve presque de la gêne à observer leur comportement. S'il travaille les caractères, Renaud Victor n'utilise la ville de Nîmes que comme une toile de fond - un décor très beau - auquel il ne cherche pas à rattacher davantage ses personnages. Il s'arrête à mi-chemin de sa recherche. L. M.

Maison des écrivains

UN EXPERT DÉFAVORABLE

Un expert désigné par le tribunal administratif de Paris, à la suite d'une requête présentée par M^{me} Geneviève Dornmann, a déposé son rapport sur les travaux de rénovation de l'Hôtel d'Avejan, au 53, rue de Verneuil, dans le septième arrondissement, qui doit devenir la Maison des écrivains en 1986 (*le Monde* des 8 et 20 février).

D'après la commission municipale du vieux Paris, qui a rendu publiques les conclusions du rapport, une grande partie des travaux serait en infraction avec l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1984 : la démolition des combles de la façade donnant sur la rue de Verneuil, notamment, ainsi que la suppression de certaines cheminées, lames de parquet, serrures, etc. La préfecture de Paris assure cependant que ces travaux « ont été entourés du maximum de précautions ».

COMMUNICATION

LE QUOTIDIEN « L'UNION » (REIMS)
A LA RECHERCHE DE NOUVEAUX PROPRIÉTAIRES

La fin des « douze »

Reims. — C'est fait. La marche inexorable de l'Union, grand quotidien d'information issu de la Résistance, à Reims, vers le dépôt de bilan s'est achevée le 23 mai devant le tribunal de commerce, qui a prononcé le règlement judiciaire de la société. Les douze, sont donc désormais privés du contrôle de la gestion du journal. Les douze, comme les appelent certains jeunes journalistes avec un curieux mélange d'exaspération et de respect, ce sont les représentants des douze associations et partis politiques fondateurs du journal à la libération, ses propriétaires sans partage jusqu'au 23 mai.

Douze associations : six à gauche — dont quatre proches du PCF — et six à droite, si l'on classe à droite le « groupe des indépendants de la Marne », défini comme « modéré » par son président, M. Claude Thionot, l'un des plus gros notaires de la région. Tout au long de l'existence du journal, ce paritarisme a garanti sa scrupuleuse neutralité politique. Mais, les fondateurs vieillissant, ces structures, très particulières ont entravé la gestion de l'entreprise.

Les « douze », par exemple, se sont toujours opposés au déménagement à la périphérie, qui aurait permis de vendre l'immeuble du centre-ville. Alors que son tirage était monté à 160 000 exemplaires, le journal est aujourd'hui retombé à 115 000. La perte d'exploitation s'élève à 30 millions de francs environ.

Le matériel a vieilli. Le coût de la modernisation de l'imprimerie et de l'atelier de composition est aujourd'hui estimé par M. Jean-Pierre Jacquet, gérant, à 60 millions de francs. Les banques, pour financer ces investissements, exigent une augmentation des fonds propres d'environ 25 millions de francs.

De notre envoyé spécial

Trouver de l'argent, très bien, mais où ? Certains des « douze » auraient pu injecter des fonds dans l'entreprise. Mais pas tous : les anciens combattants ne sont pas toujours milliardaires. Le sacro-saint paritarisme eût ainsi risqué d'être remis en question. La CGT — représentée parmi les « douze » — songeait tout naturellement à aller tendre sa scie à des pouvoirs publics, qui, après un temps d'hésitation, lui firent entendre, le 10 mai 1985, une réponse claire et nette, réperée le 24 mai à une délégation de la CFTD : « Trouvez d'abord de l'argent frais, et nous verrons ensuite si nous pouvons aider les entrepreneurs éventuels au titre des aides publiques aux entreprises en difficulté ».

Entrer dans un groupe de presse

Certes, bien des reproches potentiels lorgnaient vers les 115 000 exemplaires quotidiens de l'Union. Mais les « douze » n'avaient jamais voulu entendre parler de capitaux extérieurs. La mise en règlement judiciaire les dessaisit sur ce point de tout pouvoir au profit du tribunal de commerce, sous la responsabilité d'un administrateur judiciaire, M. Hubert Lafont.

Avant la décision du tribunal, les fonds des reprocheurs éventuels avaient commencé à circuler dans les couloirs du vénérable bâtiment. On cita, entre autres, le Champagne Taittinger, le groupe Fillipacchi, déjà présent dans l'Aube par le quotidien *Libération Champagne*. On cita aussi l'un des principaux groupes français de journaux gra-

tuits, la COMAREG, présidée par M. Paul Dini, ancien directeur général du Dauphiné libéré, qui vient de racheter Canal 51, le journal gratuit du département. On cite encore surtout l'Est républicain, qui, après une tentative avortée de percée dans la Marne en 1983, avait gardé un œil sur l'Union.

Comme il est de règle en pareil cas, M. Jacquet se refuse à commenter les rumeurs. On semble tout de même s'orienter vers un montage qui associerait à un groupe de presse majoritaire des « panariens régionaux » minoritaires « pour faire succéder à la pluralité issue de la Résistance une grande pluralité régionale », explique M. Jacquet. Là encore, parmi d'autres, les noms du Champagne Jacquart (une coopérative locale qui a effectué une percée impressionnante ces dernières années) ou du Crédit agricole.

La direction redoutait, à l'annonce de l'entrée de capitaux privés, une réaction brutale de la CGT, qui s'y était toujours vivement opposée. En 1983, la CGT avait pris le pouvoir dans l'entreprise, quinze jours durant, pour protester contre la paralysie des « douze ». Il avait fallu, pour qu'elle s'efface, une intervention de M. Pierre Mauroy, alors, premier ministre. Le 6 mai dernier, elle avait utilisé, sans en venir quiconque, la « une » du journal pour exposer ses solutions.

Le syndicat semble aujourd'hui décidé à examiner les propositions des reprocheurs, « pourvu que l'emploi soit préservé ». Un récent rapport d'audit chiffre les sur-effectifs à cent personnes, sur les six cents employés de l'entreprise. L'Union promet encore bien des négociations.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

EN PRÉLUDE A LA CHAÎNE ÉDUCATIVE

L'enseignement secondaire sera équipé en vidéo

Après la télévision et l'informatique, l'enseignement entre enfin dans l'ère de la vidéo. Le ministère de l'Éducation nationale a en effet décidé d'équiper l'ensemble des établissements secondaires à partir de la rentrée prochaine. Le budget de 1985 permettra d'installer quatre mille magnétoscopes dans les collèges. Il s'agit de trois mille machines grand public au standard VHS, complétées par des ensembles portables du type caméscope (caméra à magnétoscope intégré). D'autre part, cent huit ateliers audiovisuels expérimentaux seront installés dans des collèges ou des établissements d'enseignement technique, en liaison avec les ateliers informatiques. On y trouvera des équipements de prise de vues, des magnétoscopes et des vidéodisques.

L'année 1986 devrait voir l'équipement des lycées en magnétoscopes et la généralisation du vidéodisque dans les établissements techniques. On estime en effet au ministère de l'Éducation nationale que, connecté

à un micro-ordinateur, le vidéodisque est un support très adapté à la formation technologique. Mais, la France n'ayant pas de filière vidéodisque, tant au niveau de la fabrication des appareils que du passage des disques, le ministère étudie aussi la possibilité d'utiliser le compact disc (disque optique) comme support d'enregistrement d'images fixes.

Qui fournira des programmes pour tous ces appareils ? Le ministère dispose d'un crédit de 4 millions de francs pour favoriser les initiatives d'éditeurs publics et privés, en particulier pour la production de contenus interactifs. Mais ce marché bute sur la pénurie de crédits d'investissement des établissements scolaires, mal endémiques de l'éducation nationale, qui devient de plus en plus absurde au fur et à mesure que l'on passe de l'âge de la craie à celui de l'électronique.

Les magnétoscopes serviront donc d'abord à enregistrer les émissions de

la chaîne éducative proposée récemment par le président de la République (*le Monde* du 16 mai). M. Jean-Pierre Chevènement, qui, à l'inverse de nombre de ses prédécesseurs, s'intéresse de près à l'audiovisuel, souhaite des décisions rapides.

Les réflexions s'orientent vers une chaîne diffusée par le satellite TDF 1, dont le contenu serait composé d'émissions culturelles grand public, de programmes pour enfants et de documents pédagogiques ou pratiques utilisables par les classes après enregistrement. Son financement réunirait l'ensemble des partenaires publics et privés du secteur éducatif et culturel, le mécénat d'entreprise et les souscriptions des téléspectateurs sur le modèle de la chaîne publique américaine PBS. Reste à savoir si l'on peut faire cohabiter ce projet avec la chaîne européenne préparée par M. Pierre Desgraupes pour le même satellite TDF 1.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

NOUVELLES RÉACTIONS AU RAPPORT BREDIN

● Le Conseil national pour la liberté de la presse : et les journaux ? Le Conseil national pour la liberté de la presse, que président MM. Henri Amoureux et Jacques Baumont, estime que le rapport Bredin, « loin de prévoir des mécanismes favorisant les investissements de la presse écrite dans l'audiovisuel, condamne cette forme de presse cependant essentielle à la bonne marche de la démocratie », en réclamant une ouverture plus large de la publicité télévisée et en excluant la presse régionale « des futures stations locales. Le Conseil s'est toujours prononcé pour que les entreprises de presse françaises, épousant leur temps, deviennent des entreprises multimédias, seule possibilité qu'elles pourront avoir à l'avenir pour compenser le déclin relatif des recettes publicitaires ».

● La CGC : le meilleur au pire. M. Pierre Laballe Gravier écrit notamment dans la lettre confédérale de la CGC : « Il s'agit en fait d'ouvrir la télévision au secteur concurrentiel, en renonçant au monopole d'Etat et en interdisant tout autre monopole : globalement cela n'est pas pour nous déplaire. Cependant, il faut rester attentif à l'évaluation qui sera donnée aux bonnes intentions du rapport Bredin par les gouvernements dans la destination qu'ils réserveront à ces travaux. On peut en espérer le meilleur et en craindre le pire. »

les droits de l'homme : la pluralité des cultures

27, 28, 29, 30 mai 85

INSTITUT
27
KURDE
824-64-64



29
CARDIF
372-00-15

28
CRDA
248-06-68

30
RACH
331-75-47

4 journées pour les droits de l'homme organisées sous l'égide du Ministère de la Culture (DDC), par le Carrefour de la différence, l'Institut Kurde, le Centre Rach et le Crda. Avec la participation de "Tiddukla", Association de Culture Berbère et de l'Unisat - Etudes Tziganes.

Lundi 27 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Avec la Juventus de Turin
ARISTONE
La 1^{re} gamme d'appareils électroménagers, en finale de la Coupe d'Europe de Football.

- 20 h 40 Cinéma (l'avenir du futur) : Comme un homme libre.
- Film américain de M. Mann (1979), avec P. Sarsa, R. Lawson, B. Denny, G. Lewis, B. Todd, W. Prince, M. Pines.
- Condamné à perpétuité pour le meurtre de son père, un homme s'entraîne avec acharnement à la course à pied, dans la cour de la prison californienne où il est détenu. Vision documentaire d'un univers carcéral ; histoire romanesque, habilement réalisée et très bien jouée, du défi d'un prisonnier.
- 22 h 30 Débat : les sportifs du futur.
- Avec les professeurs M. Rieu, physiologiste ; J.-P. Broussard, endocrinologue ; H. Séphian, médecin-entraîneur à l'INSEP, et le docteur J.-N. Reulen, neurologue du sport.
- 23 h 35 Internationaux de tennis à Roland-Garros. Résumé de la journée.
- 23 h 45 Journal.
- 0 h C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

FETE DES MERES
DANS LES BHV
-20% SUR LES FLEURS
VASES ET CACHE-POTS.

- 20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Angelo, tyran de Padoue.
- De Victor Hugo, spectacle de la compagnie Renaud-Barrault, avec J. Dacquenne, C. Claire, G. Page.
- Padoue, 1549. La Tisbé, comédienne et courtisane célèbre, a pour amant un jeune homme, Rodolfo, qu'elle fait passer pour son frère. Elle craind de porter outrage au tout-puissant despote de Padoue, Angelo Malipieri.

- un de ses plus fervents adorateurs, auquel elle n'a jamais rien accordé. Un drame passionnel typiquement hugolien.
- 22 h 45 Magazine : Plaisir du théâtre.
- De P. Laville.
- Les principaux acteurs qui ont joué dans les succès cet hiver : Jean-Pol, François Périat, Jean Plat, Sami Frey, Michel Bouquet : un reportage sur « Quartier », de Béatrice Müller, mis en scène par Patrice Chéreau à Nanterre.
- 23 h 25 Journal.
- 23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Elle court, elle court, la banlieuse. Film français de G. Pires (1973), avec M. Keller, J. Higelin, N. Courval, V. Lanoux, R. Castel (rediff.).
- Des jeunes mariés sont obligés d'aller habiter en banlieue. A cause du « mitra, boulot, dodo », leur couple se démantibule. Si le scénario de Nicole de Buron s'est inspiré d'une étude sociologique, la mise en scène de Gérard Pires est celle d'une comédie burlesque avec pique à la manière des dessins animés américains.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 35 Thalassa.
- Les pêcheurs à cheval d'Oostduinkerke.
- 23 h 20 Série : Idées reçues.
- De Daniel Peresani et Albert Jacquart.
- Une nouvelle série, cinq minutes chaque jour, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme.
- 23 h 25 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 35 Première stances : 17 h 20, Woody Woodpecker ; 17 h 28, Cinq 16 : la Jeune Fille du premier rang, téléfilm de J. Trebouts ; 18 h 50, Atout PIC ; 18 h 58, Feuilles d'homme de « Picardie » ; 19 h 15, Informations ; 19 h 20, L'agriculture biologique.

CANAL PLUS

- 20 h 35, Pinot, simple flic, film de G. Jognot ; 22 h 5, Boxe ; 23 h 16, Hockey, finale de la coupe Stanley ; 0 h 45, New York Nights, film de R. Vanderbes ; 2 h 30, Gala d'investiture du président Reagan.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Avez-vous lu Victor Hugo ? Choix de textes et lecture.
- 21 h 30 L'histoire, magazine des musiques traditionnelles.
- 22 h 30 Nuits magiques : ce suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Sonate en trio en ut mineur, de Bach ; Trio à cordes op. 58, de Ravel ; Quatuor avec harpe, de Ton That Tiet ; Quintette à cordes en ut mineur, de Mozart, par le Trio à cordes de Paris, C. Frey, violon, M. Michalak, alto, J. Gros, violoncelle et F. Cambréling, harpe, E. Papp, second violon.
- 22 h 30 Les soirs de France-Musique : concert GRM ; à 23 h 5 : la guerre des pianos.

Mardi 28 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h 30 ANTIOPE 1.
- 11 h Internationaux de tennis à Roland-Garros (et à 14 h).
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Le rendez-vous des champions.
- 18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 30 Série : Cœur de diamant.
- 19 h 10 Jeu : Anagramme.
- 19 h 40 Feuilletton : les Bargeot.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
- 20 h 35 Histoire insolite : Nul n'est parfait.
- D'après l'œuvre de G. Mandel. Adapt. R. Gracier, réal. C. Chabrol, avec M. Duchausoy, C. Collier.
- Un jeune professeur au mauvais caractère cherche chaque matin à assassiner sa charmante femme. Après deux tasses de café, ce meurtrier en puissance redevient le plus amoureux des hommes. Humour noir de Claude Chabrol.
- 21 h 30 Multifoot et Internationaux de tennis à Roland-Garros.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin.
- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : L'académie des nouf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilletton : Des leuteurs pour Lila.
- 13 h 45 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 50 Série : Theodor Chindier.
- 15 h 40 Reprise : Le grand raid.
- 18 h 45 Le journal d'un siècle.
- 17 h 45 Réveil A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Spécial Loto sportif.
- 20 h 40 Cinéma : Obsession.
- Film américain de B. de Palma (1976), avec C. Robertson, G. Judd, J. Lightow, S. Williams, W. Blackman, P. McNamara.
- Seize ans après la mort de sa femme victime d'un enlèvement, un homme d'affaires américain en voyage à Florence croit retrouver la disparue sous les traits d'une jeune étudiante. Révisé à la manière de Hitchcock avec référence à Verigo et aussi drame romantique sur l'ancien fou, mis en scène frénétiquement.
- 22 h 20 Mardi cinéma.
- Avec Jacques Weber et trois autres comédiens.
- 23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessins animés : Il était une fois l'homme.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
- 20 h 35 Cinéma : Elena et les hommes.
- Film français de J. Renoir (1956), avec L. Bergman, J. Mann, M. Ferrer, J. Richard, P. Bertin, J. Claudio.
- Vers 1890, une princesse polonaise exilée à Paris se fait

l'égérie d'hommes auxquels elle offre une marguerite. Elle épouse ainsi le cause d'un général que son entourage pousse à s'emparer du pouvoir. Talheux Belle l'histoire, allusion à l'assassinat du général Boulanger, mais le ton est tendre et ironique, le vie à toujours l'air d'un spectacle de théâtre et les images en couleurs rappellent la peinture impressionniste.

- 22 h 15 Journal.
- 22 h 45 Urbs.
- Magazine de ville.
- Le dessinateur décorateur, peintre Raymond Marelli reçoit l'équipe d'Urbs dans son atelier situé dans les sous-sols de la Défense. Trois thèmes : vivre à la Défense ; l'art dans la rue ; pour une ville verte.
- 23 h 20 Série : Idées reçues.
- 23 h 25 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

- 7 h, 7/9 : 9 h, Hill Street Blues ; 9 h 45, L'hôtel en folie ; 10 h 20, Ray, l'un des espions ; 11 h 10, Le Cadeau, film de M. Lang ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 25) ; 13 h 35, Les Fantômes du chapelet, film de C. Chabrol ; 15 h 30, La vie est un roman, film d'A. Resnais ; 18 h, Jeu : 4 C ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zenith ; 19 h 45, Tour s'achève ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 25, Football, dernière journée du championnat de France ; 22 h 30, Les Mots pour le dire, film de J. Pinheiro ; 23 h 55, Don Camille monseigneur, film de C. Gallone ; 1 h 50, Mouskette, film de M. Dugan.

FRANCE-CULTURE

- 6 h, Jacques Cartier ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chaînes de la connaissance : l'actualité du jour (et à 10 h 50 : le corps tel qu'on le pense) ; 9 h 5, La matrice des autres : vieillards et sociétés ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : la bourse des maths est-elle une maladie mentale ? ; 11 h 30, Feuilletton : Victor Hugo ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, L'Instantané : magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « Le florentin », le roman de D. de M.-B. Jeannin ; 14 h 30, « Et puis... » d'A. de la Morinière. Avec J.-R. Caussimon et M. Regnier ; 15 h 30, Les merdis du théâtre : panorama du théâtre aux Pays-Bas ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct de La Rochelle ; 18 h, Séductif : Agnès (Georges Londeix) ; à 18 h 35 : lettres de Victor Hugo et Juliette Drouot ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : douze clés pour la biologie ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Macbeth.
- 20 h 30 Pour ainsi dire : la poésie en France.
- 21 h Extrêmes avec... Raoul Ubaud.
- 21 h 30 Diagonales, actualité de la chanson.
- 22 h 30 Nuits magiques : d'un état à un état tu vas.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu ; 9 h 8, Le maître des musiciens : des instruments, des formes, mode de jeux et jeux de pensée (expériences d'autres modes) ; 12 h 5, Le temps du jazz ; 12 h 30, Concert ; œuvres de Bach par J.-C. Pennetier, piano, V. Dietrich, soprano, et l'orchestre de Bernard Thomas ; 14 h 2, Répères contemporains : J. Malicet ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Les aprentis de France-Musique ; Sept Faust plus un : œuvres de Berlioz, Gounod, Schumann, Boito ; 18 h 2, Acoustique ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : airs de Verdi, Thomas, Mahan, Massenet, Chaperier par Fanny Heldy, soprano ; 20 h, Avant-coeur.
- 20 h 30 Concert : le Concerto de Pierre, de Dargomyski, par les chœurs et l'Orchestre de l'Opéra-Comique, dir. J.-C. Casadesu, sol. A. Cathcart, S. Koptichak, H. Garatti.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : les mélodies de Chopin ; à 23 h 5, Jazz-chlo (en direct du New Morning).

PIRE! GERARD JUGNOT
20h35: "Pinot simple flic".
De Gérard Jugnot
Ah... Si vous étiez abonné!

économie

REPÈRES

Assurance : vignette obligatoire à partir de cet automne sur les véhicules

M. Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a annoncé, le 26 mai, au micro d'Europe 1, que la vignette assurance serait obligatoire, pour les autos et les motos, à partir de cet automne. La vignette, qui aura la forme d'un carré vert, devra être apposée sur les pare-brise des voitures ou sur les fourches des motos. Cette mesure, attendue depuis plusieurs mois par les professionnels, est destinée à lutter contre la fraude à l'assurance. Environ six cent mille à huit cent mille conducteurs sur vingt-cinq millions rouleraient actuellement sans assurance. Cette décision fait suite au sondage réalisé, au mois d'avril, pour la Rue de Rivoli, par le SCRFES, qui avait révélé que les Français approuvaient en grande majorité ce projet. L'instauration de la vignette obligatoire devrait, selon M. Bérégovoy, « se traduire pour l'assuré par une tendance à la baisse des primes d'assurance l'année prochaine, si tous les Français sont assurés comme ils le doivent ».

Automobile : General Motors investira 9 milliards de dollars en 1985

Le président du numéro 1 mondial de l'automobile, General Motors, M. Roger Smith, a annoncé, devant l'assemblée générale des actionnaires, que les investissements mondiaux du groupe atteindraient 9 milliards de dollars en 1985 (dont 1,5 en Europe). Ce montant, en progression de 50 % par rapport à 1984, ne comprend pas le rachat éventuel d'autres entreprises. General Motors entend, notamment par les intérêts qu'il a dans des sociétés de robotique, d'intelligence artificielle, de services informatiques, devenir l'un des leaders de la haute technologie aux Etats-Unis. — (UPI.)

Crédit : un nouveau prêt de la Banque mondiale à la Colombie

La Banque mondiale a annoncé, le 24 mai, qu'elle avait accordé un prêt de 300 millions de dollars à la Colombie. Ce nouveau prêt, ont indiqué les porte-parole de la Banque, fait partie d'un nouveau plan d'aide lié à l'adoption d'un programme de réformes économiques, qui sera appuyé également par les banques internationales avec des crédits supplémentaires d'un montant de 1 milliard de dollars. Le crédit est d'une durée de dix-sept ans avec un délai de grâce de quatre ans. Le dette extérieure de la Colombie se monte à 12 milliards de dollars.

PORTRAIT

Christian Boiron : l'homéopathie à dose industrielle

« Homéopathie » : le vocable est aujourd'hui familier, et pas seulement sur les devantures de la quasi-totalité des officines françaises. La porcée de la médication infinitésimale n'est plus contestée. Mais la technique thérapeutique s'appuie sur des industries originales et novatrices, comme celle de la famille Boiron. A la veille du quarantième congrès de la Ligue médicale Homéopathique internationale (du lundi 27 mai au jeudi 30 mai au Palais des congrès de Lyon), le portrait de M. Christian Boiron, trente-huit ans, héritier avoué d'une lignée de pharmaciens chercheurs, va presque de soi. Avec des nuances qui dépassent le « bleu » des traditionnels tubes de comprimés Boiron, connus dans le monde entier puisque la société est le leader mondial de ces produits naturels et dilués.

« On ne refuse pas forcément, systématiquement, la nature », Christian Boiron a vite dépassé le complexe du « fils à papa » pour tracer son sillon professionnel. Son père et son oncle ont créé, en 1932, un laboratoire artisanal, au-dessus d'une officine du centre de Lyon. En 1972, les laboratoires Boiron (nés de la fusion des Laboratoires homéopathiques modernes et des deux laboratoires « familiaux » de Jean et Henri Boiron) employaient 360 personnes. Aujourd'hui, l'entreprise compte près de 1 200 salariés et annonce des résultats très flatteurs : 313 millions de chiffre d'affaires et un cash-flow net (bénéfices plus amortissement) de plus de 6 % de ce chiffre en 1984. Le chemin du jeune Christian, qui, avant l'âge de dix-sept ans ignorait tout de l'homéopathie, qui rêvait après son bac « méth' élém » de suivre des cours de gestion, ne s'est infléchi qu'après cinq années d'études à la faculté de pharmacie de Lyon. C'est à ce moment-là que l'étudiant expert en... bridge et en tarot a relevé le défi que lui proposait son père Jean, « un homme à la fois fantastique et autoritaire » : assurer une relève familiale à la tête de l'entreprise.

Depuis onze ans, l'ancien animateur des soirées de l'amicale des étudiants en pharmacie s'est transformé en gestionnaire et, de plus en plus, en « passionné » des problèmes de santé. Sa philosophie de l'action s'appuie sur un optimisme « forcené » (Je suis né un vendredi 13...) et sur une remise en question permanente « par hygiène et par volonté d'indépendance ».

Côté politique, « je suis barbare, certainement comme la plupart des Lyonnais », affirme-t-il. « J'aime la rigueur, la détermination par rapport au girouettisme politique ». Mais ce soutien ne va pas sans nuances : « Chez lui (Raymond Barrot), un côté me frustre : son aspect terriblement libéral et je dirai aussi que ses

accès d'anti-démagogie me gênent ». Bref, à ses yeux, un projet politique doit être porteur d'« objectifs » et non pas de « rêves », une tentation qu'il reproche aux socialistes...

Il resta que ses tentatives — notamment au sein du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise — d'intégrer ses pairs à une participation politique directe se sont soldées par autant d'échecs. Pragmatique, Christian Boiron est revenu à la base, celle de sa propre entreprise, car « c'est plus efficace que de se battre pour faire passer ses idées à l'intérieur du CNPF ». Résultats concrets : les laboratoires Boiron sont partie prenante dans de nombreuses innovations sociales : décentralisation, participation par le biais d'un fonds commun de placement, respect des partenaires sociaux (« Je ne sais pas ce qu'est un syndicat maison »). Plus original encore, l'entreprise met à la disposition de ses propres salariés son savoir-faire en matière de création d'entreprises, et Christian Boiron envisage, pour le prochain évènement, des formules inédites pour permettre à tous les membres du personnel d'avoir une activité politique réelle : périodes de congés préférentiels, reprise du personnel après l'accomplissement d'un mandat...

On est loin, ici, de l'image caricaturale du patron divin. Marqué par un court séjour aux Etats-Unis, « côté pauvreté », affecté à l'âge de vingt ans, Christian Boiron a conservé des notions simples de solidarité : « D'accord pour le mot d'ordre de moins d'Etat... sans pour autant admettre que des habitants de notre pays, même bêtes, même faimés, dormant sous les ponts ». Le défenseur d'une médecine naturelle, féru de culture orientale, sait ce que mesure veut dire. Les laboratoires Boiron ont une filiale en Inde...

CLAUDE RÉGENT.

AFFAIRES

LE CARREFOUR DES CRÉATEURS D'ENTREPRISE A MARSEILLE

40 000 patrons cherchent à « passer le relais »

Marseille. — Durant trois jours, du 23 au 25 mai, Marseille a été le siège du Carrefour national des créateurs d'entreprise, qui a accueilli plus de dix mille visiteurs professionnels. Deux ans après la même opération à Cambrai, la manifestation s'adressait à tous ceux qui envisagent de créer ou de reprendre une entreprise. Selon un récent sondage, ils seraient près de 2,8 millions en France. L'Agence nationale pour la création d'entreprises, maître d'œuvre, avait reçu l'appui du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, du conseil général des Bouches-du-Rhône et de la ville de Marseille (une des trois journées a été consacrée aux élus des collectivités locales pour les informer sur les aides à la création d'entreprise qui peuvent être mises en place dans leur commune).

Les organismes consulaires, les agences de développement local, les grandes administrations et établissements financiers, plus de cent dix organismes impliqués à titres divers et que l'on ne trouve jamais rassemblés, étaient présents pour fournir des conseils, des conseils, des services à tous ceux qui sont tentés par l'« aventure » de l'entreprise.

Consultations auprès de techniciens, création d'ateliers donnant une information sur des problèmes précis de gestion ou de techniques administratives, « bourse nationale d'opportu-

De notre correspondant

« nités » permettant des rapprochements entre ceux qui veulent créer leur société et ceux qui cherchent des occasions. « Points-Recrutement », où pouvaient s'échanger des expériences : toutes ces activités voulaient illustrer le thème qui avait été choisi, à savoir : « Trois jours pour gagner six mois » (sous-entendu dans le maquis de la réglementation).

Alléger les contraintes

Pour Mme Edith Cresson, venue inaugurer le « carrefour », il n'y a pas d'autre voie « pour transformer en profondeur le pays que de créer des entreprises. Le rôle de l'Etat, a précisé le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, est d'alléger et, si possible, de supprimer les contraintes non totalement justifiées pour favoriser ces créations ». Mme Cresson a reconnu qu'« un effort de rationalisation était indispensable pour harmoniser les quelques deux cents formes d'aide existantes ».

Le ministre a précisé qu'elle portait une grande attention à la « relève » qui va s'opérer dans les cinq prochaines années au sein d'entreprises créées après la guerre et dont les créateurs ont atteint l'âge de la retraite. On les estime à quarante mille selon l'INSEE.

Leur service est lié à leur reprise, notamment par leurs salariés.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, est venu distribuer les prix aux chefs d'entreprise les plus méritants. Le premier prix est revenu à une entreprise de la Côte d'Azur, SAVIMEX, à Grasse, qui fabrique des pièces d'optique et que son fondateur a cédée à deux de ses cadres. S'adressant à des responsables économiques, M. Bérégovoy s'est félicité de voir des entreprises se créer, mais il a répondu à l'intention de ceux qui viennent frapper à sa porte : « Pas trop d'Etat ! Pas trop de contrôles, de circulaires. Pas trop de subventions non plus. A cela, a dit le ministre, je préfère la baisse des taux d'intérêt, la réduction des taux de commission des banques, l'aide aux salariés entrepreneurs, le paiement différé sur cinq ans puis reporté sur dix ans des droits de succession quand la reprise est faite par ses héritiers ».

Les élus communistes du conseil régional avaient bondé ce « carrefour », estimant qu'« à l'heure où l'on compte plus de deux cent mille chômeurs en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'économie régionale a besoin de remèdes autrement plus efficaces qu'une manifestation superficielle, celle-ci fût-elle animée par quatre ou cinq ministres ».

JEAN CONTRUCCI.

Après une perte de 750 millions de francs

ACCORD SUR LE PLAN DE RESTRUCTURATION DE ZANUSSI

L'avenir de Zanussi, numéro 1 italien de l'électroménager, paraît désormais assuré. Direction et syndicats ont conclu le 25 mai un accord sur le plan de restructuration du groupe, et un conseil d'administration devait en approuver les modalités financières le 28 mai.

L'accord conclu entre la direction de Zanussi, celle d'Electrolux (son actionnaire à 49 %) et la Fédération nationale des travailleurs de la métallurgie confirme le plan d'investissement de 340 milliards de francs (1,7 milliard de dollars) de 1985 à 1987. Il impose, en outre, à Electrolux d'acheter ses composants en priorité auprès de Zanussi. Il prévoit enfin un certain nombre de mesures sociales (prétraitement à cinquante-cinq ans, mobilité, travail autonome, contrats de solidarité, temps partiel) pour les 4 848 travailleurs menacés de perdre leur emploi, le chômage technique devant intervenir « en dernier ressort ». La restructuration de Zanussi devenait d'autant plus urgente que les pertes de 1984 (150 milliards de francs, soit 750 millions de dollars) avaient dépassé de 40 % les prévisions initiales. — (AFP.)

REMOUS DANS L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE ITALIENNE

La solution de Carlo de Benedetti est contestée

L'empire alimentaire italien constitué par Carlo de Benedetti, PDG d'Olivetti, va-t-il s'effondrer avant d'avoir vu le jour ? L'accord conclu entre Carlo de Benedetti, qui est aussi propriétaire depuis février dernier du groupe Buitoni (emporté au nez et à la barbe du français BSN), et le PDG de l'IRI (holding des participations de l'Etat italien), n'a pas encore reçu le feu vert des autorités gouvernementales (le Monde du 3 mai 1985). Vendredi 24 mai, un groupe d'industriels, qui e requis l'anonymat, a présenté une offre de rachat de la Società Meridionale Finanziaria (SME), filiale de l'IRI, qui cofinancie plusieurs entreprises alimentaires (Motta, Almagosa, Cirio, Autogrill, GS, Italgel). Ce groupe propose 10 % de plus que Carlo de Benedetti : 550 milliards de francs (2,75 milliards de dollars) au lieu de 495 milliards de francs pour 64 % des actions de la SME.

Il n'en fallait pas plus, alors que le protocole liant Carlo de Benedetti et l'IRI devait être confirmé lundi 27 mai, pour que des voix s'élèvent au sein du Parti socialiste italien réclamant un approfondissement de la négociation en cours. Il semble en effet que le président du conseil, M. Bettino Craxi, s'apprête pour l'avenir des sociétés alimentaires italiennes, dans le cadre du groupe Olivetti-Buitoni. Samedi 25 mai, c'est le parquet de Rome qui a

ouvert une enquête pour déterminer si les négociations entre de Benedetti et l'IRI se sont déroulées en conformité avec la législation. Officiellement, il s'agit de savoir pour quel le titre de la SME s'est effondré à la Bourse de Milan, en janvier 1984.

ÉTRANGER

LES ÉTATS-UNIS VONT CÉDER À L'ESPAGNE ET À LA JAMAÏQUE DES SURPLUS DE PRODUITS LAITIERS

Washington (AFP). — Les Etats-Unis vont céder à l'Espagne et à la Jamaïque, pour stimuler les exportations agricoles américaines, des surplus de produits laitiers prélevés sur les stocks fédéraux d'intervention et dont la valeur est estimée à 11,85 millions de dollars, a annoncé le secrétaire à l'Agriculture, M. John Block.

La vente à l'Espagne comprend 25 000 tonnes de lait sec écrémé destiné à l'alimentation animale. Ces achats permettront à l'Espagne, l'un des premiers importateurs de lait sec de la CEE, de couvrir ses besoins jusqu'à la mi-1986, selon le département américain de l'Agriculture. Les Etats-Unis vendent également à la Jamaïque 3 000 tonnes de beurre concentré (butteroil).

SOCIAL

M^{me} Georgina Dufoux à «RTL-Le Monde»

DES « AJUSTEMENTS » SERONT NÉCESSAIRES DANS LES DÉPENSES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Rigueur sur la Sécurité sociale, et pour tous, c'est ce que Mme Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et porte-parole du gouvernement, a répété au cours de l'émission RTL-Le Monde le 26 mai. « Mon souci principal est de faire en sorte que la Sécurité sociale ne se casse pas la figure. Je dois arriver à la fin de l'année avec suffisamment d'argent pour continuer l'année 1986 dans de bonnes conditions... Cela exige de ma part, une grande rigueur, et bien entendu de serrer les boulons quand il le faut... Si la Sécurité sociale était en déficit, il y aurait des problèmes pour les hôpitaux, et pour le remboursement des consultations médicales... ».

Le ministre des affaires sociales a confirmé qu'il y a eu « une augmentation des dépenses maladie au début de l'année. Cette augmentation va me conduire à procéder à des ajustements, mais, a-t-elle précisé, pas à un grand plan d'économies ». Mais elle a rejeté une augmentation des cotisations : « elles pèsent sur les employeurs à peu près pour deux tiers, c'est-à-dire sur les entreprises, sur le prix des produits... Les produits, si leur prix devait augmenter, deviendraient moins compétitifs à l'échelon international. On accroîtrait donc le déficit du commerce extérieur... ».

Même rigueur à propos du prix des médicaments, qui ont augmenté de 1 % depuis l'été 1984, mais qui « influent sur les équilibres de la sécurité sociale » dans la mesure où ils sont remboursés.

Pour les médecins aussi : « pas plus de 4,5 % d'augmentation, en hausse pour 1985, pour les honoraires des travailleurs... Les fonctionnaires... Certains médecins me réclament 20 % de hausse de leurs consultations ou de leurs visites, je ne peux pas l'accepter. Pourquoi pour eux et pas pour les autres ? Ce serait absolument injuste ».

Rigueur enfin pour les Français qui doivent être « conscients qu'ils sont partie prenante » dans « le bon usage des soins » et que « si le système chaque, c'est eux qui seront moins bien soignés et moins bien remboursés ».

RIGUEUR AVEC UN PETIT R

Pourt-il y avoir un nouveau « plan de rigueur » pour la sécurité sociale en 1985 ? M^{me} Georgina Dufoux l'a nié, tout en faisant entendre que certaines économies seraient nécessaires. En fait, les données sont connues depuis la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale en décembre 1984 (Le Monde du 7 décembre) : la situation excédentaire du régime général ne va pas durer et, par suite de la stagnation des recettes et d'une « tendance structurelle à l'augmentation des dépenses de vieillissement » (7,5 milliards de francs de déficit cette année), un déficit pourrait réapparaître pour l'exercice 1985.

Mais s'y est ajoutée une augmentation plus forte que prévue des dépenses de santé en 1984 et au début de 1985 (Le Monde du 25 mai), qui peut menacer l'équilibre escompté de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Pour rattraper les centaines de millions qui risquent de manquer, il faudra donc faire quelques « ajustements », comme l'a dit M^{me} Dufoux, des coupes de gomme ici et là.

Certes ne sont pas encore connus, mais on peut deviner quelques possibilités. Une nouvelle liste de médicaments moins remboursés, comme en 1982 (M^{me} Dufoux n'a jamais caché que l'autorisation de nouveaux médicaments pouvait avoir comme contrepartie des restrictions de remboursement sur d'autres, jugés moins indispensables) ; une surveillance plus attentive de la « nomenclature » médicale, aboutissant à quelques réductions là où des dérapages avaient été constatés, comme en 1984 ; une rigueur accrue sur les hôpitaux, caractérisée par le refus de tout budget supplémentaire ; et aussi, puisque « le bon usage des soins » doit être pratiqué partout, un remboursement plus faible des indemnités de déplacement des médecins ou de ceux de soins au domicile du malade. Sans parler d'une nouvelle hausse du « forfait hospitalier » au 1^{er} janvier 1986...

G. H.

2 JOURS DE STAGE CMG SUR MICRO ORDINATEUR

EMPORTEZ VOTRE PROFESSEUR CHEZ VOUS !

Venez découvrir chez CMG la micro-informatique HP 180 pendant 2 jours et repartir avec un HP 180 pour parfaire vos connaissances pendant 1 mois.

Le stage CMG vous aidera à améliorer votre efficacité personnelle dans l'exploitation de vos fichiers commerciaux, l'établissement des tableaux de bord de votre Société, la présentation graphique.

Ces 2 jours vous permettront de profiter ainsi de l'expérience acquise par l'un des plus importants distributeurs de micro-informatique professionnelle en France.

Programmez votre succès informatique en participant au Stage CMG.

Si vous désirez des informations sur les stages « Emportez votre professeur chez vous » aux dates suivantes :

- ☐ Les 20 et 21 juin.
- ☐ Les 23 et 24 juillet.
- ☐ Les 22 et 23 août.

contactez Marie-Annick BARONNET au (0) 446.12.12.

CMG Distributeur agréé **hp**

Av. du Parana - Z.A. de Courtabœuf - BP 38
91943 Les Ulis Cedex - Tél. : (0) 446.12.12 - Téléc. 639.4438.

150 من 300

Les « cercles de qualité » vont tenir leur première convention nationale

Sujet à la mode, le « cercle de qualité » (1) fait souvent figure d'arbitraire, et pourtant son succès ne se dément pas. L'AFCEQ (Association française des cercles de qualité), créée il y a quatre ans, revendique 650 adhérents représentant 2 000 établissements où fonctionnent de 12 000 à 15 000 cercles, avec la participation de 150 000 salariés de toutes compétences et de toutes catégories.

Pour prouver son existence et sa vitalité, ce mouvement, que préside M. Georges Archier, organise les 14 et 15 juin prochains à Paris (porte de Versailles) la première Convention nationale de cercles de qualité, qui sera l'occasion, pour le public, d'une présentation des résultats obtenus et, pour les exposants, d'une rencontre favorisant des échanges d'expériences.

Plusieurs dizaines de stands sont prévus, où les entreprises montreront les réalisations de leurs équipes. Plus de 3 000 participants sont attendus, qui, de l'ouvrier spécialisé au PDG, viendront témoigner du travail entrepris. Films et débats sont programmés.

Né au Japon, copié dans le monde entier avec plus ou moins de succès, le cercle de qualité est bien implanté en France : celle-ci serait, selon M. Gilbert Raveleau, secrétaire général de l'AFCEQ, « le premier pays européen » pour leur nombre et leur rôle. « Après un siècle de développement fondé sur la quantité, le vecteur de la compétitivité, pour les produits et les services, est aujourd'hui celui de la qualité », explique M. Georges Archier pour démontrer l'originalité de la méthode, qui s'appuie sur la participation des salariés, après la domination du taylorisme qui se fonde sur une répartition et une planification rigoureuses des tâches pour obtenir la meilleure productivité. L'objectif recherché est la « lutte contre l'entreprise fantôme », celle qui gaspille les énergies, les moyens, et qui coûterait au pays 200 milliards de francs, soit 5 % de notre produit intérieur brut.

« Produire mieux », « faire la chasse à la non-qualité », sont les mots d'ordre employés pour débarrasser ces 15 à 20 % de la valeur ajoutée perdus dans une entreprise. Avec cette autre conséquence que, du haut en bas de

l'échelle, le personnel a le sentiment très vif de reprendre l'initiative et donc d'agir. « On multiplie les pouvoirs et on améliore la compétitivité », déclarent les responsables de l'AFCEQ, qui attendent beaucoup de leur première convention nationale. Ils espèrent que, grâce à l'expression publique, les cercles de qualité feront école.

(1) Dans un cercle de qualité se regroupent dix salariés au maximum, qui établissent ensemble un programme et s'efforcent de trouver des solutions à des problèmes qu'ils rencontrent dans leur travail. Ensuite, le cercle de qualité fait une proposition à la direction. Le plus souvent, un budget est attribué aux cercles de qualité pour mettre en œuvre les améliorations souhaitées.

FAITS ET CHIFFRES

● **Taxe d'habitation** : une manœuvre démagogique, selon M. Fournier. — « Pour financer l'allègement de la taxe d'habitation bénéficiant aux contribuables non assujettis à l'impôt sur le revenu, le gouvernement vient de se livrer à une manœuvre démagogique vis-à-vis de l'ensemble des collectivités locales », estime M. Jean-Pierre Fournier, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine, président du comité des finances locales. « En modifiant le mécanisme de garantie de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de manière rétroactive et au mépris de promesses faites il y a quelques mois par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, le gouvernement tourne le dos à la politique de décentralisation qu'il conduit depuis plusieurs années. »

● **Nucléaire** : Londres favorable à la construction d'une nouvelle usine de retraitement des déchets. — Le gouvernement britannique s'est prononcé en faveur de la construction d'une nouvelle usine de retraitement des déchets nucléaires, à Dounreay, dont le coût dépasse 200 millions de livres (2,36 milliards de francs). Cette unité, dont la construction devrait être achevée au milieu des années 90, serait la seconde en Grande-Bretagne, et ses capacités pourraient être utilisées par d'autres pays européens.

TRANSPORTS

LA REQUÊTE DES ARMATEURS FRANÇAIS

« Considération vaut mieux que subvention »

« Nous ne demandons pas de subventions, nous voulons simplement un peu plus de considération. » C'est en ces termes que M. Tristan Vieljeux, président de la Compagnie Delmas-Vieljeux et l'un des membres les plus écoutés du Comité central des armateurs de France (CCAF) a dénoncé il y a quelques jours le « désintérêt » dont fait preuve le gouvernement vis-à-vis des difficultés rencontrées par les armateurs français.

Devant les mesures protectionnistes que prennent la quasi-totalité des pays en voie de développement pour réserver à leurs propres navires les cargaisons les plus intéressantes, face aux tarifs de dumping de tel ou tel armement ou aux violations flagrantes et continuelles des accords bilatéraux de trafic par l'URSS, « Nous ne sommes pas soutenus par les pouvoirs publics », a déclaré M. Vieljeux. On dirait que lorsqu'il s'agit de commerce extérieur et d'exportation, seuls comptent les contrats de fourniture et que le transport n'est jamais pris en considération, a-t-il ajouté.

Des lignes « du tour du monde »

Voilà près de deux ans que le Nigéria a imposé de charger à bord de ses propres navires les pièces détachées que Peugeot expédie vers ce pays, ce qui représente 15 000 conteneurs par an. De même, pour la livraison des 300 locomotives vendues par Alstom à la Chine, la France a abdiqué devant les désirs de Pékin. Enfin, les cargos soviétiques transportent les trois quarts du fret entre la France et l'URSS, ou vice versa, et tout le pétrole brut, alors que l'accord entre les deux pays prévoit un partage égal. Là aussi, Paris, au dire des armateurs, sacrifie les intérêts maritimes nationaux sur l'autel des industries. Le récent accord sur la fourniture de produits sidérurgiques à l'URSS servira de test, et l'on verra si l'avenir

du groupe nationalisé CGM, principal armateur sur les lignes franco-soviétiques, intéresse le gouvernement autant que celui d'USINOR.

Le secteur des lignes régulières de cargos (distinct de celui du transport de pétrole, de gaz, de céréales et de minerais) constitue pourtant le noyau dur de l'armement français, où opèrent encore une vingtaine de sociétés parmi lesquelles des grands groupes comme Delmas-Vieljeux, Worms, la CGM, les Chargeurs réunis. Entreprises de services à 100 % exportatrices, elles exploitent le tiers des navires français, réalisent 50 % du chiffre d'affaires de tout l'armement, et fournissent les deux tiers des emplois (1).

La surcapacité qui règne dans le monde et qui, pour les porte-conteneurs, va s'accroître de 30 % dans les deux ans à venir avec l'arrivée des navires (américains et asiatiques) des lignes « tour du monde » engendre une concurrence brutale. La redistribution des alliances, les regroupements des armateurs européens, le renouvellement incessant de la flotte, l'intégration de la chaîne de transport, constituent par conséquent des ripostes obligées.

Mais la dégradation de la marge brute d'autofinancement des entreprises interdit une politique ambitieuse de modernisation. Pourtant les armateurs de lignes régulières ne se complaisent pas dans les jérémiades, et il est sûr, dit M. Vieljeux, « que notre situation est moins dramatique que celle des armateurs de pétroliers ou de ceux qui transportent minerais et céréales en vrac ».

Perspectives commerciales

Il existe même des perspectives commerciales encourageantes, y compris sur les trafics entre pays tiers. Mais, voilà, il faut être compétitif par rapport aux armateurs américains, japonais, grecs, chinois, norvégiens, allemands ou de Hongkong qui exploitent une grande partie de

leurs navires sous d'autres pavillons que celui, trop cher, de leur pays. Pour survivre, la France commence elle aussi à internationaliser sa marine marchande, malgré l'hostilité de certains syndicats et des combats d'arrière-garde.

« L'armement français n'est pas protectionniste, il ne demande pas à être subventionné comme le sont par exemple les transporteurs américains. Il veut seulement être défendu lorsqu'il est attaqué, et allégé de charges devenues insupportables », a encore expliqué M. Vieljeux. Couplet connu mais qui, semble-t-il, n'est pas encore arrivé jusqu'aux oreilles de M. Fabius. Le président de Delmas

a cependant créé la surprise lorsque, « à titre personnel » — on sait que son avis est partagé par d'autres —, il a fait cette confidence : « La marine marchande, c'est du commerce extérieur. Son rattachement à un secrétariat d'Etat dépendant lui-même du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports n'est peut-être pas le meilleur. » On se souvient qu'en juillet 1984, déjà, la construction navale avait quitté le secrétariat d'Etat à la mer pour aller grossir les services de M. Cresson...

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Mais 20 % du tonnage transporté l'a été par des navires étrangers affrétés.

Air France et la compagnie nationale chinoise créent de nouvelles liaisons entre Paris et Pékin

De notre correspondant

Pékin. — Le PDG d'Air France a quitté Pékin lundi 27 mai après une courte visite. M. Marcou Long, qui s'était auparavant rendu à Tokyo, a confirmé que la compagnie nationale allait ouvrir à partir du samedi 29 juin une seconde fréquence hebdomadaire entre Paris et Pékin. Initialement prévue pour la saison touristique — été et automne —, elle pourra être étendue à toute l'année si les résultats se révèlent positifs. Chinois et Français se rencontreront à nouveau en octobre à ce sujet.

La compagnie nationale chinoise, la CAAC, ouvre aussi une seconde ligne sur Paris. Elle souhaite même disposer d'une troisième, voire d'une quatrième fréquence. Air France n'en est pas encore là. Une telle extension des liaisons aériennes entre la France et la Chine ne se justifierait que pour des raisons économiques. Il ne semble pas être question d'ajouter des avions que l'on ne pourrait remplir. D'autant que les dépenses d'exploitation en Chine en particulier les taxes de survol — sont très lourdes. La liaison Paris-

Pékin connaît toujours un léger déficit, et même la Swissair, qui passe pour un modèle de gestion, vient seulement d'annoncer qu'elle avait réussi à équilibrer ses comptes sur ce parcours.

Paris demeure pour la CAAC le point d'entrée privilégié en Europe. De là, les voyageurs chinois essaiment sur l'Europe, et surtout sur l'Afrique. Les deux tiers des passagers arrivant à Paris venant de Pékin continuent, en effet, vers une autre destination. Par ailleurs, Air France et la CAAC offrent désormais un tarif excursion très intéressant.

M. Long a, enfin, parlé avec ses interlocuteurs chinois de propositions d'accords de coopération, en particulier afin d'aider la CAAC à améliorer l'entretien de son matériel. La CAAC émerge, en effet, de la « préhistoire » de l'aviation à un moment où son trafic intérieur et international « explose » littéralement.

PATRICE DE BEER.



Montpellier la surdouée.

La beauté de Montpellier, la fougue de ses Responsables donnent envie de se surpasser. Regardez Antigone... là, je me sens inspiré.

Ricardo BOFFIL

Architecte

Si le concours de Bayonnet m'a révélé, c'est Montpellier qui m'a lancé. Compris, suivi, encouragé... je le prends un plaisir fou à donner.

Dominique BACQUET

Directeur du Centre Chorégraphique National

80 musiciens, un Opéra, des milliers de mélomanes... Pour moi, Montpellier c'est la rive ! La ferveur du public est telle qu'elle transcende littéralement l'orchestre.

Cyril DIEDERICH

Directeur de l'Orchestre Philharmonique Montpellier Languedoc-Roussillon

Je ne me suis jamais autant amusé que depuis mon arrivée à Montpellier. Spectacles, mises en scène... je suis déchaîné, à l'image de cette ville qui n'arrête pas de braver.

Jérôme SAUNY

Directeur du Centre Dramatique National de Languedoc-Roussillon

Quand on m'a proposé de quitter la mission que j'avais à l'Opéra Comique de Paris pour assurer la direction de l'Opéra de Montpellier, je n'ai pas hésité. On ne refuse pas une carte blanche à la créativité. Le programme de l'année sera superbe, je suis comblé.

Hervé MAIER

Directeur de l'Opéra de Montpellier

Depuis 8 ans, sous l'impulsion de son Député-Maire Georges FRÈCHE, Montpellier a passé la vitesse supérieure et connaît un double « Bang » scientifique et culturel. Dans le creuset montpelliérain s'imaginent les technologies du futur et les spectacles de demain. Cet écosystème a déjà séduit bon nombre d'industriels désireux de trouver un cadre épanouissant. Si vous aussi êtes tentés, apportez votre société... et votre tenue de gala car à Montpellier le spectacle est permanent et les feux de la rampe ne s'éteignent jamais.

Pour recevoir un dossier complet sur les possibilités d'implantation de votre entreprise, retournez ce coupon à :
M. le Directeur du District de Montpellier
14, rue Marcel-de-Serres - 34000 MONTPELLIER-FRANCE
Tél : (07) 52.18.19 - Télex : 490531 F

M./Mme : _____
Société : _____
Adresse : _____
Fonction : _____

Téléphone : _____



Montpellier

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. NOUVELLE-CALÉDONIE : « La déchéance », par Stan Rougier ; « Perdus son âme à Nouméa... ou à Paris », par Claude Péronique.
- LU : la Guerre polonaise, de Raymond Marcolin.

ÉTRANGER

3. LE CONFLIT DU GOLFE.
4. EUROPE.
5. AMÉRIQUES.
6. AFRIQUE.
7. ASIE.

POLITIQUE

8. La situation en Nouvelle-Calédonie.
- M. Mitterrand à Solihud.
- La préparation du congrès du PS.

SOCIÉTÉ

9. DÉFENSE : avant le départ en patrouille de « L'Inflexible ».
- RELIGION : une interview de Mgr Poupard.
12. MÉDECINE.

SPORTS

10. TENNIS : Landi et Navratilova favorisés de Roland-Garros.
- RUGBY : le Stade Toulousain champion de France.

LE MONDE ÉCONOMIE

- 9-10. L'Élargissement de la CEE.
11. La chronique de Paul Fabra ; « A travers les révolutions françaises », par Daniel Vitry.

CULTURE

13. La week-end d'Hervé Guibert.
- MUSIQUE : *Palais de l'Opéra*, au Théâtre des Champs-Élysées.
- THÉÂTRE : les Journées du Conservatoire d'art dramatique.
15. COMMUNICATION : la question (Union) [Rouille] à la recherche de nouveaux propriétaires.

ÉCONOMIE

16. AFFAIRES : le carrefour des créateurs d'entreprises à Marseille.
17. TRANSPORTS : les amateurs français veulent être écoutés du gouvernement.

- RADIO-TÉLÉVISION (15)
INFORMATIONS
« SERVICES » (12) :
Mots croisés : Loto.
Légion d'honneur (12) ; Car-net (12). Programmes des spectacles (14).

APRÈS L'ÉCROULEMENT D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT

Onze morts dans un camping du Var

La levée des corps des onze victimes - parmi elles cinq enfants - de la catastrophe du camping des Bannettes, à Saint-Cyr-sur-Mer (Var), devrait avoir lieu dans la matinée de ce lundi 27 mai. Six autres personnes ont été blessées, certaines grièvement.

Dimanche, peu avant 8 heures du matin, un mur de soutènement - une rampe - long de trente mètres, haut de quatre, s'est effondré d'un bloc sur un groupe de vacanciers du camping. Toutes les victimes étaient arrivées la veille de Belley (Ain) pour un

stage de plongée sous-marine. La gendarmerie chargée de l'enquête devra établir si le mur, achevé en février dernier et construit par des ouvriers du camping, correspondait aux normes de sécurité. Un glissement de terrain, provoqué par des pluies abondantes et inhabituelles, pourrait être à l'origine de la catastrophe. Une information judiciaire a été ouverte par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction à Toulon, pour homicides et blessures involontaires.

« On ne touche pas à la terre, sinon elle se venge »

Saint-Cyr-sur-Mer. - C'est une petite fille longue et mince. Comme tout le monde ici, elle est en maillot de bain. Elle a six, huit ans, peut-être, et ne pleure pas ; elle se tait. L'infirmière en chef de l'hôpital de La Ciotat ouvre ses bras, la berce doucement. « Ton tonton va venir maintenant, ne t'inquiète pas ». La petite fille ne réagit pas. « Elle sait, mais elle ne réalise pas encore », chuchote une amie. La petite fille depuis ce matin est orpheline, ses frères sont grièvement blessés.

Une route, quelques dizaines de mètres, séparent la plage d'un autre monde, celui de la catastrophe. Les camionnettes de la gendarmerie sont à avec leurs hommes en képi. Les enfants jouent, les femmes en bikini, les hommes en short ne perdent pas une minute de soleil. Agglutinés, ils racontent encore et encore à ceux qui arrivent en curieux, en voisins, et demandent ce qui s'est passé, jouent les décomptes.

De la poussière, la terre de la colline mise à nu, les racines de pins et de mur de soutènement, écroulé, tombé d'un bloc sur une trentaine de mètres, dans un fracas de tonnerre à l'heure du petit déjeuner. Et sous le mur brisé, deux caravanes écrasées et des tentes prisonnières, éplattées.

Trois tas de gravats

Les gendarmes ont isolé le périmètre de l'écroulement et par les rubans jaunes et orange. « On s'est précipité, on a essayé tout de suite de soulever les parpaings, mais c'était trop lourd. Je vous jure, on ne pouvait rien faire. » Certains ont essayé d'improviser des treuils, ont sorti leurs crics mais ont dû renoncer. Il a fallu attendre les secours, qui sont arrivés rapidement : gendarmes, pompiers, maîtres-chiens, bulldozers...

Un homme est sorti de sa caravane, copieuse et deux, indemne. Dans l'autre moitié, sa femme et son fils étaient morts. Un campeur a cherché sa petite fille de huit ans, qu'il avait envoyée chez des voisins demander du pain et qui jamais ne reviendra. Un campeur est curé

De notre envoyée spéciale

dans ce qui reste d'une caravane ; il est ressorti un bébé dans les bras : « J'ai vu les parents, c'est à dire... j'ai vu leurs jambes, le reste était écrasé ».

La nuit, quelques heures plus tôt, des hommes, des femmes, des

RESPONSABILITÉS

(De notre envoyée spéciale.)

Saint-Cyr-sur-Mer. - Si une paille de campement des Bannettes, le haut de la colline, appartient à la municipalité de Saint-Cyr-sur-Mer, la gestion du camping est entièrement privée et confiée, depuis vingt-huit ans, à M. et Mme Joly. Il y a deux semaines, les pompiers étaient venus faire une visite de sécurité qui ne concernait que les risques d'incendie.

La nuit, la préfecture du Var, une visite de conformité aux règles de sécurité aurait été faite il y a quelques mois. Elle d'aurait rien décelé d'anormal. Mais la construction du mur, qui a provoqué la mort de onze personnes, est postérieure puisqu'elle a été achevée au mois de février dernier. Construit en parpaings agglomérés recouverts de crépi, ce mur était percé de petites meurtrières pour laisser passer l'eau de ruissellement. Une précaution insuffisante si, comme on le pense à Saint-Cyr, c'est la pression de la pluie gorgée la colline qui a poussé le mur.

L'enquête devra déterminer si ce mur a fait l'objet d'une déclaration nécessaire aux travaux de soutènement, à la direction régionale de l'équipement notamment, et si les normes de sécurité étaient respectées. La manière dont le mur est tombé, tout d'un bloc, laisse à penser aux observateurs que la fondation, l'ancrage dans le sol, auraient pu être insuffisants, voire inexistant. - A. L.

Deux pétroliers en feu dans la baie d'Algérissas

Le nombre des victimes pourrait atteindre la quarantaine

De notre correspondant

Madrid. - Dix-huit morts, treize disparus et plusieurs dizaines de blessés : l'incendie de deux pétroliers dans la baie d'Algérissas a provoqué, le dimanche 26 mai, la plus grave catastrophe maritime jamais enregistrée au large des côtes espagnoles.

L'accident s'est produit vers 11 heures sur une jetée de la raffinerie de San Roque, près de Gibraltar, appartenant à la compagnie espagnole des pétroles CEPSA. Il semble d'abord à une fuite de gaz survenue à bord du navire japonais (battant pavillon de complaisance panaméen) *Petrogen One*, qui déchargeait une cargaison de 25 000 litres de naphtha en provenance de Libye. L'accumulation de gaz a provoqué une violente explosion qui a coupé le navire en deux.

L'onde de choc a atteint un autre pétrolier, le *Campanaria*, qui chargeait de l'essence à une dizaine de mètres de là, et qui a immédiatement pris feu à son tour. L'incendie a été particulièrement spectaculaire, une colonne de fumée de plusieurs centaines de mètres de haut s'éleva

rapidement dans la baie. Le combustible en feu s'est répandu dans l'eau autour des deux bateaux, ce qui a rendu très difficile la lutte des équipages. Outre les victimes du *Petrogen One*, de nationalité japonaise et coréenne, et du *Campanaria*, plusieurs employés de la raffinerie ont péri dans l'incendie.

L'explosion a provoqué un mouvement de panique dans les quartiers environnants. Il y a trois mois déjà, une explosion avait tué une personne dans une dépendance de la raffinerie où est stockée l'essence. L'incendie a pu être contrôlé près de quatre heures après s'être déclaré. Le nombre des victimes est encore provisoire, et pourrait atteindre la quarantaine, selon le juge d'instruction d'Algérissas, qui a commencé à enquêter sur les raisons exactes du sinistre. Le roi Juan Carlos et le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, devaient se rendre lundi sur les lieux.

THÉRIY MALINAK.

NOUVELLES BRÈVES

● **Inde : graves incidents au cours d'un contrôle fiscal.** - Quelques quatre-vingts employés du ministère des finances ont été blessés lors d'incidents survenus au cours de l'un des plus importants contrôles fiscaux jamais effectués en Inde. Les contrôleurs avaient lancé une opération de grande envergure chez les marchands de soie du principal marché de Surat, dans l'est du Gujarat (sud-ouest du pays) soupçonnés d'évasion fiscale. Les vendeurs ont attaqué les contrôleurs qui voulaient saisir des documents prouvant la fraude, a indiqué la presse indienne. - (AFP).

En République sud-africaine

Un projet de loi prévoit l'autorisation de partis politiques multiraciaux

De notre correspondant

Johannesburg. - Indiens, métis, Noirs et Blancs pourront désormais s'inscrire au même parti politique. Telle est la principale conséquence de la décision annoncée, samedi 25 mai, par M. Chris Hennis, ministre du développement constitutionnel et du plan, d'abroger une loi datant de 1968 qui interdisait la cohabitation raciale au sein d'une même formation politique. Le projet doit être soumis au Parlement avant la fin de la session parlementaire en juin.

De fait, cette loi était déjà quelque peu transgressée, notamment depuis l'automne dernier, époque à laquelle les Indiens et les métis ont élu leurs représentants au Parlement. Le principal parti d'opposition blanc, le PFP (Parti fédéral progressiste), et le parti majoritaire de la Chambre indienne, le Labour Party, avaient déjà décidé d'accepter dans leurs rangs des membres de races différentes.

La promulgation de ce texte en 1968 avait en pour première conséquence la disparition du Parti libéral, qui avait refusé de devenir un parti uniquement blanc. La suppression de la loi ségrégationniste va très certainement entraîner des regroupements politiques entre les formations composant les trois chambres séparées du Parlement. Cependant, elle ne mettra pas fin à la séparation raciale à l'Assemblée.

Chaque groupe ethnique continuera d'être des députés de sa race ainsi que le prévoit la loi électorale dans sa section 36. Et les Noirs, même s'ils s'inscrivent à un parti, n'en auront pas pour autant le droit de vote. M. Hennis a précisé que ce texte n'était plus nécessaire en raison

son de la nouvelle Constitution adoptée en novembre 1983, et qu'il faisait partie des « mesures législatives ». Son abolition, a-t-il ajouté, s'inscrit dans le processus de réforme qui vise à l'établissement d'une société dans laquelle tous les groupes exercent une participation effective dans le pouvoir de décision.

A ce propos, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a expliqué dans une interview à la télévision anglaise, diffusée dimanche en Afrique du Sud, qu'il prévoyait d'établir des conseils régionaux dans lesquels les Noirs, métis, soit neuf à dix millions de personnes, auront leur mot à dire. Quand et comment seront-ils mis au travail ? Le projet est encore à l'étude. Le président de la République a réaffirmé qu'il était hostile à un Etat-bicaméral, même si celui-ci prend la forme d'une fédération ou d'une confédération.

La discussion au Parlement du projet visant à abolir la loi prohibant l'appartenance à un même parti de membres de races différentes permet d'en avoir un peu plus sur les intentions du gouvernement. Elle constitue un test de la volonté affichée de réforme des autorités. Cette nouvelle initiative intervient un mois après la suppression de la loi sur l'immoralité et l'interdiction des mariages interraciaux. Ce petit pas fait partie des décisions visant à supprimer ce que M. Botha appelle « l'apartheid négatif ». Il est, en tout cas, annoncé à point nommé, au lendemain de l'affaire de Cabinda qui a mis en cause la crédibilité de l'Afrique du Sud à l'étranger.

MICHEL BOLE-RICHARD.

LE PÈRE JOHN VAUGHN EST RÉÉLU GÉNÉRAL DES FRANCISCAINS

(De notre correspondant.)

Rome. - Réélu depuis deux semaines à l'Assemblée générale, l'Ordre des Franciscains a réélu comme général des frères mineurs, le Père John Vaughn, de nationalité américaine. A l'élection, obtenue par 110 voix sur 135, était présent Mgr Vincenzo Fagiolo, secrétaire de la congrégation pour les religieux et les instituts séculiers, en tant que délégué spécial du pape.

La sélection du Père Vaughn reflète une volonté de confirmer la ligne suivie par l'Ordre des Franciscains : au cours de ces six dernières années, les frères mineurs se sont engagés dans la lutte pour la paix, la justice sociale et le désarmement et les droits de l'homme, des thèmes qui sont souvent l'objet de controverses au sein de l'Eglise.

Dans son message aux franciscains, à l'ouverture de leur chapitre général, Jean-Paul II avait exprimé un certain nombre de critiques.

Ph. P.

Après dix-neuf ans sur France-Culture

ARRÊT DE L'ÉMISSION « LE MONDE CONTEMPORAIN »

Après dix-neuf ans d'existence, une des émissions vedettes de France-Culture, « Le Monde contemporain », a brusquement cessé d'être diffusée, samedi 25 mai. Un de ses coproducteurs, Francis Crémieux, s'en est retiré.

Créée en 1966, afin de maintenir un lien entre deux grandes tendances politiques, cette émission reposait sur un dialogue à bâtons rompus entre le communiste Francis Crémieux et le gauchiste Jean de Boer. La direction de Radio-France, regretta la décision « soudaine et unilatérale » prise par Francis Crémieux, déclare qu'elle a préféré « saborder » une émission dont « l'équilibre et le principe même » étaient détruits avec l'abandon d'un des deux coproducteurs.

Les motifs avancés par Francis Crémieux se fondent sur le refus opposé par la direction de la chaîne de l'intégrer, dans le cadre du journal, en tant que rédacteur en chef, alors que ce titre lui avait été redonné en 1983, après un processus de réintégration engagé, en 1981, par M. Michèle Cotte, alors PDG de Radio-France. On souligne aujourd'hui, à la direction de la chaîne, que Francis Crémieux, qui est âgé de soixante-quatre ans, a présenté sa demande à six mois de la retraite.

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + I.S.L.M.

La fête de Lutte ouvrière et de la LCR a connu un record d'affluence

La lutte contre le racisme et la préparation des élections législatives de 1986 étaient les principaux thèmes de la quinzième fête annuelle du mouvement trotskiste Lutte ouvrière (LO), les 25, 26 et 27 mai dans les allées du château de Bellevue à Presles (Val-d'Oise). Comme en 1983, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), autre mouvement trotskiste, était associée à l'organisation de la fête. Le record de fréquentation, selon les organisateurs, était battu dès les deux premiers jours avec quelque 30 000 visiteurs, soit 20 % de plus que l'année dernière.

En 1983, la présence de la LCR s'expliquait par la préparation des élections européennes. S'il apparaît évident que les deux formations se retrouveront, en 1986, sous le même bannière, il reste à savoir si leur union sera ou non élargie, comme le souhaite M. Alain Krivine (LCR) à un mouvement « alternatif », qui serait, selon ses termes « une gauche à la gauche de la gauche », regroupant toute l'extrême gauche, mais aussi le PSU - présent à la fête - et tous ceux qui sont « écœurés de voir la droite se pavaner et préparer sa revanche, inquiets devant la montée du racisme et du léninisme, désorientés de voir les partis de gauche se vautrer dans la collaboration de classe ».

Auparavant, dans son allocution, le dirigeant de la LCR avait dénoncé « le socialisme nouveau, qui a pour symbole la ceinture pour les travailleurs et pour badge « Touche pas à mon patron ». « Getta est heureux, dit M. Krivine, Barre est content. Le Pen jubile. Avec la gauche du pouvoir, ce marche pour eux ! » D'où la nécessité d'une « mobilisation de toute la gauche anti-capitaliste pour 1986, si possible, ou sûre pour plus tard ». « La responsabilité de nos

deux organisations est énorme pour aider, sans sectarisme, sans esprit de chapelle, au regroupement unitaire de ceux qui refusent les capitulations de la gauche », a déclaré M. Krivine.

La LCR a organisé un débat sur le thème « Qu'elle alternative en 1986 ? », en présence, notamment, du PSU et des Verts allemands. Interrogé sur ce sujet, M. Lagulier nous a dit : « Nous sommes pour faire des alliances politiques sur des bases claires. Nous n'avons pas acquis notre autonomie pour, aujourd'hui, nous allier à des mouvements réformistes ». Dans son allocution, après avoir résumé l'indépendance pour la Nouvelle-Calédonie - « même si nous ne partageons pas tous les choix du FLNKS » - M. Lagulier a déclaré que la fête de Presles est le reflet des relations existant entre les deux alliés privilégiés que sont LO et la LCR.

Dans l'espace de la fête, où de nombreux visiteurs affichaient les petites mains de SOS-racisme, les stands des « partis frères » européens, mais aussi de Sri-Lanka, d'Afrique et d'Amérique latine, voisinaient avec le MRAP et les représentants d'entreprises en difficulté, comme les Poupées Bella et Renault. On pouvait camper et manger sur place. Parmi les invités, on remarquait M. Jean Guert, professeur au Muséum d'histoire naturelle, spécialiste de la Nouvelle-Calédonie ; M. Maurice Paget, secrétaire général du Syndicat des chômeurs ; M. François d'Eschou, pour son livre *Louise Michel, la Canaque*, et M. Louis Mapou, porte-parole du FLNKS.

M. Mapou s'est montré très critique à l'endroit du gouvernement de M. Laurent Fabius, qui, a-t-il dit, « a sanctionné un processus néo-colonialiste en Nouvelle-Calédonie et ne présente aucune garantie pour notre peuple ». « Nous ne signerons pas de chèque en blanc à ceux qui n'ont d'autre qualité que de ne pas tenir leurs promesses », a aussi déclaré M. Mapou.

JACQUELINE MEILLON.

Le numéro du « Monde » daté 26-27 mai 1985 a été tiré à 387 213 exemplaires

A B C D E F G

BANGI

La c des dim

La plus g détrou

La plus g détrou

La plus g détrou

La plus g détrou

La plus g détrou

La plus g détrou

550 من المال